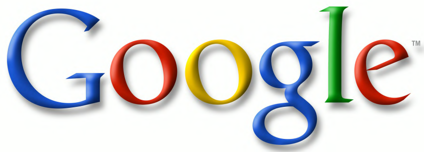
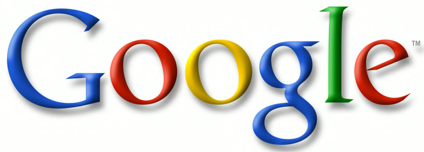

Google



Joseph Leroux

LE CARROSSE

DE

M. AGUADO.

FRAGMENT.

PAR

PIERRE LEROUX.

Prix : 1 franc.

BOUSSAC,
IMPRIMERIE DE PIERRE LEROUX.
PARIS,
LIBRAIRIE DE GUSTAVE SANDRÉ,
RUE PERCÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11.
1848.

D

LE CARROSSE

DE

M. AGUADO.

LE CARROSSE

DE

M. AGUADO.

FRAGMENT.

PAR

PIERRE LEROUX.



Boussac,

IMPRIMERIE DE PIERRE LEROUX.

PARIS,

LIBRAIRIE DE GUSTAVE SANDRÉ, RUE PERCÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11.

1848.

seulement par la porte vitrée de la rue, une trentaine d'ouvriers, pressés côte à côte sur des bancs de bois, achevaient leur modeste repas autour de tables de sapin, sans nappes ni serviettes, et devisaient entre eux comme je vous l'ai raconté. Malgré tout mon respect pour vos habitudes, Lecteur ou Lectrice plus ou moins aristocratique, il m'est impossible de vous conduire dans des salons dorés; il faut, bon gré, mal gré, que vous suiviez mon ami, s'il vous intéresse, au cabaret, comme je l'avais suivi moi-même.

Je me trompe en parlant ainsi. Fi donc! nous n'étions pas dans un cabaret! Dans les restaurants d'ouvriers, comme celui où je me trouvais, le vin est à peine connu; on n'y boit que de l'eau. Le vin est trop cher à Paris, grâce au droit d'entrée, et l'ouvrier n'a pas à sa disposition tant de jouissances qu'il puisse cumuler. Or boire du vin et manger en même temps, ce serait cumuler. Boire et manger est quelque chose de si difficile en soi, que quand nous mangeons, nous ne buvons pas, ou ne buvons que de l'eau, parce que Dieu nous la donne *gratis*, ou à peu près. A l'inverse, quand nous buvons, nous ne mangeons pas; et c'est alors le tour du cabaret. . . . .

Ce n'est pas une bonne hygiène, me dira quelque honnête bourgeois qui boit et mange en même temps. J'en conviens; mais, mon bourgeois, l'ouvrier peut-il faire comme vous?

Je vois d'ici mon interlocuteur se mettre en colère, et me dire, se croyant sûr de son fait : Puisque l'ouvrier va au cabaret, il peut bien boire du vin en homme tempérant, au lieu d'en boire en ivrogne.

Vous ne connaissez pas le sujet dont vous parlez, mon brave homme! Si l'ouvrier buvait son vin en mangeant son rôti, il n'aurait aucune distraction. Vous lui avez tellement

arrangé son salaire, que boire et manger à la fois emporterait le fond de sa bourse. Que fait-il donc pour conserver quelque chose au fond de cette bourse? Il mange sans boire; il est comme un Caton, il ne boit que de l'eau. Mais voici qui change la thèse. Vient le dimanche; il rencontre un ami, un camarade: il faut se réjouir, il faut communier ensemble. On ne communie plus à l'église; mais le besoin de communier est éternel. Ils communient donc sous l'espèce du vin. On va au cabaret comme on va au spectacle. C'est une distraction, un plaisir, une joie qu'on se donne. Le vin n'entre pas dans le budget ordinaire de la vie; c'est le chapitre supplémentaire des divertissements.

Malheureux divertissement! Là est l'écueil de la raison, de la sagesse. L'ouvrier, si économe, si prévoyant, quoi qu'on en dise, si réservé, si tempérant à sa table de réfection, devient quelquefois insensé au cabaret. Et pourquoi encore? Il faut le dire, parce que c'est la vérité; l'ouvrier serait contenu et sage, même au cabaret, si on ne l'*empoisonnait* pas.

Mais comment résister au vin falsifié, frelaté, dont on l'abreuve? Ah! voilà un mal horrible que la société tolère: tout ce qui sert à alimenter notre vie est abandonné à la spéculation des marchands. Et comment spéculent-ils! C'est horrible à dire: ils empoisonnent froidement, tranquillement leurs semblables, pour gagner deux liards.

C'est ainsi que l'ouvrier, qui ne boit que de l'eau toute la semaine, s'enivre le dimanche. Le lundi, il est malade, et recommence à *s'empoisonner*. Il y en a qui prennent l'habitude, et qui passent leur vie dans l'ivresse. Les statisticiens supposent qu'il existe à Paris dix mille habitants (la population d'une ville!) qui ne mangent plus et qui

ne font que boire. Que boivent-ils, ces malheureux, qui ont changé leur nourriture solide en boisson? Le vin est trop cher, il en faut trop pour s'enivrer. Ils boivent de l'eau-de-vie.

Dernièrement l'Europe tout entière a retenti de plaintes contre l'Angleterre, Les Anglais, disait-on, veulent, par avarice, par avidité, avoir le droit d'empoisonner les Chinois en leur vendant de l'opium! On trouvait cela étrange, et il n'y avait qu'une nation de *boutiquiers*, comme Napoléon appelait les Anglais, qui pût sans vergogne afficher un tel crime. Ah! *boutiquiers* vous-mêmes! Ne souffrez-vous pas tous les jours qu'on empoisonne le peuple avec du vin frelaté et de l'eau-de-vie frelatée?

On parle du vin *bleu* des cabarets du peuple; mais le poète qui a mis cette expression à la mode n'en avait pas goûté de ce vin *bleu*, ou il n'en avait dégusté que dans quelque innocent *bouchon* de la banlieue, là où se distille du vin de Surène. Comme le droit d'entrée urbaine ne s'étend pas à cette région, falsifier le Surène n'offrirait pas un bénéfice suffisant; le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Mais que l'auteur des *Iambes* consente à boire avec moi un *canon sur le comptoir*, chez tout marchand de vin quelconque de la capitale, garde national, électeur et juré, il m'en dira des nouvelles. Ce n'est pas du vin, même *bleu*, que le digne garde national, le digne électeur, s'il n'est pas éligible, le digne juré en qui s'incarne quelquefois la justice, vend à ses innocentes pratiques. Non, jamais le jus de la vigne ne servit à composer la drogue qu'il fabrique la nuit dans sa cave. C'est du *poison bleu!*

Quand je vois tant de malheureux courir au cabaret et demander du vin, et que je pense à ce qu'est ce vin, je me

rappelle Roméo demandant à l'apothicaire une potion cordiale pour en finir avec les douleurs de cette vie : *Apothicary, give me some poison.*

Mais pardon de cette digression : je reviens à mes moutons.

Nous en sommes restés à l'instant où le petit homme noir, que j'ai dit être un chauffeur de bateau à vapeur, ayant pris un carrosse qui passait sur le quai pour *le carrosse de Louis-Philippe*, un cocher de cabriolet le traita d'*imbécile*, et lui remontra son erreur. Il lui apprit doctement que c'était la voiture d'un *riche particulier*, M. Aguado. J'ai raconté aussi comment d'autres ouvriers s'étant permis de dire que tous ces beaux équipages, y compris les laquais juchés devant et derrière, étaient, ainsi que leur maîtres, payés par le *paysan*, c'est-à-dire par le peuple, l'audacieux cocher traita sans façon d'*émeutiers* ces libres penseurs. Ce mot avait fait dans toute la boutique une émeute ; et c'est alors que m'étant retourné vers mon ami, je l'avais vu se lever de son banc.

J'avais toujours eu pour mon ami une grande sympathie. Mais à ce moment où je venais de le retrouver portant dans toute sa personne la trace de profonds chagrins et d'une affreuse misère, ce n'était plus de l'amitié qu'il m'inspirait, c'était de la tendresse. Aussi, quand, aux propos des ouvriers, je crus qu'il allait prendre la parole, et qu'il me sembla se ranimer et redevenir ce que je l'avais connu autrefois, je sentis dans ma poitrine un je ne sais quoi causé par la pitié, l'admiration, et l'amour. Il me semblait que je vivais, que je sentais, que je pensais en lui.

J'ai raconté la scène étrange, mystérieuse, qui fut suivie de la retraite du cocher. Les mots échangés semblaient

faire allusion à de tragiques évènements. L'insolence et l'audace de l'un des adversaires, le calme et la dignité de l'autre, avaient produit sur tous les assistants une vive impression. Je m'approchai de mon ami.

— Quel est cet homme? lui dis-je, et quels rapports...

— Je te dirai cela un jour. Parlons maintenant de nos affaires.

— Il entendait par là le sujet de conversation qui était sur le tapis au moment où le cocher avait interrompu si brutalement les propos des ouvriers.

— Vous disiez donc, continua-t-il en s'adressant au petit homme noir, que vous ne compreniez rien à cette proposition que *c'est le peuple qui paye les riches.* Il vous semblait, au contraire, que ce sont les riches qui payent le peuple. Cela doit, en effet, vous paraître ainsi. Quand un de ces jeunes gens qu'on appelle aujourd'hui des *lions*, traînant à son bras une fille du peuple qu'il abandonnera demain à la prostitution pour en prendre une autre qu'il abandonnera de même, vient fumer agréablement son cigarre sur votre bateau à vapeur, en se faisant conduire à quelque partie de plaisir, comment croire que ce n'est pas lui qui, pour sa part, vous paye, vous et la machine de votre bateau, et tous ceux qui travaillent au service de cette navigation, y compris le capitaine, de même qu'il paye les complaisances de sa maîtresse, laquelle est bien à lui, parce qu'il l'a achetée? Il tire de sa poche de l'argent blanc, et paye sa place et celle de sa conquête. C'est donc lui qui vous paye. Cela vous paraît évident et tomber sous le sens.

— Eh! sans doute, dit le chauffeur, qui crut que mon ami lui donnait raison. C'est bien ce que je disais. Je ne sais pourquoi ces messieurs me contrariaient. Mais c'était

affaire de rire apparemment. Il faut être fou pour ne pas voir que ceux qui payent ne sont pas ceux qui n'ont rien, mais ceux qui peuvent payer, ceux qui ont de l'argent, enfin les riches. Pour acheter, il faut avoir des *achetoirs*...

— Halte-là ! interrompit le vieux marin; vous changez la question. Il ne s'agissait pas des riches en général; il s'agissait de Philippe et des gouvernants. N'est-ce pas le peuple qui paye la liste civile et le budget? C'est donc le peuple qui paye tous les richards qui nous gouvernent.

— C'est évident! s'écrièrent à la fois tous les ouvriers qui avaient turlupiné le chauffeur au commencement du débat.

— Et si vous ne comprenez pas cela, ajouta l'homme aux lèvres pincées dont j'ai parlé précédemment, et qui était le plus dur pour blesser le pauvre chauffeur, c'est que vous ne comprenez rien à la politique.

Mon ami ne daigna pas répondre à celui-là, qui ne lui paraissait pas pur de cœur et d'intention; mais s'approchant du marin, qui avait une bonne et franche figure :

— Ainsi donc, lui dit-il, vous ne vouliez parler que des fonctionnaires publics. Ceux-là seuls vous paraissent soldés, nourris, entretenus par le peuple. En ce cas, vous avez tort.

— Comment! j'ai tort, morbleu! s'écria le marin, prompt à prendre la mouche. Alors M. de Cormenin a tort aussi, le *National* a tort, tous les journaux de l'opposition ont tort; tous ceux qui réclament un gouvernement à bon marché ont tort; tous ceux qui voudraient rogner les ongles à la liste civile ont tort; tous ceux qui crient contre un budget d'un milliard, et de plus d'un milliard, ont tort!

Et il pérora longtemps pour prouver qu'il n'avait pas tort, non plus que tous ceux, en grand nombre, qui pensaient comme lui. Je vis que ce marin était nourri dans les controverses quotidiennes de la presse. Je n'étais pas, au surplus, d'un autre avis que lui; car j'approuvais la distinction qu'il faisait entre ceux qui s'enrichissent par le budget et les autres riches. Je pris donc part à la discussion, et m'adressant à mon ami :

— Tu ne peux disconvenir, lui dis-je, qu'il n'y ait à distinguer entre ceux qui puisent au budget et ceux qui n'y puisent pas. C'est l'impôt qui fait vivre les premiers; et par conséquent on peut dire que c'est nous, le peuple, qui les payons; et s'ils ont du luxe, on peut dire que c'est le *paysan* qui paye ce luxe. Mais en est-il de même des autres, qui s'enrichissent par l'industrie ou le commerce, ou qui tiennent leur fortune de leurs pères? Ceux-là assurément ne sont pas payés par le peuple. Ce sont eux, au contraire, qui payent les ouvriers qu'ils emploient dans l'agriculture, dans l'industrie manufacturière, dans le négoce, ainsi que dans tous les autres services qu'ils nous demandent. Et, de concert avec nous autres simples prolétaires, ce sont eux aussi qui payent ou salarient, par l'impôt auquel ils contribuent comme nous, les différents fonctionnaires publics, depuis le garde champêtre jusqu'au ministre, et même jusqu'au roi, par la liste civile que votent à chaque règne les députés. Cela, je l'avoue, me paraît plus clair que le jour.

— Tant pis pour toi, répondit mon ami, si cela te paraît clair. En ce cas, tu penses comme M. de Cormenin, comme le *National*, et comme monsieur, ajouta-t-il en désignant le marin. Je ne te mets pas en mauvaise compagnie. Vous êtes tous de grands politiques, je le veux bien; mais néanmoins

vous n'êtes pas forts en économie politique. Quoi! tu te satisfais de cette raison que les fonctionnaires publics sont ostensiblement payés par l'impôt perçu sur toute la nation ; et parce que les capitalistes ne sont pas *ostensiblement* payés par les travailleurs ou par la nation représentée par ses députés, tu nies qu'ils tirent leurs capitaux, leurs revenus, leurs richesses, leur luxe, du travail général de cette nation. J'avoue que, quant aux fonctionnaires publics, la source de leur revenu est claire : c'est l'impôt. Il est donc fort aisé de voir, comme vous faites, qu'ils sont payés par le peuple, tandis qu'il n'est pas tout-à-fait aussi aisé de démêler comment, en vertu de l'état actuel de l'industrie et du commerce, les autres riches sont également, quoique non *ostensiblement*, payés par le peuple. Mais la proposition n'en est pas moins certaine.

Alors, dis-je, ce brillant équipage qui a donné lieu à notre conversation est aussi bien payé par le peuple, s'il appartient réellement à M. Aguado, comme l'a dit le cocher de cabriolet, que s'il eût appartenu à un ministre ou au roi Louis-Philippe, comme monsieur (en montrant le chauffeur) le pensait d'abord.

— Oui, assurément, répondit mon ami; c'est le peuple qui paye les banquiers comme il paye les ministres. C'est le peuple qui paye tout le monde.

— Tu serais charmant, répliquai-je, si tu voulais me faire comprendre cela. J'avoue que cette proposition que c'est *le peuple qui paye tout le monde* me frappe comme devant être vraie; et pourtant j'y vois une grande objection. C'est qu'en fait, nous, les travailleurs des champs et les ouvriers des villes, qui composons la plus grande partie du peuple, nous sommes payés avant de payer à notre tour. Car avec quoi

payons-nous l'impôt, et par l'impôt les fonctionnaires publics, sinon avec une portion de notre salaire? Mais qui nous fournit ce salaire, et nous permet ainsi de vivre tant bien que mal et de payer l'impôt? Ce sont ceux qui nous emploient, qui nous font travailler, ceux qui possèdent les instruments de travail et les avances nécessaires, en un mot ce que l'on appelle le capital. Et tu prétends qu'à l'inverse c'est nous qui payons ces possesseurs du capital, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui nous payent! En vérité, je ne te comprends pas. Quoi! tu supposes, par exemple, que c'est nous qui payons M. Aguado ou M. de Rothschild, comme nous payons les ministres, les préfets, les gendarmes, et toutes les autres parties prenantes du budget. Il me semble que tu t'amuses à nous faire d'étranges paradoxes.

— Nullement, reprit-il, je ne dis que la vérité. En réalité, c'est nous qui sommes les riches, puisque c'est nous, par notre travail, qui produisons toute chose; et, étant les riches, nous seuls pouvons faire des dons, rémunérer des fonctions, et nourrir des oisifs....

Nous discourions ainsi au milieu d'un petit groupe. L'homme au front saillant et aux lèvres pincées, qui me paraissait appartenir à quelque société secrète, le marin, qui m'inspirait le même soupçon, et quelques autres encore, s'étaient rapprochés de nous, et écoutaient avec attention. A cette époque, la politique était, comme on dit, descendue dans la rue. L'émeute, depuis trois ans, était en permanence : aussi parlait-on politique en tout lieu. Mais certes l'homme aux lèvres pincées, s'il eût eu la parole, se serait fait beaucoup mieux accueillir de la galerie, avec des lieux-communs et de grosses injures contre *la poire*, que mon ami avec ses raisonnements abstraits. Aussi, aux autres tables, ne s'occu-

pait-on guère de ce qui se disait dans notre coin. Si on y parlait, c'était de toute autre autre chose. En général on jetait des boulettes de pain à mam'selle Julienne, et on riait avec madame Noireau, la maîtresse de l'établissement. C'était un lundi, et il faisait un brouillard froid qui ne donnait pas envie de sortir. Les affairés étaient partis, les désœuvrés avaient allumé leur pipe, et *câlaient* à leur aise. Les uns chômaient de besogne, car l'ouvrage n'allait pas fort en ce moment; d'autres chômaient le lundi. Quand les Chrétiens voulurent se distinguer des Juifs, ils transportèrent le jour du repos du samedi au dimanche : ce fut une grande affaire! Depuis la Révolution, le peuple des grandes villes a délaissé le dimanche pour le lundi, ce qui ne laisse pas que d'être assez caractéristique.

Je vis le chauffeur qui faisait semblant d'écouter. Il était fier d'avoir donné lieu au débat, et il en attendait l'issue pour savoir s'il avait tort ou raison. Mais que cet honneur lui coûtait cher! comme il bâillait, le malheureux! Je crus qu'il allait se décrocher la machoire.

Sans bien comprendre mon ami, sans voir précisément où il en voulait venir, j'étais charmé de lui. Je retrouvais mon ancien discoureur de l'atelier, avec sa logique nerveuse et sa forme simple. Ses pensées, quoique nouvelles et très étranges, à mon sens, me paraissaient empreintes d'une certaine vérité profonde qui m'attirait malgré moi.

—Tu parles comme un philosophe, lui dis-je. Voyons, continue. Nous sommes des ouvriers, il est vrai, mais pourquoi ne comprendrions-nous pas ce que tu comprends si bien? Explique-nous ce que les hommes d'Etat se gardent de nous expliquer.

— Non, dit-il, je ne parle pas en savant, et je ne viens pas

vous faire un cours; je parle comme un homme de bon sens, qui ne se laisse pas abuser par les apparences. Voyez en effet, combien vous êtes inconséquents! Un carrosse passe sur le quai : si c'est celui d'un prince, ou d'un ministre, vous criez vite : *C'est nous qui avons payé cela!* Mais si c'est celui d'un millionnaire, il vous semble que vous n'avez rien à dire, et que le luxe de ce *particulier riche*, comme vous l'appelez, est au-dessus de la majesté du peuple, et n'a rien à débattre avec votre censure. Mais alors, en vérité, je ne sais pourquoi vous criez tant contre le budget et ceux qui se le partagent. Car ne voyez-vous pas que les *particuliers riches* prélèvent sur le travail général de la nation un budget au moins quadruple du budget discuté publiquement dans les chambres? Et s'il est permis à un *particulier riche*, comme M. Aguado ou M. de Rothschild, d'accumuler sans cesse de nouvelles richesses, comment imaginez-vous pouvoir empêcher la déprédation du budget national?

— En effet, dit le marin, c'est l'objection que les journaux ministériels font souvent à mon journal. Quoi! disait l'autre jour l'infâme feuille de la rue des prêtres, en répondant au *National*, vous trouvez bon que M. Laffitte et les autres banquiers aient des millions, et vous vous fâchez du traitement modique alloué aux fonctionnaires publics du plus haut rang!

— Vous le voyez, dit mon ami, ces choses se tiennent comme les doigts de la main. Le luxe des capitalistes entraîne le luxe des fonctionnaires.

— Ma foi! vous avez raison, dit le marin. J'avais toujours, pour ma part, été aussi révolté des *loups-cerviers* de la Bourse que des *ventrus* du budget. Mais je n'avais jamais pensé que c'était le peuple qui payait les uns comme les autres. Mon

journal, qui crie tant contre les derniers, ne dit jamais rien des premiers ni de la source de leur revenu. Au fait, il a fallu que ce fût M. Dupin, *Contrarius*, comme l'appelle le *Charivari*, qui inventât le nom de *loups-cerviers*. C'est lui qui a dignement baptisé tous ces richards de la banque, de l'industrie, et du commerce, qui font de nous ce qu'ils veulent, avec leur capital! Ah! je vous comprends. Ma foi! vous avez raison.

—Oui, j'ai raison, dit mon ami, ou, si vous voulez, M. Dupin a raison. Qu'est-ce qu'un capitaliste qui, sans contrôle et sans surveillance, dispose de la richesse acquise par le travail *indivisible* de la nation, et qui se fait la part du lion dans la distribution du produit? Un être carnassier et rapace, un dévorateur du reste du peuple, un *loup-cervier*. En vérité, il faut remercier M. Dupin d'avoir trouvé ce nom. Il a été donné à cet esprit pénétrant et fin de dire deux mots notables sur notre époque. Seulement il ne lui a pas été donné d'en saisir le rapport, et de comprendre que tant que la devise du siècle sera *chacun pour soi, chacun chez soi*, il y aura des *loups-cerviers*.

—Vous faites trop d'honneur à l'*honorable*, interrompit l'homme au front saillant. Ce Dupin est un *bourgeois* qui a peur de temps en temps pour l'*établissement de Juillet*; et quand il a peur, il ne ménage pas ses coups de boutoir contre tout ce qui peut préjudicier à la *boutique*... Et puis il aime l'argent, et il est jaloux de ceux qui en ont plus que lui. Il trouve que la fourrure du juif millionnaire insulte à sa toge. Voilà ce qui le rend si pénétrant.

Je vis que l'homme aux lèvres pincées était lui-même fort pénétrant sur le mauvais côté de la nature humaine.

—Peu m'importe, reprit mon ami, par quel motif a été

dit ce mot si vrai et si expressif. Toujours est-il que le mal est ainsi constaté. Oui, le peuple des travailleurs est aujourd'hui la proie des *loups cerviers.*

— Vous voulez dire des *voleurs,* dit le chauffeur, que ce nom de *loups-cerviers,* qu'il entendait si souvent répéter intriguait fort, et qui voulait toujours avoir l'air de comprendre.

— Tant que l'ordre véritable ne sera pas connu et légiféré, reprit mon ami, on n'aura pas le droit de traiter de *voleurs* ceux à qui on laisse légalement la faculté de rapine. Ils sont dans la loi et protégés par elle. Ils agissent d'ailleurs en conformité avec la morale du temps. Si, comme l'a dit M. Dupin, la devise du siècle : *chacun pour soi, chacun chez soi,* est légitime et vraie, permis à chacun d'être un *loup-cervier*, et on peut l'être sans croire faire mal. C'est le cas de dire ce qui est dit dans l'Evangile : *Pardonnez-leur, Seigneur, car ils ne savent ce qu'ils font.* Quand il y avait des esclaves et que l'esclavage passait pour légitime, un homme pouvait faire battre de verges des hommes, jusqu'à leur donner la mort, sans mériter le titre d'assassin. Mais il est une vérité certaine. Que ce soit le peuple, dans son *indivisibilité,* qui produise tout, cela est incontestable. Les capitalistes, quels qu'ils soient, les riches à quelque titre qu'ils possèdent, les propriétaires fonciers, les rentiers, les négociants, tous ceux qui ont en main des instruments à travail, et qui nous appliquent à ces instruments par notre besoin de salaire, ne sont au fond que des *fonctionnaires publics* sans surveillance et sans contrôle national. Mais, quoiqu'ils fonctionnent sans surveillance et sans contrôle, les fruits qu'ils retirent de leur activité utile ou pernicieuse n'en sont pas moins prélevés sur le travail

général de la nation. Si donc, le peuple étant ainsi la source de toute richesse, parceque le peuple, dans son *indivisibilité,* comme disaient avec raison les pères de la Révolution, est le seul producteur; si, dis-je, le peuple étant, en droit, le seul riche, la plus grande partie de ce peuple est dans la réalité si pauvre, c'est que le *peuple est volé,* ou, en d'autres termes, c'est que nous, les travailleurs, les ouvriers, les prolétaires, *nous sommes volés*....

Et s'adressant à un maçon :

— Avec quoi, lui dit-il, construit-on des maisons?

— Avec de la pierre et du plâtre, répondit celui-ci.

— Et des charpentes et du fer, ajouta un autre ouvrier.

— Il faut encore des tuiles ou de l'ardoise, continua un troisième.

— Oui, mais il faut le terrain, observa un quatrième.

— Et puis il faut l'argent avec quoi on achète tout cela, dit un cinquième.

— Nous parlerons de l'argent tout-à-l'heure, reprit mon ami. Parlons d'abord de la pierre et du plâtre, des charpentes, du bois, du fer, et de la tuile ou de l'ardoise, nécessaires à la construction. Qui extrait le plâtre et la pierre des carrières? Qui coupe les arbres dans les bois, et les équarrit en charpentes ou les scie en planches? Qui extrait le fer des mines, et le coule, et le forge, et le lime, pour le plier à tous les usages? Enfin, qui prépare et pose la couverture de tuiles ou d'ardoises, et plante au sommet de la cheminée, quand la construction est finie, l'arbre barriolé de rubans qu'on appelle un *mai?*

— Parbleu! c'est nous qui faisons tout cela, s'écrièrent en riant plusieurs ouvriers.

— Quoi! vous seuls faites tout cela, reprit mon ami, et ces maisons, produit de votre travail, ne sont pas à vous!

Un éclat de rire universel accueillit cette conclusion.

— Halte-là! dis-je; et l'argent que tu as oublié! Ne remarques-tu pas que l'argent domine toute cette question? Pour extraire le plâtre et la pierre des carrières, il faut de l'argent. Pour couper un arbre dans la forêt, il faut de l'argent, de même que pour l'équarrir en poutres et le scier en voliges. Il faut encore de l'argent, et beaucoup, pour extraire le fer des mines, pour le forger, et l'adapter à ses mille emplois. Enfin, si l'argent est, comme on dit, le nerf de la guerre, il est aussi le nerf de la production. Remarque bien une chose : nous ne produisons rien, nous autres travailleurs proprement dits, sans matière, sans instruments, sans avances. Il faut qu'on nous donne le sol, la carrière, la forêt, la mine, puis tous les instruments avec lesquels nous opérons, et les choses nécessaires à notre vie pendant que nous travaillons.

— Assurément, dit-il, nous ne créons pas, nous ne faisons que transformer. Dieu seul crée, mais le travail de l'homme transforme incessamment ce que Dieu a créé. Seulement Dieu a créé ce sol dont tu me parles, cette carrière, cette forêt, cette mine; et, par suite de l'ignorance humaine, quelques-uns, en fort petit nombre, se sont emparés de toutes ces choses que Dieu a créées. C'est aussi Dieu, par l'intermédiaire des hommes animés de l'esprit divin, qui a créé toutes les sciences et tous les arts; c'est lui qui nous a donné la charrue, la scie, la lime, et tous les instruments de travail; c'est lui, et par le même moyen, c'est-à-dire par la lumière qu'il accorde aux hommes de génie, qui nous donne aujourd'hui les machines nouvelles,

Mais, par suite encore de l'ignorance humaine, quelques-uns, en fort petit nombre, se sont emparés des sciences, des arts, de tout ce que l'homme éclairé par Dieu a inventé; et quand ils consentent à nous livrer ces instruments de travail, fruit du génie de l'homme éclairé par Dieu même, c'est pour que nous les employions à leur profit seulement, et non pas au nôtre comme au leur... Mais, ajouta-t-il, après un moment de silence, si je vous expliquais ce que je pense là-dessus, et que je vous amenasse à voir le monde comme moi, il y a gros à parier que vous deviendriez comme moi, c'est-à-dire fort tristes et découragés; et ce n'est pas la peine. J'aime mieux vous voir vivre (si c'est vivre, ajouta-t-il entre ses dents). Or, pour vivre, il faut penser comme vous pensez, comme pense le journal, comme pensent tous ceux qui crient après le gouvernement, après le budget, après la liste civile, après... je ne sais quoi.... comme si c'était là la question. Si vous pensiez comme moi, vous verriez où toutes ces clameurs mènent, ou plutôt où elles ne mènent pas. Alors, je vous le répète, vous seriez fort tristes, vous me ressembleriez. A quoi bon? Gardez vos illusions. Ainsi prenez que j'ai eu tort de parler.

Et il répéta plusieurs fois : Oui, j'ai eu tort... Pardonnez-moi... ne vous occupez pas de moi... ne me demandez pas ce que je pense... Au surplus, nous sommes tous des malheureux abandonnés du Destin... La parole vous reste, usez-en... Maudissez votre sort, que vous ne pouvez pas changer.

Puis, s'adressant à moi en particulier il me récita ces vers de J.-B. Rousseau :

Ce monde-ci n'est qu'une œuvre comique,
Où chacun fait des rôles différents.

Là, sur la scène, en habit dramatique,
Brillent prélats, ministres, conquérants.
Pour nous, vil peuple, assis aux derniers rangs;
D'en bas par nous la pièce est écoutée.
Mais NOUS PAYONS, utiles spectateurs!
Et quand la farce est mal représentée,
Pour notre argent nous sifflons les acteurs.

— Il y a déjà un siècle, continua-t-il, que cette épigramme a été faite. Elle est fort profonde. C'est le peuple qui *paye* : il en a toujours été ainsi, et il paraît qu'il en sera toujours ainsi. Le peuple sera toujours pour *payer*. Les meilleurs comédiens politiques seraient donc ceux qui permettraient au moins au peuple de *siffler pour son argent*, comme dit le poète. Cela me fait revenir sur Mazarin, qui disait : *Qu'ils me chansonnent, pourvu qu'ils payent.*

— Eh bien! lui dis-je, donne-toi donc le plaisir de siffler nos comédiens d'aujourd'hui.

— Bah! me répondit-il, ce n'est pas la peine. J'ai vu trop loin.

Et il se tut. Puis, après un instant de silence, il me dit à voix basse, comme si j'eusse été d'intelligence avec lui et que je pusse le comprendre sans explication : — Tu entends bien!... les hommes... des tigres, des loups, des renards, des... que veux-tu faire avec cela?

J'admirais comment cet homme qui tout-à-l'heure avait mis tant d'empressement à nous expliquer les questions d'économie politique, et qui avait commencé à exposer ses idées avec une si grande lucidité, ne faisait plus que bégayer des phrases inintelligibles. Involontairement, je pris du dépit contre lui, en même temps que j'avais compassion de cette sorte d'impuissance. Ce qui lui arrivait en ce moment me

rappela son changement d'attitude le 28 juillet, lorsqu'au milieu du combat, il suspendit tout-à-coup ses efforts, comme je l'ai raconté, et parut plein d'un sombre désespoir que j'étais encore à m'expliquer. Mais ce retour de ma mémoire, en me le montrant aussi tel qu'il fut, c'est-à-dire un héros, me le rendit plus cher et plus sacré; et ce fut avec une larme que je lui dis :

— N'es-tu donc plus bon qu'à faire de la peine à tes amis? Vois ces braves gens qui s'affligent, comme moi, de t'entendre ainsi délirer... Allons, ajoutai-je d'une voix plus élevée, crie avec moi : *Vive la liberté!* en attendant que nous puissions de nouveau combattre pour elle.

Et je touchai son verre du mien. Nos voisins voulurent trinquer avec nous. Au bruit de nos verres, les ouvriers qui étaient aux autres tables firent de même entre eux. Alors nous nous levâmes tous, et, nous approchant les uns des autres, nous trinquâmes de nouveau tous ensemble, au cri de *Vive la liberté!*

Il me sembla que mon pauvre ami ne répétait ce toast que d'une voix étouffée par un sanglot, tandis que nous autres l'entonnions avec un accent plein d'énergie, si énergique même que les passants sur le quai s'arrêtèrent aux carreaux pour nous regarder. Si des sergents de ville se fussent trouvés là, nous courions risque d'aller coucher pour longtemps en prison, comme convaincus d'une conspiration flagrante, d'un *complot suivi d'effets.* Mais heureusement nous n'eûmes qu'à rire au nez des curieux attroupés, qui s'éloignèrent un peu honteux.

Quand l'ordre fut rétabli,

— Comme ça, c'est encore nous qui avons payé en juillet

pour nous faire tuer! s'écria un fort de la halle, en riant lui-même aux éclats de sa réflexion.

— Certainement, répliquai-je, c'est encore nous qui avons payé pour nous faire tuer en juillet; car le roi, les ministres, les gendarmes, les soldats de la garde et les Suisses, tous ceux enfin que nous combattions, étaient payés par le budget, que nous payions.

Il se fit un moment de silence. Puis tout-à-coup :

— Tiens, Jacques, dit un gros charpentier, homme de cinq à six pouces et d'une énorme largeur, en levant son verre à la hauteur de sa bouche, qui est-ce qui dirait qu'en buvant ce verre de vin, je paye peut-être la balle qui me tuera demain!

— C'est pourtant vrai, dit celui-ci, puisqu'on vient de l'expliquer; mais je n'ai pas bien compris.

— Comment, Jacques, c'est toi qui as la tête dure comme ça! Tu n'as donc pas écouté.

— Si; mais que veux-tu, c'est que je n'ai pas bien compris; et je ne crains pas de le dire tout haut, afin que ça me soit expliqué.

— Ecoute, lui dit le charpentier, je vais te l'expliquer. Manges-tu... bois-tu... et respires-tu tous les jours?

— Oui certainement, dit un autre en riant, Jacques boit, mange et respire tous les jours; car il ne vivrait pas sans cela. Et la preuve, la voilà : regardez comme il vide son verre!

— Eh bien, dit le grand charpentier à Jacques, qui effectivement vidait son verre en écoutant, tu payes, puisque tu fais tout cela.

— Ecoute-moi, Pierre, répondit avec une certaine ironie celui à qui s'adressaient ces paroles, tu m'expliques ça tout

de travers. Monsieur, ajouta-t-il en montrant mon ami, m'expliquera ça mieux que toi.

— C'est vrai, reprit avec vivacité le charpentier, un peu piqué de n'être pas trouvé compétent; moi, je n'ai pas fait mes études. Mais, vois-tu, ce n'est ni la faute de mon père ni la mienne; mais c'est qu'à l'âge de dix ans, il me fallait travailler et rapporter de l'argent tous les samedis, ou bien on dansait devant le buffet! Et monsieur m'a l'air, au contraire, d'avoir commencé ses études avant que d'avoir travaillé?

Je fus assez étonné quand j'entendis mon ami répondre courtoisement à cette invitation; je le croyais incapable de dépouiller son humeur sombre et de sortir du silence où il venait de se renfermer.

— Vous avez raison, dit-il; j'ai mangé, comme on dit, mon pain blanc le premier.

Il fut apparemment touché de la bonne volonté de ces hommes simples qui s'adressaient à lui, au nom de l'instruction qu'il avait eu le bonheur de recevoir, tandis qu'eux en avaient été privés par le hasard de leur naissance. Sans que je m'en mêlasse, il reprit la conversation qu'il avait si brusquement rompue un moment auparavant; et, en homme qui avait étudié sérieusement cette matière, il expliqua tout le mécanisme de l'impôt.

A son exemple, j'ai eu, depuis ce temps, la curiosité d'examiner attentivement ce sujet. J'ai voulu vérifier ses assertions, et je les ai trouvées parfaitement exactes. Il suffit de considérer la nature ou, comme on dit ordinairement, *l'assiette* des impôts, pour voir qu'à l'exception de la contribution foncière, et, à quelques égards, de la contribution personnelle et mobiliaire, ils portent indistinctement sur les

hommes de salaire comme sur les hommes de *revenu net*; par tête, par conséquent, et non en proportion de la fortune. L'impôt total est aujourd'hui d'un milliard cent trente millions(1); or, si l'on retranche de cette somme la contribution foncière, qui est de deux cent soixante et onze millions, il reste, pour l'impôt non foncier, pesant, sous toutes sortes de formes, sur les objets de *première nécessité*, et jamais sur les objets de luxe, la somme de huit cent soixante millions, c'est-à-dire les *trois quarts* du budget total. Ce sont les mendiants, les indigents, les salariés sans aucun titre de propriété foncière, les ouvriers des villes, les prolétaires des campagnes, qui payent presque en totalité ces trois quarts du budget.

Et pourtant la Charte avait dit, dans son second article, que « les citoyens contribuent, indistinctement, *dans la pro-»portion de leur fortune*, aux charges de l'Etat. » La Charte *vérité* se trouve ainsi mentir dès son second article; ce n'est peut-être pas le seul qui soit un mensonge.

Mon ami passa en revue les diverses sortes d'impôt, et il montra que toutes (la contribution foncière mise de côté) portent sur des objets de première nécessité, l'habitation, l'air, le pain, la viande, les boissons, le sel, le sucre; ou sur des choses dont le peuple a l'habitude aussi bien que les riches, comme le tabac et les cartes à jouer; ou sur les rouages essentiels de la production, comme l'impôt des patentes et l'impôt sur les voitures publiques, la navigation des fleuves, etc. Et il en conclut que, puisque, sur trente-quatre millions de Français, il y en a trente-trois millions, ou à

---

(1) Ce chiffre était exact à l'époque où ceci fut écrit. Il va sans dire qu'il a prodigieusement augmenté depuis.

peu près, qui ne vivent que de salaire; ces salariés payent comme trente-trois, et la classe des riches qui possèdent le sol et les capitaux comme un.

Vous voyez bien, continua-t-il, que c'est nous qui payons, que c'est le *paysan* qui paye. Vous ne pouvez manger, ni boire un verre de vin ou même d'eau, sans payer au gouvernement; car le tonneau, les seaux et le porteur d'eau sont imposés. C'est nous ouvriers, petits consommateurs, qui, pour boire un mauvais vin, souvent plus nuisible que salutaire, payons les impositions personnelles et mobilières, la patente et le droit de licence du marchand, après que nous avons déjà payé le droit d'entrée urbaine, lequel par parenthèse est aussi fort pour la plus chétive piquette que pour le bordeaux le plus généreux; et c'est encore nous qui payons les loyers énormes que le propriétaire impose au débitant, et le luxe souvent effréné que ce débitant est obligé d'avoir, et sa fortune, s'il en fait une. Le riche, au contraire, ne paye, pour tous ces objets de première nécessité, qu'un quart de tribut à César; car il a soin d'avoir tout cela de première main et de première qualité. Enfin c'est vous, c'est moi, c'est le peuple, le peuple des malheureux, le peuple des prolétaires, qui fournissons pour les trois quarts aux dépenses des gouvernants. C'est nous qui, par cette espèce de saignée continuelle qui affaiblit notre vie, entretenons quatre cent mille soldats et l'armée des fonctionnaires publics, y compris les sergents de ville et les nouveaux gendarmes appelés gardes municipaux, pour nous arrêter ou nous sabrer... Ce tableau vous montre, ajouta-t-il en s'adressant à celui qui avait fait la question, que monsieur (en désignant le grand charpentier) avait raison de vous dire qu'en buvant un verre de vin il payait peut-être la

balle destinée à lui donner la mort ; et, en tout cas, il peut affirmer avec une complète certitude qu'en buvant il paye pour en enrichir d'autres.

— Ces farceurs-là ! dit le questionneur, nous leur payons la course en voiture, pendant que nous la faisons durement à pied.

— Et nous aurons beau dire, ajouta le charpentier....

— *Toujours l'on nous tondra,* dit un autre qui avait lu son Béranger.

— Ce n'est que trop vrai, dit le chauffeur, qui était enfin éclairé ; c'est du petit au grand, ça fait la boule de neige ; ce sont toutes ces petites sommes, que nous donnons séparément, qui forment la grosse avec laquelle ils payent. Parbleu ! c'est tout simple ! Mais, voyez-vous, jamais je ne m'étais inquiété de savoir *qui payait.* A présent je commence à comprendre. Jamais je n'avais pris garde à cela.

Et comme un esprit vindicatif et rancuneux, qui n'oubliait pas ce qui s'était passé, il ajouta :

— Voyez-vous, je ne suis pas de ces gens à dire *je comprends*, quand je ne comprends pas ; il me faut à moi qu'on me mette les points sur les *i.* Et il sourit d'un air satisfait.

— Mais ce n'est là qu'une de nos manières de payer, reprit mon ami.

— Quoi ! dis-je tout étonné, y en a-t-il donc une autre ?

— Tu paraissais en convenir tout-à-l'heure, me répondit-il, puisque tu semblais admettre que *c'est le peuple qui paye tout le monde.* Si le peuple paye tout le monde, c'est donc qu'il ne paye pas seulement les fonctionnaires publics. Or, comme par l'impôt il n'y a de payés que les fonctionnaires publics, c'est donc qu'il y a une autre manière de payer, à

laquelle nous contribuons, nous autres prolétaires qui formons la presque totalité du peuple.

— Ta manière de raisonner m'embarrasse, répondis-je. J'avoue que tu dois avoir raison, s'il est vrai, ce dont je ne doute presque plus, que c'est le peuple, dans son *indivisibilité*, comme tu dis, qui produit tout, et qui par conséquent paye tous les services patents ou occultes. Et pourtant ce n'est point par l'impôt que nous payons le luxe des millionnaires, ni en général les profits des capitalistes et des riches. Dis-nous, je t'en prie, quelle est cette autre manière de payer dont je ne me doute pas?... Monsieur, ajoutai-je en montrant le chauffeur, ne se doutait pas que nous payions l'impôt, et par l'impôt les fonctionnaires publics. Moi, je ne me doute pas que nous payions autre chose que l'impôt ni d'autres hommes que ces fonctionnaires.

— Monsieur, reprit mon ami, n'a eu qu'à fixer un moment son attention pour comprendre comment nous payons directement ou indirectement l'impôt, et comment par l'impôt nous payons nos seigneurs du budget, c'est-à-dire ceux de nos seigneurs qui nous gouvernent politiquement. Eh bien, il ne te sera pas plus difficile, avec la plus légère attention, de comprendre comment nous payons aussi nos seigneurs du capital, nos seigneurs de l'industrie, nos seigneurs qui nous gouvernent économiquement, qui nous font travailler, qui nous distribuent notre besogne, qui nous tiennent à l'atelier comme des esclaves quand ils ont besoin de nous, mais nous jettent sur le pavé quand ils n'en ont plus besoin.

— Ah! dis-je, nous y voilà de nouveau. Cette fois-ci, j'espère, tu vas t'expliquer. Car je te répéterai jusqu'à satiété ce que je te disais tout-à-l'heure : Comment veux-tu que ce

soit nous qui les payions, puisqu'au contraire ce sont eux qui nous payent?

— Eh! précisément, s'écria-t-il. Ils nous payent, et voilà pourquoi ils s'arrangent de façon à nous faire payer. Ils nous payent, on leur laisse le droit de nous payer; *ils nous payent mal*, donc nous les payons.

— Ah! je t'entends, repris-je; voilà le mystère que j'étais assez bête pour ne pas comprendre. C'est comme si on les avait chargés de prélever sur notre travail l'impôt qu'il leur conviendrait de lever à leur profit.

— Précisément. Tu as saisi enfin le nœud de la question. Tous ceux qui, par le capital, c'est-à-dire par les instruments de travail et les avances, disposent de la production, sont des *fonctionnaires* à qui l'Etat abandonne le soin de se fixer à eux-mêmes leurs émoluments. Ces fonctionnaires ne sont pas appointés, comme le sont dans l'armée les officiers de tout grade, comme le sont aussi les juges et les divers magistrats, les professeurs de l'Université, les ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines, et en général tous les membres de la hiérarchie sociale, y compris les prêtres des divers cultes. Non, on les laisse libres de se récompenser eux-mêmes de leurs services; mais en même temps on les laisse libres de gérer la terre et tous les instruments de la production comme ils l'entendent. Toutes les découvertes faites par l'homme depuis le commencement des siècles, toutes les machines qui peuvent faciliter le travail, *l'outillage de l'Humanité*, en un mot, leur est abandonné. Ces chefs de l'armée industrielle n'ont aucun compte à rendre de l'emploi qu'ils font de cet outillage. Mais, par suite, nous leurs soldats, nous sommes livrés à leur merci!.... Qu'arrive-t-il, en effet? Comme l'Etat ne

les paye pas, il faut bien que quelqu'un les paye. Qui les paye donc? c'est nous. Nous les payons par notre travail. Nous travaillons, ils récoltent. Voilà tout le mystère!..... Tu le vois maintenant, chaque travailleur ne paye pas d'une seule façon, comme tu l'imaginais; il paye de deux façons et dans deux *bourses*, dans deux *budgets*, pour me servir de ce terme anglais importé chez nous et qui veut dire bourse. Chaque travailleur paye dans une bourse quand il *consomme*, mais il paye aussi dans une autre bourse quand il *produit*. Il paye alors par la manière même dont il est payé. Notre *consommation* sert, par l'impôt, à payer le budget de l'Etat. Notre *production*, devenue pour nous le *salaire*, sert, par ce que ce salaire devrait être et ce qu'il n'est pas, à payer le budget des particuliers riches.

Tu vois, continua-t-il, que j'ai pu soutenir avec raison que c'est nous qui payons les capitalistes, bien que ce soient eux qui nous payent... Ah! tu n'apercevais, ajouta-t-il en riant, qu'une des deux besaces où nous sommes tenus de verser le fruit de notre sueur! Nous n'avons pas qu'un sac à remplir, je t'assure, nous en avons deux: un par-devant, un par-derrière.

J'avais étudié l'économie politique, ou ce qu'on appelle de ce nom; car c'était la science à la mode sous le règne du Libéralisme de la Restauration. Mais j'avoue que je n'avais rien lu dans les livres de M. Say qui ressemblât à ce que j'entendais. Il me prit un remords de me laisser si facilement faire; et, résistant à l'évidence intérieure qui me pénétrait, je me mis à opposer objections sur objections.

— C'est fort grave, lui dis-je; c'est une manière nouvelle de considérer la société. Mais est-elle solide? Tu sembles faire de l'Etat ou du gouvernement quelque chose de fonda-

mental, tandis qu'à l'inverse nous étions habitués, sous la Restauration, à regarder l'Etat ou le gouvernement comme une superfétation, à tel point que M. de Tracy l'appelait un *cancer*.

— M. de Tracy se trompait.

— Et Smith! lui dis-je, et M. Say! et tous les économistes, et tous les libéraux leurs disciples!

— Quand tu m'apporterais cent mille autorités à l'appui d'une erreur, reprit-il, ce n'en serait pas moins une erreur. L'œuvre des derniers siècles fut de détruire l'organisation du Moyen-Age, la papauté, la monarchie, la noblesse. Il est donc tout simple que cette croisade des esprits contre une certaine forme de gouvernement ait abouti à la proscription de tout gouvernement et de l'idée même de gouvernement. La critique, au bout de son œuvre de destruction, a posé le néant; et le néant, prenant un costume de docteur, s'est cru une science, et s'est appelé l'*économie politique*. Pauvre science! ne m'en parle pas, je te prie. Nous avons cité tout-à-l'heure deux mots de M. Dupin qui la résument: *chacun pour soi*, et *loups-cerviers*.

— Ainsi donc, continuai-je, suivant toi, l'Etat préexiste à ce qu'on nomme la propriété.

— Il faut s'entendre, répondit-il. Il y a deux sortes de propriétés, aujourd'hui amalgamées et confondues à tort. Il y a la propriété qui se rapporte à la personnalité de chacun: celle-là est sainte et sacrée. Mais il y a la propriété qui permet de disposer du travail des autres hommes, et par là de leur personnalité et de leur vie: celle-là n'est pas la propriété véritable; elle est à la propriété véritable ce que l'Anté-Christ est au Christ.

— Explique-toi, lui dis-je.

— Autrefois un maître avait droit de vie et de mort sur ses esclaves : cela s'appelait propriété. A une autre époque, un seigneur avait droit d'emmener ses vassaux à la guerre, il avait sur eux encore une foule d'autres droits : cela s'appelait propriété. Aujourd'hui les possesseurs des instruments de travail ont droit de nous faire travailler pour le salaire qu'ils nous imposent : cela s'appelle propriété. La vraie propriété, c'était celle de l'esclave sur sa personne, celle du vassal et du serf sur sa liberté. La vraie propriété aussi, c'est celle du travailleur sur son travail.

— Mais il reste une difficulté grande, lui dis-je ; le travail de la production ne peut avoir lieu sans les instruments. Or la propriété des instruments est aussi une propriété.

— Nous ne pouvons rien faire assurément sans instruments de travail, reprit-il ; mais, réciproquement, les instruments de travail ne peuvent rien sans nous. D'où vient donc que, dans le partage des produits, nous n'avons que la part qu'on nous fait, et qu'on nous fait cette part aussi chétive que l'on peut! Ne vois-tu pas que la distribution des produits entre le capital et le salaire est inique?

— Mais, objectai-je, du moment que tu admets la propriété des instruments de travail, qu'importe que tu poses en face, comme une propriété sainte et sacrée, la propriété du travailleur sur son travail, et par conséquent sur le fruit de son travail! Ne vois-tu pas que l'une de ces deux propriétés détruit l'autre?

— Autrefois, me répondit-il, le seigneur féodal conduisait de force ses vassaux à la guerre. Demande donc aujourd'hui au général Bugeaud, dans tout l'éclat de sa gloire, de lever, de sa propre volonté, sa bourgade d'Excideuil, pour en faire un régiment, et la conduire en Algérie.

— Je ne te comprends pas, lui dis-je.

— Non, tu ne me comprends pas! s'écria-t-il. Tu crois par moments me comprendre; mais tu ne saisis pas toute la valeur de ce mot d'*indivisibilité*, le dernier des quatre termes qui composaient la devise de nos pères. Cette devise : LIBERTÉ, FRATERNITÉ, EGALITÉ, qu'ils complétaient par INDIVISIBILITÉ ou UNITÉ, fut inspirée d'un esprit tout divin. Le principe de l'*indivisibilité* est, en effet, la clef de voûte de l'édifice social; et, comme tel, il régit la production comme toute autre chose. Est-ce que quelqu'un produit quelque chose isolément? Est-ce que toute production ne s'accomplit pas *indivisiblement?* Est-ce que toute production ne se fait pas sous l'empire des lois, par la protection des lois? Est-ce que nous tous qui composons la nation ne concourons pas, par notre association et notre adhésion aux lois, à tout fait quelconque de production? Est-ce que les sciences et les arts ne sont pas un héritage collectif de tous les hommes? Est-ce que Dédale n'a pas inventé la scie pour tout le monde? Est-ce que Cérès et Triptolème, comme le croyaient les anciens, ne furent pas des dieux? or des dieux auraient-ils voulu ne communiquer aux hommes que des instruments de dommage, de ruine pour le plus grand nombre, d'esclavage et d'inégalité! Les inventeurs des sciences, les révélateurs de tout genre qui ont perfectionné l'Humanité, n'ont-ils pas fait tous comme ces dieux? N'est-ce pas pour tous les hommes qu'ils ont enrichi le monde du fruit de leurs pensées? Pour tous, entends-tu, pour tous *indivisiblement?* Et si ce fruit des divines pensées est immortel, qui le rend immortel, si ce n'est le grand Dieu lui-même qui se communique à tous? Donc toute production est *indivise,* jusqu'au moment où la justice la divise pour en donner une

part à chacun. Combien donc sont insensés ceux qui, n'apportant qu'une part dans l'œuvre, et une part qui n'est pas d'eux, qui n'est pas à eux, qui leur vient de Dieu et de l'Humanité, disent non seulement de cet instrument qu'ils apportent, mais encore du résultat de cet instrument, ou de la production : *Ceci est à moi!* comme si cet instrument, qui a pour origine la science collective et héréditaire de l'Humanité, ne leur avait pas été communiqué; comme si la loi, organe de l'association générale, n'était pas nécessaire, indispensable, pour leur en garantir l'usage; et comme si, en outre, le travail de leur frère, le prolétaire, et par conséquent leur frère même, n'intervenait pas dans cette production, et ne la rendait pas *indivise* jusqu'au moment où l'équité en dispose. De quel droit te sers-tu de la science? peut toujours dire la Société collective à tout propriétaire. La science entre dans ta production : or la science est *à tout le monde indivisiblement.* Donc ta production restera *indivise*, jusqu'à ce que moi, la Société, moi l'Unité, moi l'Indivisibilité-principe, source de toute production comme de toute vie, parce que je suis la Loi, parce que je suis tous, parce que je suis l'Equité, la Justice, et aussi la Force, en un mot parce que je participe de Dieu, de celui par qui tous vous vivez, et que je le représente sur la terre; jusqu'à ce que moi, dis-je, sans qui tu ne produirais rien, j'aie fait un équitable partage de cette production entre toi et ton frère... O communion! continua-t-il, Eucharistie du Christ, quand les hommes te comprendront-ils? quand comprendront-ils que le nom de toute société est *communion*, que toute justice sort de la communion et y ramène?

J'avais quelquefois entendu traiter la question de la propriété; mais les raisons qu'on apportait, soit pour, soit

contre, m'avaient toujours paru faibles ou fausses. Pour la première fois, la vérité sur ce point m'apparaissait. Mon ami me montrait le véritable principe de la propriété dans l'association humaine; et, rendant par là même à cette association tous ses droits, il prouvait d'une façon solide l'abus actuel de la propriété.

Il se tut un moment, et continua ainsi :

— Aujourd'hui, quand on parle aux hommes de vertu, ils rient; quand on leur parle d'héroïsme, ils rient; quand on leur parle de charité, ils rient; quand on leur parle de religion, ils rient; quand on leur parle de la vie future, ils rient; quand on interroge leur âme pour voir s'ils n'ont pas quelque sentiment de la vie éternelle, ils rient; enfin, quand on leur parle de Dieu, ils rient plus fort. Mais quand on leur parle de la propriété, ils deviennent sérieux et attentifs. Il nous reste la propriété, osent-ils dire; avec cela nous défions tout; avec cela nous vaincrons les siècles! Il n'y a que cela de solide, mais cela est solide. La propriété a toujours existé, et elle existera toujours. Les dieux, les religions, les croyances, ont passé; mais la propriété est demeurée, et demeurera à jamais..... Ah! misérables! je voudrais, pour votre bien, vous enlever en quelques paroles ce refuge où s'appuye votre néant, la propriété, le prétendu droit de propriété, tel que vous le concevez.

— Parle, parle, lui dis-je; nous t'écoutons, nous te comprenons.

— Oui, reprit-il, la société actuelle, ne croyant plus à rien, a voulu croire à la propriété; et il s'est trouvé des aveugles pour dire et répéter que la propriété est le fondement même de la société. A ce compte, nous aurions encore une société véritable : malheureusement il n'en est rien. La

propriété n'est pas une base. La propriété est un fait qui accompagne la société; mais, loin qu'elle soit le fondement de la société, elle existe sous la sanction, sous l'égide, et avec la permission de la société. Voilà la vérité, et rien n'est plus facile que de démontrer cette vérité.

— Démontre-la... Va! tes paroles ne sont pas perdues. Il est trop vrai que la propriété est la seule religion de notre temps. Il serait bon de détruire cette fausse religion.

— C'est la religion du veau d'or, reprit-il, mais elle est stupide comme son idole. En effet, que disent ceux qui font de la propriété le fondement de la société, et qui s'imaginent follement qu'en l'absence de toute religion, la propriété peut encore être une religion; que disent-ils? Ils prouvent que la propriété est inhérente à la nature humaine, qu'elle a sa cause dans la nature humaine. « L'homme, disent-ils, a un absolu besoin de s'approprier certains objets, et de là son droit. L'homme a besoin de propriété, puisqu'il a un corps, et qu'il ne peut pas vivre sans corps. Il a besoin de la nature : donc il a un droit sur la nature. Son besoin fait son droit. » Je le veux bien, mais seulement j'ajoute : Puisque l'homme a besoin de propriété et a droit à la propriété, tout homme a ce besoin et ce droit. Donc le droit de propriété n'existe que parce qu'il existe pour tous; le proclamer, c'est proclamer le droit de tous. Donc il n'existe que par la société.

— Tu m'éclaires, lui dis-je. Je n'avais jamais fait cette remarque, bien simple pourtant, que si l'homme a besoin de propriété, tout homme en a besoin, et que par conséquent il est stupide de fonder la propriété *individuelle* sur le besoin de la nature humaine, puisqu'il n'y a à conclure de ce besoin de la nature humaine que le droit de propriété

pour tous, ou la propriét[illegible], pour me servir d'une idée lumineuse que tu viens de nous fournir..... Mais tu oublies, continuai-je, une autre raison que l'on donne ordinairement de la propriété individualisée; c'est le droit du premier occupant.

— Autre absurdité! reprit-il. Que veut-on dire par là? Que celui qui occupe a droit d'occuper? Mais si celui *qui a besoin* n'occupe pas, que devient l'argument tiré du besoin? Ne vois-tu pas que ces deux raisons que l'on donne du droit de propriété individuelle, le besoin, d'abord, et le droit du premier occupant, ensuite, se détruisent l'une l'autre? Car, au fond, pourquoi l'occupant a-t-il droit, si ce n'est parce qu'on lui reconnaît ou suppose le besoin? Donc c'est son besoin qui fait son droit, et non l'occupation. Mais alors il ne faut pas parler du droit d'occupation, mais du droit du besoin; et, en ce cas, le besoin seul fondant le droit, le besoin d'un survenant détruira le droit du premier occupant. Donc le prétendu droit du premier occupant n'est en définitive que le droit du plus fort. Il suffit d'être le plus fort ou le plus rusé. C'est au reste ce que l'on voit se pratiquer depuis bien longtemps dans le monde. Mais c'est ce que, de tout temps, on a appelé violence et ruse; c'est encore ce qu'on appelle guerre ou conquête; et c'est aussi ce qu'on appelle vol. Considérer donc ainsi la propriété, c'est-à-dire comme un fait, et rien que comme un fait, c'est légitimer la violence, la ruse, la guerre, le despotisme, le vol. Non, la propriété n'est pas fondée sur le droit du premier occupant, c'est-à-dire sur le hasard et la force. La propriété est sainte dans son essence; elle est l'exercice légitime de notre personnalité, de notre liberté; elle est aussi naturelle que nécessaire à l'homme. Mais ce

qui est ainsi légitime et absolu, *c'est le droit à la propriété*. Quant à l'*usage de ce droit*, il dépend de l'association humaine, il dépend de la loi. Si l'homme est seul, comme le sauvage, au sein de la nature, il est possible qu'il ait droit sur toute la nature; il possède alors tout ce qu'il peut posséder, et comme il peut le posséder. Mais assurément, s'il vit en société, il possède sous l'empire des lois de cette société, lesquelles lois résultent des croyances qui règnent dans cette société. Et si ces croyances changent, le mode de posséder change aussi, et se modifie. Or précisément c'est le cas aujourd'hui. Les croyances fondamentales de la société, qui légitimaient et permettaient la propriété, telle qu'elle existe encore, sont évidemment abrogées; donc la propriété, telle qu'elle existe aujourd'hui, doit être modifiée. Donc, quand, au lieu de chercher à fonder la société nouvelle sur des croyances morales, on invoque le droit de propriété pour détruire à jamais entre les hommes le principe même d'une société morale, capable de légitimer entre eux un certain mode de propriété, on commet, sciemment ou insciemment, le plus grand de tous les crimes, un véritable crime de lèze-Humanité..... Oui, poursuivit-il, je sais qu'il est encore d'ignorants légistes, ou de plus ignorants parleurs de philosophie, qui fondent la propriété sur le droit du premier occupant, transmis de siècles en siècles, de la plus profonde antiquité jusqu'à nous, par des voies apparemment légitimes, la guerre, le pillage, le vol, et tous les crimes. Mais alors pourquoi avez-vous renversé la noblesse? Les nobles pouvaient au moins arguer de la conquête. Mais les *nobles* d'aujourd'hui ne sauraient parler de leurs écussons sans

faire rire et sans rire eux-mêmes. Quand la noblesse existait encore, quand on pouvait encore arguer de la force, Rousseau répondait: « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître. Sitôt que c'est la force qui fait le droit, l'effet change avec la cause; toute force qui surmonte la première succède à son droit. »

— Bravo! m'écriai-je. Vive Rousseau, ce révélateur immortel! Tous les pygmées qui s'acharnent après lui ne détruiront jamais sa parole... Mais résumons ce que tu viens de dire. Ainsi donc, suivant toi, la propriété n'est pas de droit naturel?

— Le droit à la propriété est seul de droit naturel; la manifestation de ce droit est de droit civil.

— Et fonder la société sur la propriété, comme tant de gens le font aujourd'hui, est absurde?

— Assurément, puisque c'est, au contraire, la propriété qui se fonde sur la société. Seulement la loi, organe de cette société, doit satisfaction au droit naturel et légitime de chacun à la propriété.

— Mais, dis-je, si le fait de propriété est de droit civil, bien que le droit de chacun à la propriété soit de droit naturel, comment accorder le droit avec le fait? Comment prouveras-tu que la société doit et peut donner satisfaction à ce droit naturel de chacun à la propriété? La société, te dira-t-on, fait ce qu'elle peut; elle institue la propriété, c'est-à-dire qu'elle lui donne telle ou telle forme; puis elle laisse les individus s'arranger comme ils l'entendent en obéissant à ses lois.

— Et tu ne fais pas attention qu'en disant cela, tu te réfutes toi-même. Car tu dis : «La société institue la propriété;» mais tu es obligé d'ajouter, pour expliquer cette

institution : « c'est-à-dire qu'elle lui donne telle ou telle forme. » Or, si la société donne à la propriété telle ou telle forme, elle peut donc changer la forme de la propriété, quand cette forme est mauvaise.

— Je t'entends, repris-je ; c'est affaire de droit politique que de changer la forme de la propriété, quand cette forme est reconnue mauvaise.

— Assurément. Le droit politique règle le droit civil, et a pour mission de donner satisfaction au droit naturel... Et c'est pour cela, continua-t-il, que tout va si mal aujourd'hui ; car aujourd'hui ce n'est pas le droit politique qui règle la propriété, c'est la propriété qui règle le droit politique. Or la forme actuelle de la propriété n'est pas autre chose que la suite de la conquête barbare.

— Quoi ! dis-je, tu m'étonnes. N'a-t-on pas renversé en 89 tous les droits féodaux ? Comment la propriété, dans sa forme actuelle, serait-elle la suite de la conquête barbare ?

— On a renversé certains droits féodaux ; mais une autre féodalité a succédé à la première.

— Tu serais bien embarrassé, ce me semble, de prouver cela. Est-ce que nous avons encore des nobles, des seigneurs ? Je ne vois, dans la société actuelle, que des propriétaires, des industriels, des marchands. La noblesse, comme chacun le dit aujourd'hui, est une chimère. M. Aguado ou M. de Rothschild, voilà les vrais nobles de notre temps.

— Tu dis toi-même ce que je dis, et tu ne veux pas reconnaître la vérité de ce que je dis !... Ne viens-tu pas d'avouer que ceux qui disposent du revenu net de la France, les millionnaires, les capitalistes, étaient les nobles de notre temps ?

— Entendons-nous : ils sont les nobles de notre temps ; et pourtant ils n'exercent aucun droit féodal.

— O imbécile ! dupe des mots ! Parce que le nom change, tu ne reconnais pas la chose ! Il y a trois cents ans, tu étais serf, esclave : c'était un homme bardé de fer qui te tenait esclave. Aujourd'hui cet homme est un capitaliste incapable de soutenir le poids d'une armure ; mais tu n'en es pas moins esclave. Ce n'est plus une forteresse perchée sur une montagne qui te domine et te fait la loi ; mais parce que la forteresse est devenue un coffre-fort, tu n'en subis pas moins la loi !

Je baissai la tête, reconnaissant en moi-même la vérité de ce qu'il disait. Je me sentais aussi asservi par l'or accumulé des capitalistes que pouvait l'être le serf du Moyen-Age par le fer aiguisé en hallebardes des seigneurs féodaux.

— Oui, dis-je, l'or á remplacé le fer ! voilà tout... Et pourtant, ajoutai-je à l'instant même, je ne comprends pas cela. Je ne comprends pas quelle espèce de rapport il peut y avoir entre la propriété actuelle et l'ordre féodal. Je ne comprends pas non plus comment l'une est la suite de l'autre. Jamais je n'ai entendu dire pareille chose ; j'ai toujours entendu dire le contraire. Tout le monde dit le contraire ; voilà cinquante ans que l'on dit le contraire ; voilà cinquante ans qu'on se félicite d'avoir aboli les droits féodaux. Personne n'a dans l'idée que nous soyons encore plongés dans lá féodalité. Il n'y a que toi pour avoir de pareilles pensées. Conviens que tu es un fier original ! Mais je crains que tu ne pousses l'originalité trop loin. Quoi ! te voilà qui prétends que la propriété actuelle est une suite de la féodalité ! Rêves-tu ? La Révolution n'a

donc rien fait, ou bien elle n'a pas compris ce qu'elle faisait.

— La Révolution, reprit-il, n'a pas encore été bien comprise.... Au reste, pourquoi te scandalises-tu d'une idée aussi simple que celle-ci : *La propriété actuelle est la suite du droit féodal?* N'est-il pas notoire que la Révolution a été arrêtée dans son cours? et ne s'est-il pas trouvé une foule de gens, sans compter Napoléon, pour se vanter de l'avoir interceptée, comprimée, vaincue? Elle n'a donc pas fait tout ce qu'elle voulait faire....

— Mais enfin, dis-je, quel rapport vois-tu entre la propriété actuelle et la féodalité?

— Je n'en vois qu'un, reprit-il, mais il en vaut mille : c'est *le droit du seigneur....*

— Le droit du seigneur! dis-je tout étonné. J'avoue qu'il me prit une forte envie de lui rire au nez, comme on fait à un extravagant. Il est fou! me disais-je en moi-même. Le droit du seigneur! le droit du seigneur! Où diable voit-il le droit du seigneur? Et je le regardais, et j'ouvrais de grandes oreilles pour entendre ce qu'il allait dire.

— Oui, le droit du seigneur, reprit-il; je n'ai pas d'autre mot pour désigner cela. J'appelle les choses par leur nom;

J'appelle un chat un chat, et Rollet un fripon.

C'est pourquoi j'appelle le droit du seigneur *le droit du seigneur.* Et je ne veux pas deux secondes pour que tu t'entendes avec moi là-dessus. C'est cette maudite habitude que tu as de croire à l'abolition des droits féodaux en 1789 qui t'obstrue le jugement, et qui t'empêche de re-

connaître *le droit du seigneur*, quand il existe pourtant et s'exerce sur toi à tous les moments de ton existence... Il est bien certain, historiquement et de toute façon, continua-t-il, que la propriété, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, n'est que la suite et, à quelques égards, la parodie de la conquête du Moyen-Age ; ce qui n'empêche pas tout le monde de répéter que la Révolution de 1789 a aboli complètement et radicalement les droits féodaux. Il faut convenir qu'être la suite de la conquête barbare et la queue de la féodalité n'eût pas été un principe rationnel à invoquer par le Tiers-Etat, vainqueur de la Noblesse, avec le secours de la nation tout entière. Mais la passion est sophiste, et les castes sont peu scrupuleuses sur la logique, quand il s'agit de leurs intérêts. Le Tiers-Etat, heureux de sa victoire, s'en glorifie donc hautement ; et il appelle cela *l'abolition de la féodalité*, tandis que ce n'est que *le début de l'abolition de la féodalité*.

— Prouve-moi cela, m'écriai-je.

— C'est facile à prouver. L'axiome de tout le Moyen-Age ne fut-il pas cette maxime : *Nulle terre sans seigneur*. L'axiome de 89 fut au contraire : *Nulle terre n'a de seigneur*. C'est ce qu'on appelle l'abolition des droits féodaux. Mais au fond c'est en principe l'abolition de la propriété pour ce temps-là ; car le vrai propriétaire, c'était le seigneur. Le détenteur, le vassal n'était qu'un concessionnaire, un délégué ; il possédait à titre féodal, à titre de redevance et de vassalité. L'abolition des droits féodaux fut donc véritablement une insurrection contre la propriété, ou, si l'on aime mieux, une conquête en sens contraire de l'ancienne conquête. Ce que la force avait établi, la force le détruisit. Mais un nouveau droit du plus fort s'établit à

l'instant même : le détenteur, le vassal, ce second propriétaire féodal, remplaça son suzerain, et se fit seigneur à sa place ; et de là l'axiome qui règne aujourd'hui : *Toute terre, c'est-à-dire tout instrument de travail, a un propriétaire.* Il y a un homme qni concède cette terre ou cet instrument de travail au véritable travailleur, et perçoit redevance pour cette concession...

— Ah ! je t'entends, m'écriai-je en l'interrompant brusquement. Ce que les économistes appellent la *rente* t'apparaît comme un *droit féodal.*

— Est-ce que cela ne t'apparaît pas ainsi ? Peux-tu donner une autre raison du privilége de l'oisif ? La société aujourd'hui est représentée par deux hommes, deux types : l'un s'appelle riche, et l'autre pauvre. L'un a en son pouvoir la richesse accumulée ; c'est-à-dire qu'il possède l'espace et le temps, l'instrument et l'avance. Son voisin n'a que son génie et sa force. Quand l'oisif par essence éprouve un besoin, le voisin s'offre à le satisfaire. Prêtez-moi votre instrument, dit-il à l'oisif ; je produirai pour vous contenter et pour me faire vivre. Il y a alors de la richesse créée, et l'instrument devient un instant la propriété du travailleur. Mais que l'oisif soit tout-à-fait oisif, c'est-à-dire que, restant dans sa nature, il refuse jusqu'à son instrument, le voisin expire, et la richesse reste stagnante. La richesse se crée aujourd'hui sous ces deux conditions, ce qui fait qu'elle est infiniment minime en comparaison de ce qu'elle devrait être, au point où en sont déjà les sciences et les arts. Eh bien ! dis-moi, ce double privilége de l'oisif, qui fait d'abord que lui seul dispose des instruments de travail, et ensuite qu'il en retire un droit indépendamment de tout travail, cette double iniquité, d'où vient-elle ? Elle n'est

pas nouvelle dans le monde, il est vrai; elle existait hier, comme elle existe aujourd'hui; le nom seul a changé. Ce premier privilége de l'oisif, qui fait que lui seul dispose des instruments de travail, tu l'appelles *propriété* ou *capital.* Mais durant les derniers siècles ce privilége existait aussi, et comment s'appelait-il alors? Il s'appelait *puissance* ou *noblesse.* Et ce second privilége qui fait que l'oisif perçoit une redevance pour l'usage qu'il concède des instruments de travail, tu l'appelles *intérêt* ou *rente.* Mais durant les derniers siècles ce privilége existait aussi, et comment s'appelait-il alors? Il s'appelait *suzeraineté* ou *droit du seigneur.* Quoi! ne vois-tu pas que ce riche, qui primitivement, et pendant tout le règne de la féodalité, ne tenait sa propriété qu'à titre de vassal, et qui aujourd'hui n'est plus vassal, mais est toujours suzerain, n'est autre chose qu'un nouveau seigneur qui s'est substitué à l'ancien? Ne vois-tu pas plus encore? ne vois-tu pas que son prétendu droit est toujours le même *droit féodal?* En effet, avant de chasser l'ancien seigneur son maître, il ne possédait qu'à titre féodal, en qualité de vassal : or a-t-il renouvelé ses titres, c'est-à-dire a-t-il aujourd'hui un autre titre de propriété sur les instruments de travail que celui qu'il avait hier? Non. Donc, s'il possède sans maître, s'il est seigneur à son tour, c'est toujours en suite de la féodalité qu'il possède et qu'il est seigneur. Seulement on peut lui demander ce qu'il a fait de son seigneur...

—Oui, dis-je, on peut lui demander, comme Dieu dans la Bible : Caïn, qu'as-tu fait de ton frère?

— Et l'on peut demander à tous les deux, c'est-à-dire au noble et au capitaliste, ce qu'ils ont fait de leur autre frère, le travailleur, le pauvre, le prolétaire.

— Cette vérité historique me frappe, m'écriai-je. Je suis presque prêt à jurer avec toi que la *rente* n'est que le *droit du seigneur* conservé outre mesure... Oh! mes sots d'économistes, murmurai-je entre mes dents; que ne puis-je vous faire payer tout le temps que vous m'avez fait perdre avec vos sornettes sur l'origine de la *rente!*... Ils vont chercher midi à quatorze heures! continuai-je me parlant à moi-même. Au lieu d'étudier l'histoire, de voir ce que fut la propriété pendant le Moyen-Age, et de se demander si la propriété actuelle ne procède pas de l'ancienne et n'a pas la même origine, ils appellent la propriété actuelle *capital* et le droit qu'elle donne à l'oisif *rente*. Puis, trompés par ces mots de *capital* et de *rente*, dont ils ne voient pas les analogues dans l'époque antérieure, les voilà qui battent la chamade : qu'est-ce que la rente? d'où vient-elle? comment se légitime-t-elle? Il est vrai qu'il était fort difficile de la légitimer. Une fois entrés dans cette abstraite recherche, ils deviennent plus obscurs qu'un four; ils s'embrouillent, ils se coupent, ils se rétractent, ils font hypothèse sur hypothèse. Ils déclarent, en fin de compte, que la matière est difficile; ce qui ne les empêche pas de raisonner toujours comme si la *rente* était la chose la plus claire, la plus évidente, la plus juste, la plus incontestable; et les voilà qui font des quatre, cinq, six et même dix volumes sans broncher, en supposant toujours légitime cette *rente* qu'ils n'ont pu expliquer raisonnablement. Puis, l'un disant blanc, l'autre disant noir, les voilà qui se disputent! Eh! mes maîtres, vous êtes bien embarrassés! Vous n'avez donc pas étudié l'histoire? Parbleu! la *rente*, cette *rente* qui vous tracasse tant, cette *rente* qui vous a tant fait rêver, suer, souffler dans vos doigts, cette *rente* à propos de laquelle vous avez noirci

tant de papier, la *rente* enfin, vous savez bien? la *rente!...* Eh bien! vous ne devinez pas encore?... C'est cependant bien simple... Il semble qu'il ne fallait pas être malin pour le trouver... Allez! ce n'est pas grand'chose que la *rente....* surtout ce n'est pas grand'chose de bon... Vous donnez votre langue au chat? Eh bien! je vais vous le dire : la *rente*, c'est l'ancien *droit du seigneur*.

Je vous ai déjà confessé, Lecteur, que j'avais beaucoup étudié l'économie politique. On m'avait dit que c'était une lumière, et j'avais eu la sottise de le croire. Jugez de mon étonnement quand mon ami me donna l'explication toute naturelle de la *rente*. Avec cette explication, plus d'économie politique, j'entends plus d'économie politique à la façon de Smith, de Jean-Baptiste Say et consorts. Car si la *rente* n'existe pas, économiquement parlant, si elle n'est qu'un fait, un abus, un *droit féodal*, toute l'économie politique est une vessie gonflée de vent.

Je restai au moins cinq minutes à ruminer cette idée que *la rente est le droit du seigneur*, ni plus ni moins. Le plaisir que cette vérité me causait compensait le dégoût que j'éprouvais pour mes anciens maîtres les économistes. J'ai toujours aimé les vues historiques. Rien ne me touche comme la succession et l'engendrement des choses. Il ne me suffit pas qu'une chose soit; j'aime à voir comment elle s'est produite, et je tire de son origine des inductions qui m'éclairent.

Mon ami, me voyant silencieux, tomba lui-même dans le silence. Nous étions seuls à notre table. Dans toute la boutique, il n'y avait plus que le patient chauffeur qui parût s'occuper de nous et de notre conversation. Le marin et l'homme aux lèvres pincées avaient cessé depuis longtemps

de nous écouter. Ils jouaient au *domino* avec un imperturbable sérieux.

— Sortons, me dit mon ami. Il y a une heure au moins que nous causons. N'es-tu pas fatigué d'un si long bavardage?

— Il pleut, lui dis-je. Tous ceux qui étaient sortis rentrent maintenant. Restons encore; et, si tu le veux, reprenons le même sujet. C'est une question qui vaut bien la peine qu'on s'en occupe. Tu m'as appris bien des choses depuis une heure.... Sais-tu, continuai-je, que c'est une grande vérité que ce que tu viens de me dire sur l'origine toute féodale de la *rente*. Je n'avais jamais pensé à cela, et réellement personne n'y pense. Mais comment se fait-il que personne n'ait jamais pensé à cela? Une vérité aussi claire que le jour! un fait qui devrait nous crever les yeux, comme on dit; car il est gros comme une maison.... Laisse-moi, ajoutai-je, le plaisir de développer ce que tu viens de m'apprendre, afin que je sois de moitié dans ta découverte; car c'est une découverte. Il y a une foule de gens qui font de l'histoire, et qui auraient bien dû penser à cela...

— Je reconnais ton goût pour l'histoire.... Mais il y a si longtemps que nous causons, et toujours sur le même sujet!... Si nous faisions une partie de *domino*, comme ces messieurs?... Ou bien encore si nous parlions musique? La musique est l'art divin; tout le monde le dit, et d'ailleurs le fait le prouve assez. Le gosier d'un chanteur rapporte aujourd'hui deux cent mille francs par an. C'est le double du traitement d'un ministre, et le quadruple des honoraires d'un maréchal de France. Je lisais hier dans un journal que Rubini, riche à plusieurs millions, vient d'acheter une délicieuse *villa* en Italie... Ou bien encore, si nous parlions de

la danse et des ovations de Fanny Elssler, qui parcourt en ce moment les Etats-Unis? Le peuple détèle ses chevaux, et les sénateurs de Philadelphie s'attèlent à son char. Tout le monde veut contempler ces belles jambes qui dansent si bien la *cachucha*. Voilà trois grands triomphes qu'a vus notre siècle, et qui peuvent servir à calculer sa loi de gravité et la rapidité de sa chute. En moins de vingt-cinq ans, le triomphe de Napoléon, que les rhéteurs du temps comparèrent à celui de Trajan; le triomphe de La Fayette lorsqu'il alla visiter les concitoyens de Francklin et de Washington, qu'il avait aidés autrefois à s'affranchir des Anglais, mais non pas de l'amour du gain; et enfin le triomphe de Fanny Elssler, adorée par ces marchands comme la déesse Astarté. Ma foi! vive la musique et la *cachucha!...* Tiens, je suis du goût de ces messiours, faisons une partie de *domino*.

— Non pas, dis-je; tu ne m'échapperas pas comme cela. Ah! c'est beau de mettre les gens en train, de leur faire venir l'eau à la bouche, et ensuite de les planter là! Tu es un plaisant,... ou tu es bien triste!... Triste ou non, il faut me satisfaire. Je veux te traire comme une vache à lait. Te rappelles-tu cet homme de lettres, aujourd'hui académicien, qui, daignant causer avec nous à l'atelier, nous disait d'un pauvre ouvrier, notre camarade, avec qui il avait eu des relations: C'est un penseur; il a des idées; *je l'ai trait comme une vache à lait*. Ce même homme de lettres ne craint pas aujourd'hui de se déshonorer en écrivant de sa vache à lait, qui a fait je ne sais quel système: *Le creux de son système est adéquat au creux de son gousset.* Il sait mieux que personne que notre camarade aurait pu remplir son gousset. Eh bien! moi, je veux te dévaliser de tes

pensées, sauf à écrire ensuite dans la *Revue des Deux-Mondes* que tes pensées sont aussi creuses que ta poche. Voyons! pas de détours, pas d'échappatoires. Nous parlons de la propriété, parlons de la propriété.

— On dira que nous parlons de ce que nous n'avons pas, et que le creux de notre système est adéquat au creux de notre gousset.

— Nous nous moquons des mauvaises langues, n'est-ce pas? Nous devisons pour nous. Tiens! est-ce que nous n'avons pas une âme comme les riches? est-ce qu'il faut avoir de l'argent pour voir clair? M'est avis qu'on n'en voit pas plus clair, parcequ'on a son gousset rempli. Il me semble que l'académicien qui écrit de ces honnêtetés voyait beaucoup plus clair lorsqu'il avait des sentiments plus nobles. Mais, encore une fois, laissons tout cela; de pareils scrupules ne méritent pas de nous occuper. Il s'agit de la vérité. Je veux la vérité; tu la possèdes : donne-la-moi.

— Tu la possèdes comme moi, reprit-il, et il y a longtemps que tu serais entré en jouissance d'elle, sans ces maudits économistes dont tu t'es bourré la cervelle. Je te disais bien, dans le temps, quand nous causions de cela sous la Restauration, que ces gens ne m'inspiraient aucune confiance. Tu n'as pas voulu me croire; tu t'es obstiné à les étudier; ils ont obscurci ta lumière naturelle, avec tous leurs sophismes pour expliquer idéalement le fait actuel de propriété.

—Ah! c'est précisément ce fait actuel que je voudrais comprendre. Nous affirmons donc ou plutôt tu affirmais que la propriété, dans sa forme présente, est encore entachée de féodalité, et qu'elle n'est même qu'une suite de la féodalité. Eh bien! vois ce qui m'arrive.... Tu l'attribueras en-

core à ma trop grande lecture des économistes... Il est certain que tout-à-l'heure, quand tu parlais, ton idée me paraissait pleine de solidité et d'évidence; je t'ai même dit que j'étais prêt à jurer avec toi qu'elle était vraie. Mais tu as changé de conversation, et me voilà retombé dans mes ténèbres. Je t'avoue que depuis que tu m'as parlé des sommes énormes que gagnent aujourd'hui les chanteurs et les danseuses, je ne vois plus du tout que la propriété soit encore féodale. Est-ce que Rubini ou mademoiselle Elssler gagnent *féodalement* leurs palais et leurs *villas*, ou leurs *villé*, pour parler comme les dandys, à l'italienne?

— Est-ce que, du temps de la féodalité, il n'y avait pas des courtisanes à qui les princes faisaient bâtir des palais? Est-ce qu'il n'y a pas des eunuques que les sultans d'Orient comblent de richesses? Lorsque la république romaine eut dévoré le monde, et que l'empire eut dévoré la république, est-ce que Rome ne fourmilla pas de danseurs et d'histrions occupés à achever de corrompre le genre humain par la volupté? Est-ce que ces danseurs et ces histrions n'étaient pas couverts des dépouilles opimes du monde? Est-ce que le comédien Æsopus n'avalait pas des perles fondues dans un acide, pour montrer combien il était riche? Les riches de notre temps, attirés par la volupté, entretiennent des danseuses et payent les distractions que les cantatrices leur procurent. Est-ce que ce petit commerce empêche que la propriété soit encore féodale? La richesse sert à corrompre les arts, et les artistes servent à corrompre les riches. Voilà tout ce que prouve ce que tu m'objectes... Tiens! continua-t-il, te rappelles-tu *Ivanohe*, cette belle symbolisation du Moyen-Age, ce chef-d'œuvre de Walter Scott, qui serait aussi beau qu'une épopée antique, si une épopée pouvait

exister sans l'enthousiasme et la foi. Malheureusement l'auteur était sceptique. Mais, s'aidant du grand maître Shakespeare, il a tracé des caractères pleins de vérité. N'est-il pas vrai qu'au premier plan, tout est noblesse et féodalité dans ce livre? Quiconque n'est pas noble et ne sort pas des conquérants n'a aucun droit, et n'est qu'un gardeur de pourceaux, un misérable esclave. Seulement les nobles se disputent et se battent entre eux, Saxons contre Normands. Mais derrière ces personnages, derrière Cédric, Ivanhoe et tous leurs compagnons, vois-tu dans l'ombre ce Juif au regard de basilic, taillé sur le patron du Juif de Shakespeare? Comme il est plat, comme il est vil, comme il a l'échine flexible, comme il se courbe sous les coups, comme il reçoit les crachats, les soufflets, comme il lèche la terre sur les pas de ses maîtres! Mais aussi comme il se regimbe en lui-même, comme il couve sa vengeance, comme il suppute et enregistre les outrages pour les rendre un jour avec usure! Il s'appelle le pauvre Juif Isaac d'York. Il deviendra sir Isaac de Londres ou de Paris, et il aura des armoiries. Permets-moi de faire une variante à la conception de Scott. Dans son roman, Isaac a pour fille la belle Rébecca. Je suppose que Rébecca ne soit pas sa fille, et qu'il l'aime. Le vois-tu lutter par la ruse avec le Templier, ce colosse de grandeur et de crime, moitié laïc, moitié prêtre, réunissant tous les vices et toutes les ambitions de la couronne et de la tiare. De quel droit le Templier s'arroge-t-il Rébecca? pourquoi, lui Juif, ne la posséderait-il pas? Et le voilà qui cache sous son hypocrisie autant de luxure que le hardi Templier en montre dans ses débordements. Rébecca d'ailleurs n'est-elle pas Juive? L'attachement du Juif à sa caste vient ajouter à sa passion, et lui

donner un caractère de fanatique légitimité. Et puis il a de l'or, si le Templier a du fer. Le Templier a besoin de son or; mais il saura le cacher, et au besoin s'en servir pour perdre le Templier. Il connaît tous les vices de la nature humaine, parce qu'il les a; il fera calomnier, dénoncer, assassiner son rival, et il sera noble à son tour. L'or aura remplacé le fer. Alors il aura Rébecca.

— Et les dons qu'il fera à Rébecca, dis-je, de quelque façon que Rébecca les obtienne ou les mérite, n'en seront pas moins entachés de féodalité?...

— Sans doute, et voilà pourquoi Rébecca elle-même cherche à son tour à s'affranchir du Juif orgueilleux et despote dont elle est devenue l'esclave, après avoir été la proie du Templier; car c'est ainsi que la ruse répond au despotisme, et que le mal se perpétue sur la terre, des forts aux faibles, des oppresseurs aux opprimés.

— Pardon, dis-je, je n'ai pas voulu te demander si l'art aujourd'hui est esclave de la richesse, et se rend compte intérieurement de son esclavage; je parlais des échanges auxquels donnent lieu les générosités de sir Isaac. Rébecca, puisque tu appelles ainsi la beauté et l'art, Rébecca dépense, achète des parures, des meubles, des voitures; Rébecca voyage; Rébecca va au bal, à l'Opéra....

— Et Rébecca ne fait tout cela qu'avec la monnaie que lui a donnée son seigneur, et Rébecca exerce à son tour le droit du seigneur....

— Tu m'étonnes vraiment. Quoi! les poètes et les musiciens, les journalistes et les danseuses, tous ceux qui amusent aujourd'hui les riches avec ce qu'on appelle l'art, et ces autres artistes aussi qui séduisent Isaac par la volupté plus ou moins idéale, plus ou moins grossière, exer-

ceraient à leur tour un privilège féodal! Ah! je te jure que ni la grisette, ni la lorette, ni la femme du grand monde, ni la grande cantatrice, ni l'aimable danseuse, ni le grand poète, ni le grand journaliste, personne enfin de ce brillant chœur de Vénus et des Muses qui s'empresse autour de sir Isaac, le noble seigneur de notre temps, ne se douta jamais d'un pareil crime. Est-ce parce que c'est sir Isaac qui les paye, et qu'il les paye d'une certaine monnaie prélevée sur les travailleurs, en vertu de son privilége?

—Je t'ai déjà dit que cette raison est bonne, mais elle n'est pas la seule. Oui, d'abord, puisque c'est notre salaire qui paye le luxe, tous les employés du luxe, tous les divertisseurs du capitaliste participent à l'œuvre de leur maître. Ils ressemblent à la courtisane et au bouffon des anciens princes et seigneurs féodaux, ou, si tu l'aimes mieux, aux troubadours des châtelains du Moyen-Age. Est-ce que ces courtisanes, ces troubadours et ces bouffons n'étaient pas un appendice de la féodalité, et ne faisaient pas corps avec elle? N'était-ce pas la féodalité qui les entretenait, qui payait leurs danses et leurs grâces, leurs chansons et leurs facéties? Quand l'esclavage existait, toute production était entachée du sang de l'esclave, et portait la marque du vol de sa liberté. Aujourd'hui toute production est entachée de notre sueur, et porte la marque de notre salaire. Une chose change-t-elle de caractère, parce qu'elle passe dans telles ou telles mains? Si tu avais perdu le fruit de ton travail de la semaine, et que je l'eusse trouvé, pourrais-je dire équitablement que cette somme m'appartient? Une chose est produite avec le sang et la sueur des esclaves; au moment où elle est produite, elle est marquée de ce caractère: or, ce caractère, peut-elle le perdre ensuite? Elle durerait vingt

siècles, cette chose, et passerait aux mains d'un million de personnes, qu'elle n'en aurait pas moins été produite à force de sang et de fatigues. Qu'importe donc que les profusions du Juif, devenu Noble, passent de main en main par tous les débouchés du luxe? Ce qui circule ainsi par le luxe n'en a pas moins coûté aux prolétaires. Vespasien avait prélevé un impôt dont la source paraissait ignoble; il prit une pièce d'or, et dit: Cet or ne sent pas mauvais. Mais aux yeux de l'éternelle Justice, l'or qui provient de l'injustice sent toujours mauvais.

— Oui, dis-je, je comprends que tous les serviteurs du luxe participent ainsi au *droit du seigneur*, conservé encore aujourd'hui. Mais conviens du moins qu'ils n'y participent qu'*indirectement*. Car Rébecca, pour suivre le symbole que tu as employé, se livre à des occupations tout autres que sir Isaac. Elle ne s'occupe pas, elle, de faire produire et de lever une dîme sur la production; elle s'occupe plutôt de dépenser. Elle ne participe donc au mal que comme aurait pu faire un affranchi de Vespasien, par la source d'où provient l'or qu'il lui est donné de palper. Il est vrai qu'elle dit, comme Vespasien lui-même, la corrompue qu'elle est: Cet or ne sent pas mauvais. Tu voudrais qu'elle dît comme Jésus, à qui on présentait une pièce de monnaie à la marque de César: Rendez à César ce qui appartient à César. Il s'agirait de savoir qui est César: est-ce sir Isaac, ou le prolétaire de sir Isaac? Mais Rébecca se dit: C'est de l'or, il me suffit; je ne veux pas thésauriser, moi, je ne suis pas faite pour cela, je vais le dépenser. Et elle le dépense.

— Et où va-t-il, cet or qu'elle dépense sans songer à sa source. Il retourne produire le même mal au sein duquel il s'est engendré. Est-ce que la richesse, produite sous une

certaine loi, ne se reproduit pas sous la même loi? L'or que dépense Rébecca sort du coffre-fort de sir Isaac, mais il y revient. Que représente, en effet, cet or dans les mains de Rébecca? Il représente de la production future. Or, sous quelle loi se fera-t-elle, cette production nouvelle? Toujours sous la même loi. Donc cet or est une chaîne rivée au passé pour enchaîner l'avenir. Aux deux bouts de la chaîne sont les serfs de l'industrie qui meurent à l'hôpital.

— Tu m'étonnes, dis-je. Tous les jours on se livre aux affaires ou au *far niente*, on encaisse et on dépense, on travaille, on produit, on vend, on achète, sans que personne se doute seulement qu'il y ait en cela rien qui ressemble à la féodalité. Le mécanisme de la production et de la consommation, le lien de l'une à l'autre par ce qu'on appelle l'échange, le commerce, la vente, paraissent aux économistes une sorte de mathématique absolue et nécessaire, qui a toujours été la même, et qui ne changera jamais. La légitimité de toutes ces transactions fondées sur la valeur des choses leur semble incontestable; et tu conviendras que la masse des hommes pense comme les économistes. Explique-moi donc, de grâce, d'où provient cette illusion générale. Car enfin, quand j'admettrais que le capitaliste actuel, qui dispose des instruments de travail, et par là des travailleurs eux-mêmes, ressemble à quelques égards au seigneur du Moyen-Age, il n'en serait pas moins vrai que la production, une fois qu'elle est obtenue, ne donne plus lieu qu'à des échanges. C'est l'abondance ou la rareté sur le marché, comme disent les économistes, qui décident de la valeur des produits. Qu'y a-t-il de féodal dans l'offre et la demande, dans la vente, dans le commerce, en un mot dans toutes les transactions qui s'opèrent sur

ces produits? Je t'abandonne la production première. Il est bien certain que la manière dont elle se fait, en vertu du privilége que les économistes appellent la *rente*, privilége qu'ils n'ont jamais pu expliquer raisonnablement, a un air très prononcé de féodalité ; oui, la *rente* est le *droit du seigneur*, tu m'as convaincu là-dessus. Mais une fois que la production est accomplie, une fois qu'elle est sur le marché, tout prend un autre aspect. Alors vient la concurrence des produits entre eux, et la concurrence des consommateurs. Vous vous trouvez avoir ceci, moi je me trouve avoir cela; changeons, je vous donnerai du retour, ou vous m'en donnerez. Cet échange se fait au moyen de l'argent, qui sert de commune mesure. Encore une fois, qu'y a-t-il d'injuste dans tout cela? Je n'y vois que la liberté des désirs et des besoins, suivant l'avoir de chacun. Il y a des riches et des pauvres, il est vrai, et plus de pauvres que de riches; mais l'égalité règne sous un certain rapport. Un liévre vaut cent sous pour moi comme pour M. de Rothschild : la question, c'est que j'aie cent sous dans ma poche. Mais si je les ai, et qu'il me plaise d'acheter ce liévre, il n'y a pas de droit du seigneur qui tienne; je suis le seigneur, si je suis le plus offrant. Encore une fois, je t'accorde que ton capitaliste, sir Isaac, qui a fondé une manufacture, ou qui a obtenu de l'Etat une concession de mines, prélève un vrai *droit du seigneur* sur les ouvriers qu'il employe; mais une fois qu'il a payé aux ouvriers leur salaire, et qu'il a mis dans son coffre-fort sa *rente*, il me semble qu'il a complétement épuisé *son droit du seigneur*, et que son privilége féodal s'arrête là.

— Bah! tu crois! Et si, non content de s'occuper de la production directe, sir Isaac intervient encore dans les

échanges ; s'il monte à Paris un magasin de nouveautés au capital d'un, de deux ou même de quatre millions, ne va-t-il pas écraser tous ses concurrents, et ne restera-t-il pas maître du marché? Comment appelles-tu ce bénéfice qu'il fera alors parce qu'il est le plus fort? n'est-ce pas là un droit féodal, le droit du plus fort? Est-ce que le commerce tout entier n'est pas livré aux capitalistes, comme la production première? Et si sir Isaac, conservant du goût pour son principal métier quand il gémissait sous la féodalité, continue de se livrer à la banque, ou à ce qu'on appelle ainsi, l'agio, la spéculation, l'usure, ne va-t-il pas, comme l'aigle ou le vautour, planer du haut de cet empyrée de la richesse sur tous les producteurs? Qui l'empêchera alors d'être un *loup-cervier?* Est-ce M. Dupin, avec ses boutades et sa mauvaise humeur? Mais M. Dupin plaidera pour lui, et gagnera ses procès par son éloquence. A propos, nous avions oublié l'éloquence des avocats parmi les courtisans et courtisanes de sir Isaac. L'avocat de sir Isaac plaidera pour le droit qu'a tout honnête homme d'être un loup-cervier, et il ne manquera pas d'arguments; il en aura, et des meilleurs. Ne vois-tu pas, en effet, que tes économistes, conséquents jusqu'au bout, ont légitimé de toute manière le nouveau droit féodal, le droit féodal de sir Isaac? Car n'ont-ils pas assimilé l'argent à toute autre matière, à tout autre produit? et n'ont-ils pas détruit, autant qu'il ont pu, comme un misérable préjugé, la réprobation qui s'attachait à l'usure? Qu'importe que quelques dispositions surannées existent encore dans les codes? Il n'y a que les usuriers de province qui soient quelquefois pris à ce piège, et encore une fois sur cent. C'est une légère prime, mais qui n'atteint jamais les gens habiles. Est-ce que l'argent n'est pas une

marchandise, et ne peut-on pas taxer sa marchandise comme on l'entend?

— Ah! je t'arrêterai au moins sur ce point, lui dis-je; l'argent a un taux légal, et ce taux est même supérieur à l'offre. L'argent ne vaut déjà plus que trois ou quatre pour cent, et l'intérêt de l'argent, au dire des économistes, diminue insensiblement; de telle sorte qu'ils entrevoient, dans le lointain, le jour où, l'argent ne rapportant pas d'intérêt, ils n'auraient plus à s'expliquer sur l'*intérêt* et sur la *rente*, ce qui leur ôtera, comme on dit, une fameuse épine du pied.

— Ah! pauvre enfant, laisse donc là tes économistes. Veux-tu que je te dise ce que je pense d'eux. C'est qu'ils sont les plus mystifiés des hommes, s'il n'en sont pas les plus mystificateurs. Les papes, dit-on, ont payé des faussaires pour rédiger les fausses décrétales et organiser le droit canonique. Eh bien! tes économistes sont les professeurs de droit de sir Isaac, et ils sont venus au monde pour préparer le règne de l'Anté-Christ. L'intérêt de l'argent, me dis-tu, est minime, et tend à diminuer; je le crois bien. Est-ce que les petits châteaux avaient une grande valeur quand la féodalité existait? Un petit castel isolé, et qui ne dépendait pas d'un puissant suzerain, était au premier occupant. L'art du vassal était de se ranger, s'il le pouvait, sous un seigneur redoutable. Il se donnait, il donnait sa foi et son château, afin qu'on les fît valoir. C'est ce qui arrive encore aujourd'hui sous une autre forme. « Ah! vous disposez de cent cinquante millions, dit aujourd'hui tout petit propriétaire d'argent au grand capitaliste. Eh bien! je vous rends hommage; je vais à vous, je veux servir sous vous. Donnez-moi quatre pour cent de mon argent. Vous avez ma foi, monseigneur Isaac,

prenez ma bourse. » Et sir Isaac prend, et ne donne que deux pour cent, s'il le peut, et gagne cinquante pour cent. Et tes économistes sont assez bêtes pour ne pas voir à quoi tient la baisse de l'intérêt ! L'argent ne vaut, dis-tu, que trois ou quatre pour cent : oui, pour ceux qui en ont, qui en ont beaucoup. Il ne vaut que cela pour eux, parce qu'il ne paraît en sûreté qu'avec eux, sous leur patronage, sous leur suzeraineté. Mais procure-t'en donc de l'argent, toi qui en as besoin. Si tu n'en as pas, je te défie de t'en procurer, à quelque taux que ce soit. C'est comme si un serf avait voulu enlever le plus petit donjon seigneurial. N'est-il pas vrai que le serf eût été arrêté par la moindre muraille, par deux pertuisanes et un fossé ? Impossible au serf d'arriver à être maître du moindre poste féodal. Eh bien ! de même, impossible à celui qui est démuni d'or d'emprunter le moindre capital, eût-il tous les talents du monde pour le faire produire. Mais celui qui a déjà beaucoup d'or en a tant qu'il veut; tout petit lopin vient agrandir son domaine. Car là seulement l'or, cette précieuse propriété, plus précieuse que l'honneur et la vie, paraît en sûreté; ailleurs il y a tout à craindre. Le petit propriétaire offrira vainement cinq, six, ou même dix pour cent. Plus il offre, plus on craint les faillites. Et, en effet, ne dépend-il pas toujours du grand capitaliste de ruiner le petit ? C'est absolument, te dis-je, comme au Moyen-Age, où les petits châteaux étaient facilement emportés quand ils n'étaient pas puissamment protégés. Ah ! tes économistes, avec leurs bénignes considérations sur la modicité du taux de l'intérêt, sont d'étranges farceurs !... Mais laisse-moi continuer; je n'ai pas fini. Je t'ai montré ce que c'est que l'industrie, le commerce, et la banque. Mais cela peut-

il suffire à l'ambition de sir Isaac? Un poète a dit :

> Tout petit prince a des ambassadeurs,
> Tout marquis veut avoir des pages.

Et s'il plaît à sir Isaac, qui n'est pas, certes, un petit prince, d'avoir des journalistes pour pages, et des députés pour ambassadeurs? Hem! qu'en dis-tu? n'est-ce pas une bonne spéculation? qui sait, ce que cet argent rapportera! Et si sir Isaac lui-même daignait se faire législateur? s'il accordait au congrès national l'honneur de sa présence? si, dans cette politique d'affaires, comme on dit déjà aujourd'hui, il venait parler, de son auguste voix, lui, le grand directeur et dispensateur de toutes les affaires, lui qui vit dans l'or, dans ce milieu éthéré où tout s'engendre et se produit? Non! on pourrait s'offusquer de sa présence, et il serait peut-être un mauvais orateur. Il restera modestement dans son palais, et continuera d'aller à la Bourse. Mais il aura des ambassadeurs, en prince qu'il est. Oui, le temps approche où les Hébreux convoqueront le conseil des ministres. Nous sommes en 1833; crois-tu que nous soyons bien loin de voir cette prophétie se réaliser? J'en sens la vérité dans mes veines, moi qui ai faim... Va, va, le mal s'enchaîne au mal, et c'est toujours le mal. Féodalité nobiliaire ou pécuniaire, droit du plus fort ou du plus riche, rente, fermage, intérêt de l'argent, usure, luxe, corruption, gouvernement des riches, c'est toujours la plaie d'Egypte, qui avait sept faces.

Il s'interrompit un instant, et, comme s'il se fût entretenu avec lui-même, il dit à voix basse :

— Une agglomération d'hommes n'est pourtant pas une

société! L'égoïsme et la rapacité ne peuvent remplacer Dieu sur la terre. L'âme humaine ne saurait reconnaître une telle domination; et l'esprit humain, émancipé des rois, des nobles et des prêtres...

Il n'acheva pas sa phrase.

Je demeurai pensif, à son exemple. Tout ce qu'il venait de dire m'avait frappé. Il me semblait que je voyais le véritable état de la société pour la première fois de ma vie. C'était comme si on m'eût ôté la cataracte : seulement je voyais trouble encore. Je me mis à réfléchir profondément.

Mais j'entends le Lecteur s'écrier : En avez-vous bientôt fini avec tous vos raisonnements sur la propriété? Le Lecteur ressemble à Charles-Quint, tel qu'il a plu à M. Hugo de le peindre dans je ne sais lequel de ses drames. Comme Charles-Quint, le Lecteur a daigné venir pour *la bagatelle;* et le voilà enfermé dans une armoire, d'où il est obligé d'entendre des propos qui lui déplaisent, ou ne lui plaisent que médiocrement. Il se fatigue, il sue, il souffle, il est prêt à éclater d'indignation; enfin il éclate, et me crie : Finissez donc! vous en dites bien long!

Croyez-vous donc qu'on soit si bien dans cette armoire!.

Eh! Lecteur délicat, qui n'aimez pas la fatigue et fuyez les sujets sérieux, vous ai-je promis du plaisir, moi? Croyez-vous que j'écrive pour amuser sir Isaac? — Mais vous êtes ennuyeux à mourir avec votre question de la propriété! — Hé bien, je suis ennuyeux; il y a longtemps que vos poètes ont dit que la vérité toute simple était ennuyeuse. — Mais vous m'avez trompé; vous m'avez fait prendre pour un

roman ce qui n'en est pas un. — Il vous arrive quelquefois de prendre des phrases plus ou moins poétiques pour un traité de philosophie. — Quelle confusion de tous les genres! Il faudrait avoir un peu de goût, au moins; vous êtes un pitoyable auteur. — Je ne suis pas un auteur; j'écris une biographie. Mon ami avait son opinion sur la propriété, et cette opinion lui tenait fort au cœur… —Hé bien, dites-moi en deux mots l'opinion de votre ami, et passons outre. — Vous parlez, Lecteur, comme un homme chez qui les convictions raisonnées ont peu d'influence. Voilà une question qui occupe le monde depuis Caïn et Abel, et dont la solution vaut mieux que tous les romans que je pourrais vous faire. — Mais vous m'aviez d'abord parlé d'une jeune femme à laquelle je pouvais peut-être m'intéresser.... nous aurions vu.... puis d'un homme que se battit comme un diable en juillet: cela m'allait encore, quoique je n'aime pas juillet et que je déteste les émeutes; mais il me plaît que dans les livres on aime et se batte. Mars et Vénus, la guerre et les amours, vrai domaine de l'art! Mais des héros raisonneurs!… Encore si c'était dans un salon: on parle de tout dans un salon; mais au cabaret! quelle sotte invraisemblance! Quoi! vous avez le front de me soutenir que tout cela s'est dit dans un cabaret? on a parlé économie politique dans un cabaret! on a cité Rousseau dans un cabaret! Et ce sont des ouvriers qui ont fait tous ces beaux raisonnements sur le droit et le fait de propriété; distinguant le fait du droit, comme des philosophes, et même mieux que les philosophes!.. —Eh! oui, Lecteur, ce sont des ouvriers. *Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.* Ah! vous croyez que les prolétaires n'ont pas entre eux des conversations sérieuses! Mais vous vous trompez beaucoup, et j'ai à vous en remontrer sur

ce point, comme j'ai fait sur d'autres. Vous ne savez pas quel vin nous buvons, je vous l'ai déjà dit, ni de quel bois nous nous chauffons. En général, nous autres prolétaires, nous vivons un peu comme les sauvages, sans penser; c'est-à-dire que nous ne nous en donnons pas la peine. A quoi bon penser? La moyenne du travail en France est de vingt-et-un sous par jour... un sou de plus qu'avant la Révolution!... Pensez donc avec cela, donnez-vous donc la peine de penser! Et quand vous gagneriez cent sous, comme quelques-uns, si vous avez une femme et des enfants à nourrir, c'est bien la peine de penser! mieux vaut ne penser à rien. Ainsi faisons-nous pour l'ordinaire. Mais quand nous nous mettons à raisonner, nous raisonnons à perte de vue. Une fois notre faculté logique en mouvement, rien ne peut l'arrêter. C'est que nous ne sommes pas comme vous, de simples amateurs de la Vérité. Vous aimez surtout la parure dont les artistes daignent parfois l'habiller, cette Vérité, et vous l'attrapez par sa robe, quand sa robe est longue et flottante. Nous, plus elle est nue, plus nous l'aimons. Aucune peine pour la saisir ne nous rebute. Nous sommes faits au travail, et habitués à la patience: il en faut tant pour fabriquer vos joujoux! Votre luxe est, à cet égard, un excellent éducateur. Vous ne savez pas ce qu'il faut de patience pour vous servir! Donc, quand nous raisonnons, nous raisonnons bien et fort, et longtemps; nous ne connaissons pas de milieu. Nous n'aimons pas à batifoler comme vous. Par exemple, nous étions là dans cette boutique une quinzaine de braves gens... Je suppose qu'il n'y avait pas d'espions ni d'autres vauriens parmi nous... Au vrai, je n'en sais rien, ou ne vous en dis rien pour le moment. Hé bien, sur quinze que nous étions,

il y en avait bien dix qui, vu la moyenne du salaire en France, ne se donnaient pas la peine de penser. Ils fumaient, absolument comme des *lions*. Seulement ce n'étaient pas des cigares de quatre sous ou des cigarettes qu'ils fumaient, mais du *caporal* dans des pipes bien culottées. Ils fumaient sans rien dire; et quand leur pipe était finie, ils se reposaient de fumer; puis ils en allumaient une autre; ce qui leur faisait une petite promenade de leur table au poêle, et du poêle à leur table. Les plus actifs faisaient comme le marin et l'homme aux lèvres pincées... Je pourrais bien me tromper sur le marin et l'homme aux lèvres pincées.... Peut-être que ces deux-là faisaient plutôt semblant de jouer qu'ils ne jouaient réellement... Ils ne s'étaient pas mis si près de nous pour des prunes... Mais les autres, en petit nombre, qui jouaient aux cartes et au domino, jouaient réellement, et ne pensaient guère. Mon ami et moi nous pensions. Et avec votre permission, Lecteur, ou sans votre permission, nous allons continuer de penser. Il s'agit, quoi que vous en disiez, d'un sujet fort intéressant, et qui domine tous les autres. Il s'agit de ce qui vous permet d'avoir de l'imagination ou du moins d'exercer cette imagination, et empêche le peuple d'en avoir ou d'en montrer; il s'agit de ce qui fait qu'il y a des prolétaires. Vous voyez bien que je suis dans mon sujet.

Je passai cinq minutes à chercher des objections contre ce que venait de dire mon ami; car j'étais ébranlé, mais je n'étais pas convaincu. L'homme aux lèvres pincées interrompit ma méditation.

—La *causette* est donc finie, dit-il. Nous avions cependant du plaisir à vous écouter.

—Ah! vous nous écoutiez! je croyais qu'il n'y avait que monsieur qui nous écoutait.

Je parlais du chauffeur, qui était toujours au bout de notre table, droit comme un piquet. Je commençais à l'aimer, ce chauffeur; il m'intéressait par son zèle infatigable pour savoir s'il se trompait ou non. Il n'y avait pas que de la vanité chez lui, je vous assure. Je l'ai revu depuis, et j'ai découvert dans cet homme qui ne comprenait pas facilement, et qui aimait, commme il disait, qu'on lui mît les points sur les *i*, un vrai génie pour la mécanique. Il a fait un nouveau modèle de machine à vapeur pour les navires. Il avait tant étudié la machine de son bateau, qu'il a peut-être réussi à perfectionner la navigation à vapeur. Je dis peut-être; car il n'en sait rien encore, ni moi non plus, vu le capital qui lui manque pour réaliser sa découverte.

La provocation de l'homme aux lèvres pincées, qui aimait notre *causette*, produisit son effet; et ce que j'avais couvé de réflexions pendant mes cinq minutes de silence éclata en ces termes :

—Tu me diras ce que tu voudras, tu m'accuseras, comme tu l'as fait tout-à-l'heure, de stupidité; mais je te déclare que je ne suis pas encore de ton avis. Je vois bien une certaine vérité dans les rapports que tu établis entre le fait ancien et le fait actuel; mais j'ai beau réfléchir, je ne découvre pas la féodalité dans le fait actuel. Le fait actuel est le fait actuel, la féodalité était la féodalité...

—Te voilà qui parles comme M. Guizot, interrompit mon ami.

—Ou comme Arnal, dit l'homme aux lèvres pincées. Avez-vous vu cette pièce où Arnal répète si souvent : *La cavalerie est la cavalerie, et l'infanterie est l'infanterie?*

—Ce n'est pas moi, dis-je un peu piqué, ou du moins ce n'est pas moi seul qui suis bête comme Arnal, C'est tout

le monde; car tout le monde pense, comme moi, que la féodalité était la féodalité, et que la propriété est la propriété.

— Il est vrai, dit mon ami, que personne n'apprécie le lien étroit qui existe entre la féodalité et la propriété. C'est pour cela que je voudrais que tu le visses.

— J'aperçois bien quelque ressemblance entre ces deux faits, et je t'ai déjà accordé que le droit du capitaliste n'est pas plus juste que le droit du seigneur...

— Hé bien, puisque tu m'as accordé cela, tu devrais m'accorder tout le reste. Car si le droit du capitaliste est un droit féodal, comme le capitaliste est le maître de notre salaire, et par là de nos existences, il s'ensuit que nous sommes encore dans la féodalité. Seulement c'est une phase nouvelle, et, si tu veux, une dernière phase de la féodalité: c'est la phase industrielle.

— Oui, dis-je, je vois bien que l'industriel actuel, le grand industriel, ou mieux encore, la banquier qui le commandite, le riche capitaliste, le loup-cervier de M. Dupin, ressemble au seigneur féodal. Je vois ce chef de l'industrie commandant, par le besoin, à des masses d'hommes qu'on appelle ouvriers. Je le vois, par le salaire dont il est l'arbitre, lever à volonté un régiment de travailleurs, comme autrefois le seigneur féodal levait ses vassaux quand il déployait son oriflamme, ou comme plus tard, les chefs de bandes, les *condottieri*, qui ravagèrent l'Europe, levaient des soldats avec la promesse du pillage, chose qu'aujourd'hui personne ne pourrait faire, pas même, comme tu l'as remarqué, le glorieux Bugeaud dans son bourg-pourri d'Excideuil. Oui, je saisis très bien ce rapport, et j'en vois encore quelques autres. De même que, dans le désordre de la féodalité, les seigneurs se faisaient la guerre, de même les nouveaux sei-

gneurs se font entre eux une guerre acharnée sous le nom de concurrence. Les vassaux des anciens seigneurs étaient forcés de les suivre et de les servir dans cette guerre, les vassaux des nouveaux seigneurs sont obligés de suivre encore leurs maîtres dans cette autre guerre qui n'a de but que l'avidité du gain et l'avarice....

—Ah! tu vois tout cela, et tu ne vois pas que la féodalité règne dans cette industrie qui a remplacé la guerre? C'est donc parce que la forme a changé, que tu ne vois pas la féodalité là où pourtant tu la vois! Alors c'est une dispute de mots.

— Non pas, dis-je, conviens que la féodalité pourrait exister en outre de ce que tu appelles de ce nom, et qu'alors nous aurions plus de mal encore que nous n'en avons.

— Je ne sais, dit-il. Pour moi, je regrette le passé. J'aimerais mieux mille fois servir sous Du Guesclin que sous M. de Rothschild.

— Et vous avez raison, dit le marin. Moi, je regrette Napoléon. Mais j'aimerais encore mieux la République..... J'aurais voulu sauter sur le *Vengeur*... C'est pour cela que j'ai pris la mer. Mais l'homme propose, et Dieu dispose. Je ne voudrais pourtant pas mourir comme un pleutre à l'hôpital ou dans un trou entre quatre murs. J'ai toujours eu l'idée de faire une belle mort. De notre temps, quand j'étais jeune, on ne pensait qu'à cela. Aujourd'hui on ne pense qu'à végéter comme des rats, qui ont peur de la souricière, mais qui veulent attraper du lard et du fromage. Mais ça ne me va pas à moi, ça; et j'espère bien vous montrer quelque jour comment on se fait sauter...

Et comme s'il en eût dit trop long sur ses résolutions intimes, il se hâta d'ajouter :

— Après tout, liberté pour tout le monde. Il ne faut pas disputer des goûts et des couleurs. Il y en a qui aiment diantrement le plancher des vaches ; et monsieur est peut-être de ceux-là.

Je ne répondis rien au marin ; j'étais tout entier aux idées que mon ami avait soulevées dans mon esprit.

— Tiens, lui dis-je, veux-tu que je t'indique un pays où la féodalité existe encore, et constitue réellement la propriété ? C'est l'Angleterre... Mais la France.... depuis la Révolution !... Je ne te comprends pas... A la bonne heure, cite l'Angleterre. Là, ton idée est parfaite. Propriété et féodalité ne font qu'un en Angleterre. J'ai lu dernièrement un livre sur l'Angleterre où l'on montrait cela à merveille ; mais l'auteur avait bien soin de faire remarquer le contraste qui existe entre ce pays et le nôtre. Le territoire entier de l'Angleterre appartient à six cents familles environ, pas davantage. Ce sont les seigneurs féodaux, les nobles. On peut dire, sans nulle métaphore, comme sans nulle exagération, que l'Angleterre est encore à l'état de conquête. Lorsque les Normands s'en emparèrent, à la fin du onzième siècle, ils se divisèrent le sol entier, comme en fait foi le grand Cadastre de Guillaume-le-Conquérant, que les Saxons dépossédés appelèrent *Doomsday Book*, ou Livre du jour du jugement dernier. Aujourd'hui, tout le sol est, comme au onzième siècle, divisé en domaines presque symétriques, le château au milieu, les fermes alentour, les terres d'un seul tenant, bien réunies et bien closes. Voilà, j'espère, la féodalité délicatement conservée sous la forme de propriété. N'est-ce pas que c'est joli ! Toute l'Angleterre entre les mains des six cents aînés de six cents nobles familles ! Et cela depuis sept siècles, sans compter ce que cela durera

encore! C'est que rien ne fut plus complet, plus régulier, plus admirablement exécuté que le vol de l'Angleterre par les Normands...

— Oui, interrompit-il, les Normands s'y entendaient! Venus après tous les autres Barbares, ils savaient bien, eux, que *conquête* et *propriété* c'était la même chose. Maîtres de l'Angleterre, leur premier soin fut de la cadastrer, comme tu le dis, pour bien délimiter la proie de chacun, c'est-à-dire sa propriété. La vraie Bible de l'Angleterre, le grand Cadastre de Guillaume, parut; les Saxons dépossédés l'appelèrent le *Livre du jour du jugement dernier.* Ils étaient, en effet, jugés en dernier ressort, les malheureux! et si cela continue, ils sont jugés pour jusqu'au jugement dernier. Au reste, eux et leurs vainqueurs, de concert, ont jugé de même la malheureuse Irlande. Le mal, et puis le mal, et toujours le mal!

— Tu as raison de dire, continuai-je à mon tour, que le *Doomsday Book*, avec ses commentaires, est la vraie Bible de l'Angleterre. Cette Bible a engendré des colléges de blason et toute une littérature héraldique. Pas de livres plus répandus et plus consultés que ceux qui constatent les droits à la pairie et à la noblesse, les livres du *peerage* et du *baronetage.* Toutes les familles nobles ont encore des noms normands. Par le droit d'aînesse, les majorats, et les substitutions, ces familles ont conservé, avec leurs noms anciens, leurs domaines primitifs. Exclus de la possession des terres et des titres, les cadets de ces familles occupent les places de la magistrature, du clergé, de l'administration, de l'armée, qu'ils achètent quand elles ne sont pas d'investiture ministérielle. Les aînés, maîtres de tous les biens, composent en entier la Chambre des Pairs, et, par l'influence des ri-

chesses et du pouvoir, par les ressources de la corruption, par le patriciat enfin, ils dominent la Chambre des Communes, pleine des leurs ou de leurs créatures, et où la majorité se forme d'habitude par les représentants des comtés unis contre ceux des villes. Les nobles ont même sous leurs patronage, comme présidents, *stewards*, ou sous toute autre désignation honorifique, toutes les corporations, institutions, compagnies industrielles, commerciales, artistiques, bienfaisantes. En un mot, ils ont dans les mains le sol, la richesse, le pouvoir, l'influence, et la loi, qui, de temps immémorial, est faite par eux et pour eux. En voilà, j'espère, de la féodalité propriétaire, ou de la propriété féodale! Mais en France que vois-tu de semblable!...

— Comment malheureux! tu vois que la féodalité s'est changée en Angleterre en propriété, et tu ne comprends pas que cette métamorphose est due au lien naturel qui existe entre la propriété dans sa forme actuelle et la féodalité! Si la propriété était réellement autre chose que la féodalité, est-ce que la féodalité s'en serait arrangée? l'aurait-elle laissée naître? ou plutôt l'aurait-elle fait naitre! Il y a en Angleterre d'autres riches encore que les nobles: voit-on ces nobles renverser ces riches, ou ces riches renverser ces nobles? Ils peuvent se jalouser, ils se jalousent assurément; mais tu vois bien qu'ils ne se dévorent pas les uns les autres, puisque voilà sept cents ans que cela dure. A côté des seigneurs, sous leur patronage, à l'abri de leur chartes, une autre propriété s'est fondée. C'est la propriété industrielle ou commerciale. Tu es maître de ton château, de tes terres, de tes fermes, et de tes fermiers, a dit l'industriel au seigneur; eh bien!

moi, je veux être maître comme toi. Tu as pris la terre; j'aurai la mer. Et la puissance maritime de l'Angleterre a tiré de là son origine. Les chefs normands, ces hardis flibustiers, s'étant faits seigneurs des villages, propriétaires des terres, ceux de leurs enfants que le droit d'aînesse excluait de l'héritage, et leurs compagnons qui n'avaient pas eu part au pillage, ont commencé à se faire, par la rapine exercée en grand, au moyen de leurs vaisseaux, sur tous les peuples de la terre, une propriété d'un nouveau genre. C'est le *capital*; mais ce capital, c'est encore la féodalité.

— Ah! voilà où je t'arrête, voilà où est ton erreur. Ce capital n'est plus la féodalité!

— Nous allons voir cela!

— Ce capital, n'est-ce pas le travail qui l'a produit depuis le onzième siècle?

— Je ne dis pas non.

— Eh bien! si c'est le travail qui l'a produit, tu as tort; car la propriété de ce capital est légitime. Cette nouvelle richesse, créée par le travail après la conquête du sol, n'a aucun rapport avec la féodalité, et est aussi sacrée que l'autre est illicite.

— Vraiment, tu penses ainsi!... Il est certain que c'est la manière de penser de tout le monde aujourd'hui... Oh! que de préjugés il y a sur la terre! Quand l'un est renversé, un autre prend la place; c'est comme un champ où il vient des chardons quand on ôte les orties. Luther avait raison: l'esprit humain ressemble à un ivrogne à cheval; vous le relevez d'un côté, il retombe de l'autre. Jadis il n'y avait de beau, de bon, de glorieux que la noblesse; on renverse la noblesse, et voilà qu'on se prend

d'admiration et d'amour pour quelque chose qui ne vaut pas mieux!...

— J'ai hâte de savoir comment tu vas me démontrer que la propriété sortie de l'industrie et du commerce est encore de la féodalité, tout comme la propriété foncière venue de la conquête. En voilà du nouveau!

— Eh bien, pour être nouveau, ce n'en est pas moins vrai.

— Hâte-toi donc; tu fais bien des façons.

— Nullement. Je réponds à tes bravades. Oui, la propriété qui s'est formée en Europe après la conquête barbare, et notamment (puisque c'est celle-là qui nous occupe en ce moment) la propriété industrielle et commerciale anglaise, est féodale, archi-féodale, aussi féodale que la propriété foncière des ducs de Sussex et de Northumberland.

— Voilà ta proposition; mais elle paraîtra absurde à tout le monde.

— Et pourquoi?

— Par plusieurs raisons. La première, c'est que la conquête est la conquête, et que l'industrie et le commerce sont le commerce et l'industrie.

— Te voici derechef qui raisonnes comme M. Guizot et comme Arnal: *la cavalerie est la cavalerie, et l'infanterie est l'infanterie.* Mais, dis-moi, que la conquête soit la conquête, et que l'industrie et le commerce soient le commerce et l'industrie, cela fait-il que le commerce et l'industrie légitiment la richesse qu'elles procurent, mieux que ne fait la conquête?

— Sans doute, puisque l'industrie et le commerce ne se font pas sans travail, et que, de ton propre aveu, c'est

le travail seul qui produit et qui par conséquent mérite.

— Halte là ! à mon tour. Tu pourrais bien me faire dire des choses que je n'ai pas dites. C'est le travail qui produit, c'est le travail qui mérite; oui, si tu ajoutes, comme moi, que le travail *de tous* est *indivisiblement* mêlé au travail de chacun dans tout fait de production. Avec cette clause, je suis de ton avis; mais sans cette clause, je n'en suis pas. Je ne veux pas créer, moi, sur un faux semblant de raison, un droit féroce et tout-à-fait féodal, quoi que tu en dises.

— Je t'entends. Tu vas t'armer de ton principe de l'*indivisibilité* humaine dans tout fait de production; et tu vas me dire que tout industriel, tout commerçant qui ne respecte pas le droit de *tous* n'est qu'une espèce de conquérant barbare qui s'arroge un droit qu'il n'a pas.

— Assurément, je te le dirai, et j'aurai raison de te le dire. Cette richesse industrielle et commerciale, qui s'est formée en Angleterre depuis le onzième siècle, qu'est-ce autre chose au fond que la continuation et la suite de la conquête normande? Entre les mains de ceux qui la possèdent, comment la définir autrement que la prise de possession des instruments de travail découverts depuis la conquête, comme la féodalité était la prise de possession des seuls instruments de travail connus à l'époque de la conquête.

— Mais le travail, enfin, le travail!...

— Tant que tu ne me donneras pas d'autre argument en faveur de la propriété née de l'industrie et du commerce que celui-ci, qu'il a fallu travailler pour créer cette richesse, je te dirai que ce n'est pas le travail seul et la peine que des hommes avides et rapaces prennent sur eux de se donner qui peut légitimer la propriété des choses. Autrement

je ne connais rien de plus légitime que la propriété issue de la conquête; car quel plus grand travail que celui des conquérants? Leur propriété leur coûta des flots de sang et des exploits sans nombre; l'industrie ne demande que de l'attention et de la sueur... Fouille donc dans ton sac, et vois si tu as de meilleurs arguments.

— Je n'en chercherai d'autre que quand j'aurai renoncé à celui-là. Mais je m'étonne vraiment que tu ne l'admettes pas. Quoi! tu ne veux pas voir l'énorme différence qui existe entre la conquête et l'industrie, sous le rapport du travail!

Je ne vois qu'une différence, sous ce rapport, et elle est à l'avantage de la conquête. Tes industriels sont d'ignobles fainéants, comparés aux conquérants. Va donc demander aux soldats de Napoléon, qui restent encore pour en témoigner, si les batailles et les exploits guerriers ne sont pas les plus rudes travaux. En vérité, je conçois bien comment les anciens nobles méprisaient la roture. N'étaient-ils pas, eux, les plus grands travailleurs? La guerre fut autrefois le travail, et tout autre travail pâlissait devant elle. Mais si ce grand labeur des conquérants et de leurs fils ne justifie pas à tes yeux la propriété sortie de la guerre, comment veux-tu que les fatigues des industriels légitiment aux miens la propriété sortie du commerce! Auprès des travaux de Clovis et de Charlemagne, tu veux donc me faire admirer les travaux de sir Isaac!

— Il ne s'agit pas d'admiration. L'industrie et le commerce ne demandent pas qu'on les admire...

— Si fait. Sir Isaac veut qu'on l'admire, il paye pour cela. Il veut aussi qu'on l'aime, ou qu'on fasse semblant de l'aimer. Et il est à moitié parvenu à ses fins; car déjà on

n'aime plus autre chose. On n'aime plus Dieu, on n'a plus de religion. On n'aime plus la vertu, on ne connaît que l'or. On n'aime plus la patrie, on ne suit que l'intérêt. Mais comme il est dans la nature humaine d'aimer quelque chose, on finira par aimer sir Isaac, on finira par aimer le diable.

— Tu plaisantes, tu ne raisonnes plus sérieusement. Mais je vais te poursuivre pied à pied. Voyons, que réponds-tu à cette proposition : ce sont les industriels qui produisent les richesses, donc les richesses leur appartiennent légitimement.

— Si tu possédais un jardin, et que j'allasse, sans ta permission, planter un chou dans ton jardin, serais-je en droit de dire que ce chou, étant le fruit de mon travail, m'appartient? Pour raisonner juste, il ne faut donc pas seulement que tu me prouves que les industriels travaillent, et par là produisent des richesses ; il faut encore que tu me prouves qu'ils ont droit de travailler de la façon qu'ils travaillent, de produire comme ils produisent, et de récolter comme ils récoltent. Car ce n'est réellement pas le travail en lui-même qui donne droit à la propriété des richesses créées, mais seulement ce travail en tant qu'il est légitime. Je sais que les plus profonds de tes économistes, et en général tous les raisonneurs de notre époque, ont imaginé de donner pour source légitime de la propriété le travail ; en quoi ils paraissent, au premier abord, s'être beaucoup plus approchés de la vérité que ceux qui fondent cette même propriété sur le droit du premier occupant. Mais, ignorant ou méconnaissant le principe de *l'indivisibilité humaine* dans tout fait de production, ils ont fait d'une chose qui pourrait être vraie, si elle était bien comprise, une erreur colossale ; d'où il résulte que, tout voisins qu'ils semblent

être de la vérité, ils en sont pourtant à des millions de lieues. Encore une fois, ce qui produit, ce qui mérite, c'est bien le travail; mais ce n'est pas le travail individuel, c'est *indivisiblement* le travail de tous et de chacun; en sorte que c'est le travail uni à l'association humaine, ou plutôt encore l'association humaine manifestée par l'individu, par le travail individuel fonctionnant légitimement. Mais tes économistes, qui font profession de n'avoir que des yeux pour observer ce qu'ils appellent les faits, ne pouvaient s'élever jusqu'à comprendre cette vérité. Qu'est-il donc arrivé? Ils ont donné le coup de pied de l'âne à l'ancienne noblesse; mais ils ont entonné en même temps un cantique en faveur d'une nouvelle idole. L'astre de la féodalité disparaissait au couchant; ils ont bravement rejeté le droit du premier occupant, sur lequel se fondait directement la propriété féodale. Mais en proclamant le droit du travail, sans le bien comprendre et sans l'expliquer, ils se trouvent avoir acclamé à l'astre naissant de sir Isaac; et c'est toujours le droit du premier occupant qu'ils révèrent.

— Comment cela?

— Eh parbleu! c'est bien simple. Les industriels, dis-tu, produisent les richesses. Oui, les capitalistes avec l'aide des prolétaires produisent les richesses. Donc, ajoutes-tu, les industriels ont droit à la propriété de ces richesses. Je t'accorde encore cela, quoique je pusse te soutenir que tous, industriels ou non, ont droit. Mais, en réalité, qui accapare ces richesses? Ce sont les propriétaires du capital, c'est-à-dire des avances et des instruments de travail. Les prolétaires n'ont que le salaire, et ce salaire est toujours réduit à ce qui est nécessaire pour les empêcher de mourir pendant qu'ils travaillent. Donc le prétendu droit tiré du

travail ne tourne qu'à l'avantage de ceux qui possédaient déjà avant l'acte de production. Donc, ainsi entendu, il équivaut au droit du premier occupant.

—Ah! je te comprends. Tu dis que toute cette richesse industrielle et commerciale produite en Angleterre depuis le onzième siècle est bien à la vérité le fruit du travail, mais qu'il est arrivé pour elle comme il était arrivé pour la terre lors de la conquête des Normands. A cette époque, les chefs seuls, c'est-à-dire ceux qui possédaient déjà des châteaux et des terres en Normandie, se partagèrent le sol de l'Angleterre; et de même ceux qui possèdent déjà accaparent journellement les fruits de la production. En sorte que la richesse produite depuis le onzième siècle peut bien être le fruit du travail, mais n'est, entre les mains de ceux qui la possèdent, que le fruit d'une usurpation sur le corps entier des travailleurs, absolument comme cette propriété foncière qui attribue le sol de l'Angleterre à six cents familles.

—Oui, voilà ce que je dis. Le nombre des seigneurs féodaux de l'industrie est plus grand sans doute que celui des seigneurs féodaux de la terre. Mais l'absence de droit, au point de vue de l'équité naturelle, est la même.

—Suivant toi, pour que la propriété industrielle et commerciale fût véritablement fondée sur le travail, il faudrait qu'elle eût été équitablement répartie entre les travailleurs?

—Oui assurément.

—Et c'est ce qui n'a pas eu lieu?

—Non, mille fois non. Et la preuve, c'est que l'immense majorité du peuple anglais vit dans la misère, ou du moins dans la gêne, et que sur seize millions d'Anglais il y en a quatre millions à l'indigence, qui vivent des secours de la

charité publique ou privée, qui meurent dans les hôpitaux et s'abritent dans les *work-houses*. Donc ces travailleurs n'ont pas profité, de génération en génération, des fruits du travail. Donc la richesse accumulée a été.... *conquise*.

—*Conquise!* je t'entends; conquise comme la terre avait été volée par les Normands.

— Oui, conquise par les loups-cerviers.

— Ainsi, en présence des ducs de Sussex ou de Northumberland, un riche industriel anglais, un négociant ou un banquier de la Cité, n'a pas, suivant toi, un droit plus légitime à la richesse que ces seigneurs féodaux?

— Non, aux yeux de la raison et de la justice.

— Je t'accorde à peu près tout jusque là; mais, sur ce dernier point, je ne puis pas te suivre. Tu as beau dire, les capitalistes travaillent, et travaillent pour produire. Les nobles, eux, n'ont pas travaillé dans le but de produire des richesses, mais seulement dans le but de les ravir, de les accaparer, de les voler. Oui, les nobles, les conquérants, étaient, comme on l'a dit tant de fois, des ravisseurs, des pillards, des brigands, des voleurs de grands chemins.....

— Et sir Isaac est le bienfaiteur du peuple!

— Non, pas tout-à-fait; mais il s'occupe de la production des richesses.

— Et si je te disais qu'il s'occupe mal de cette production, et que son droit exclusif à s'occuper de cette production est encore plus détestable et plus nuisible que son droit à accaparer le résultat du travail! Va, va! le noble actuel ne gouverne pas mieux le monde que le noble ancien. Or, suivant toi, le noble ancien l'asservissait. Ce qui produit aujourd'hui, ce qui crée la richesse, ce qui consolera

et sauvera le monde, comme ce qui l'a consolé toujours et toujours sauvé, c'est ce qui est asservi, et non pas ce qui domine.

— Mais au moins celui qui domine aujourd'hui travaille; et quand même on concéderait qu'il travaille égoistement, qu'il accapare sans droit, et que sous ce rapport il ressemble au conquérant, au noble primitif, il serait vrai au moins qu'il rend un service actuel, tandis que le descendant des Northumberland et des Sussex peut bien jouir des services vrais ou faux rendus par ses pères il y a des siècles, mais n'en rend aucun maintenant. Ainsi la propriété fondée sur l'industrie et le commerce serait encore mieux fondée que l'autre.

— Je ne donnerais pas un fétu de la différence. Car, sortie de la féodalité, et n'ayant pas d'autre principe qu'elle, la propriété industrielle et commerciale rentre à chaque instant dans la féodalité. Prenons un exemple. Un homme, en Angleterre, il y a une cinquantaine d'années, invente, en s'aidant de tout ce qui avait été fait avant lui, certains métiers qu'on appelle *mull-Jenny*. Cet homme avait travaillé, il avait doté ses concitoyens et l'Humanité tout entière d'un instrument d'une utilité générale. Certes cet homme avait droit à une récompense. Mais vois ce qui arrive. Cet homme meurt, et son fils hérite. A-t-il travaillé celui-là? Le voila possesseur d'une des plus grandes fortunes d'Angleterre; il rivalise de luxe avec les descendants des anciens nobles. A-t-il travaillé? dis-je; et son petit-fils, qui héritera de sa fortune, aura-t-il travaillé? et son arrière-petit-fils, et toute leur prostérité? Ne vois-tu pas que si tu nies le droit du duc de Northumberland à posséder son immense fortune, par la raison que lui ni ses aïeux, depuis

19/m'

quelques siècles, ne travaillent plus, tu devrais nier semblablement le droit des descendants de l'inventeur du *mull Jenny?*

Et il ne me prit aucune envie de lui rien objecter davantage sur ce point. Cette vérité que la propriété actuelle n'est que la féodalité déguisée me pénétrait par tous les pores. J'avoue que je me sentis effrayé en songeant combien il avait fallu de siècles pour opérer cette modification qu'on appelle faussement l'abolition des droits féodaux, c'est-à-dire pour remplacer la forme des anciens seigneurs par la forme des capitalistes. Mais en même temps je jouissais du plaisir que procure toujours la vérité. Il me semblait qu'avec mon ami j'étais sorti pour la première fois d'une caverne obscure, et que j'étais monté sur un faîte d'où je contemplais le monde aux rayons de la lumière.

Il y a une plante des tropiques qui reste plusieurs années sans fleurir; tout-à-coup on entend un bruit comme une détonation, et de cet arbuste jusque là infécond sort en quelques jours une fleur géante, d'une beauté incomparable, avec une sève si abondante, une végétation si rapide, que l'œil, dit-on, peut à chaque instant en mesurer la croissance. Nous ressemblons tous à cette plante; il n'est personne qui n'ait eu dans sa vie une illumination soudaine de l'intelligence. Chacun a, pour ainsi dire, son jour marqué pour cela et son heure écrite là-haut, comme dirait Jacques le Fataliste. Aux uns cette révélation vient par l'amour; car qu'est-ce que l'amour, si ce n'est une intuition du beau, du bon, et du vrai? D'autres voient tout-à-coup le nuage s'ouvrir et le soleil de vérité paraître à la voix d'un homme inspiré. Il y en a qui reçoivent la révélation au moment même ou il s'armaient pour la combattre, sem-

blables à ce Saul qui venait de lapider ses frères, et qui se releva Paul sur la poussière où l'éclair divin l'avait renversé. Heureux ceux qui, une fois éveillés de leur léthargie, gardent, comme le fer aimanté, la faculté qu'ils ont reçue! Pour le plus grand nombre, la révélation est un météore qui brille et s'éteint. Mais ceux même qui ne paraissent vivre que de la vie des sens reçoivent pourtant, à certains moments, à travers leur cristallin opaque, comme une aurore de la divine lumière; et vainement nieraient-ils le plaisir que la vérité donne.

L'obscure boutique où nous étions avait disparu à mes yeux. J'y étais entré avec une façon de penser vulgaire, l'esprit fasciné d'erreurs et obscurci de préjugés. Je ne voyais alors que le fait. Nous sommes tous naturellement disposés à nous courber sous le fait; le monde, tel qu'il est, est la grande idole qui enserre notre intelligence et rétrécit notre cœur. Quant à moi, les savants du jour, dont j'avais dévoré les leçons, avaient achevé l'œuvre de ténèbres, avec leurs ténèbres érigées par eux en sagesse. J'avais adopté le système à la mode, la méthode d'observation des parleurs de philosophie. La science, pour moi, c'était le fait, l'observation du fait; je ne connaissais pas d'autre science. L'art, pour moi, c'était encore le fait, la peinture du fait, la description, la figuration du fait. Mais maintenant, au lieu du fait, je commençais à voir le droit; et, au lieu de la peinture du fait, j'apercevais l'idéal. Je commençais donc à voir, d'un côté, le droit et l'idéal, et, de l'autre, le fait avec son vrai caractère.

Combien de fois, avec les économistes, je m'étais posé cette question : D'où vient la richesse, et comment s'obtient-elle? Les uns disent qu'elle vient de la terre, les autres

du capital, les autres du travail. Mon ami venait de me montrer qu'elle vient de la société, du lien bon ou mauvais qui règne entre les hommes, de l'association humaine en un mot. Et mon ami avait raison.

Supposons l'un des accapareurs du mobilier social actuel abandonné par la société. Voyez ce qui adviendrait à ce spoliateur du bien commun qu'on laisserait tout seul avec ses richesses !

Je ne m'amuserai pas à prendre un de ces petits tyranneaux qui, par la ruse, la fraude, l'usure, ou toute autre voie usitée, sont parvenus à arrondir ce qu'ils appellent une honnête fortune. Je dédaigne aussi pour mon exemple ce qu'on nomme aujourd'hui un capitaliste; il est trop clair qu'enfermé en tête à tête avec de l'or, il aurait le sort de Midas, ce roi de l'or et du capital.

Laissons ces richards obscurs, et prenons un colosse, Louis XIV ou Napoléon. Je donne à Louis XIV son Versailles, tel qu'il parvint à l'obtenir du sang et de la sueur du peuple après trente ans d'extorsions; je le lui donne pourvu d'eau, de cette eau qui lui coûta tant de peine à obtenir, et qui coûta la vie à tant de milliers de travailleurs décimés par des épidémies; je le lui donne, ce Versailles, avec ses galeries peintes par les Lebrun et les Coypel, avec sa salle de spectacle et sa chapelle de Mignard, au grand complet enfin; et je demande si Louis XIV, abandonné par la société dans ce Versailles où il a entassé tant de richesses, ne devient pas à l'instant même le plus pauvre des hommes. Ah! que ne donnerait pas Louis XIV, enfermé ainsi seul dans son beau Versailles, pour pouvoir en sortir! Combien il sent le besoin d'un laboureur et d'un cuisinier! La vue d'un homme lui rendrait la vie prête à lui

échapper dans sa prison dorée. Qu'importe qu'il ait accumulé là un immense capital! Il a le sang et la vie de ses sujets transformés en bosquets, en statues, en tableaux, en bâtiments, et il est pauvre! Il a le ciel, la terre, l'eau, et il est pauvre!

Donc les plus riches ont besoin des plus pauvres. Donc un roi n'est rien sans un laboureur. Donc c'est une pure illusion de croire que la richesse existe indépendamment de la société. Il n'existe, indépendamment de la société, que des ronces et des épines, et, dans le cœur de l'homme, le principe de la société et des biens qu'elle procure.

C'est l'homme uni à l'homme, soit comme esclave, soit comme associé, qui produit la richesse. L'esclavage est le fait, l'association est le droit.

Donc le vrai fondement de la propriété, c'est-à-dire le principe vrai de la propriété, c'est l'association.

Donc l'association a droit sur la propriété.

Donc la société peut et doit modifier la propriété, si elle est injuste; car la société a pour principe la justice.

Vous dites: Cette scie est à moi. L'avez-vous inventée, pour dire qu'elle est à vous? Elle a été inventée par Dédale: êtes-vous descendant direct de Dédale? Montrez-moi votre généalogie.

Dans un sens absolu, l'homme ne crée rien: le fond de tout est de Dieu, source commune. De plus, l'homme ne peut rien créer de cette création secondaire qui lui appartient sans recevoir des autres hommes et sans influer sur les autres hommes, sans leur *communiquer*. Chaque homme est un conducteur de vie; il n'y en a aucun qui ne soit propre à en produire et à en recevoir; il n'y en a aucun qui ne *communique*, en bien ou en mal, à ses semblables.

Et cette communication n'est pas seulement directe, c'est-à-dire que ce n'est pas seulement l'esprit qui se communique à l'esprit, la matière à la matière : l'homme ne peut pas modifier la matière sans donner à d'autres hommes des impressions spirituelles ; et il ne peut pas exercer sa pure intelligence sans agir physiquement sur ses semblables. Il n'y a pas de phénomène spirituel qui ne soit précédé, accompagné et suivi de phénomènes matériels ; et réciproquement. Comme les Chrétiens disaient que le corps mystique de Jésus se changeait en pain sur l'autel, ainsi l'esprit qui anime l'artiste dans l'inspiration ne demeure pas seulement un aliment de l'âme, mais se change en un produit matériel. L'art puise au sein de Dieu la vie ; il la communique ; et cette vie communiquée anime le savant et l'industriel, et, par des routes dont Dieu a le secret, produit des fruits de science et d'industrie. Et, réciproquement, le travail même le plus dénué d'intelligence, par cela seul qu'il modifie la nature extérieure pour en préparer l'assimilation à notre vie, devient une source de vie spirituelle. La vie coule en nous par le vin et les aliments même les moins généreux ; et les plus intellectuels y puisent leur ardeur, de même que le savant et l'artiste, à leur tour, donnent à la société la force physique qui fait produire le vin et les autres aliments. C'est cette continuité de phénomènes matériels et spirituels, cette incarnation incessante de l'esprit, et cette manifestation de l'esprit latent dans la vie, qui sont la vie. C'est cette faculté de *communiquer* qui est la base et l'essence de la société. L'*échange* en est la forme ; et c'est cet échange, dont l'échange actuel, l'échange entendu comme il l'est encore aujourd'hui, n'est qu'une misérable figure, que l'Humanité est destinée à réaliser de plus en plus.

Si je ne voyais pas encore ce divin principe de l'*Unité* avec autant de clarté que je le vois aujourd'hui, j'apercevais du moins la cause de mon mal, de notre mal à tous, dans la désharmonie, la *dissociation*, si je puis me servir de ce mot, dans la guerre mutuelle que se font tous les membres d'une même société politique. Cette *dissociation* s'appelait autrefois féodalité, aujourd'hui elle s'appelle propriété. Elle se manifestait autrefois par la *guerre;* elle continue de se manifester par la *concurrence.* Concurrence! le beau terme que les économistes ont inventé là! Il exprime l'action de *se ruer* les uns contre les autres. Oh! la belle loi, et qu'elle est bien faite pour nous rendre bons et heureux! Je me rue sur toi, mon frère; voilà ce que veut dire concurrence. Jésus avait dit: Aimez votre prochain comme vous-même. Les savants du siècle ont changé cela, et disent: *Ruez-vous sur votre prochain, et que votre prochain se rue sur vous.* Encore s'il nous était donné de nous ruer les uns contre les autres avec le secours de nos seules facultés naturelles! Ce serait la barbarie, direz-vous. D'accord; mais barbarie tant que vous voudrez, comment appelez-vous l'admirable civilisation fondée sur le capital uni à la concurrence? La concurrence est le canon, le capital est le boulet. Un banquier se rue contre le genre humain avec un capital de cent cinquante millions, tandis que cent cinquante millions d'hommes n'ont pas six sous de capital à opposer à la batterie de l'Hébreu capitaliste. N'est-ce pas la barbarie perfectionnée?

Qu'importent les siècles écoulés, qu'importe la voix de la grande Révolution qui apportait, disait-on, de nouvelles lois au genre humain? Cette voix a passé comme un orage, et la féodalité a subsisté; car la féodalité, c'est l'égoïsme et la guerre.

Il n'y a pas à en douter, me disais-je, il a raison; et les Anglais le savent bien que la propriété actuelle est la féodalité, eux chez qui tout propriétaire se compare fièrement à un châtelain, à un seigneur féodal. La devise de tout bon libéral anglais n'est-elle pas : *My house is my castle :* « Ma maison est mon castel, mon capital est ma forteresse! » Ainsi la propriété en Angleterre s'affirme par sa ressemblance avec la noblesse. La conquête barbare s'étant faite plus tard dans ce pays, la filiation y est mieux sentie et l'identité plus facile à constater. Ah! ces Anglais ont vraiment le sentiment profond des choses! Ils ne se trompent pas, eux, sur la propriété et sur la noblesse; ils n'en font pas deux faits distincts, mais un seul fait en deux parties. Ils ont la noblesse de terre, les *landlords*, et la noblesse d'industrie et de commerce, les *gentlemen*. L'accaparement successif des nouvelles richesses créées après la conquête a donné lieu chez eux à une nouvelle couche d'aristocratie voisine de la première : c'est ce qu'on appelle la *gentry*. Puis, comme la noblesse c'est la richesse, et réciproquement, il y a un séminaire ouvert à tout nouvel enrichi. Enrichissez-vous, et vous serez qualifié *squire*, et vos descendants auront l'honneur de la *gentry*, et leurs filles s'allieront avec les nobles descendants des conquérants normands. Il est vrai que la noblesse primitive, fondée sur la conquête et sur le droit de primogéniture de mâle en mâle, reste distincte de la noblesse d'argent. Mais elles s'entendent comme larrons en foire, c'est le cas de le dire. Passe-moi la rhubarbe, et je te passerai le séné. Toutes les lois qui régissent la propriété en Angleterre sont des lois féodales, à peine modifiées par le besoin des temps, à mesure que le commerce et l'industrie ont créé, à côté de la propriété territoriale, une autre propriété, une

autre féodalité. Ce qui servait à l'une a servi à l'autre, parceque l'une a engendré l'autre.

Mais, continuai-je en moi-même, si la propriété est encore si évidemment féodale en Angleterre, comment ne s'est-on pas aperçu qu'elle doit l'être en France? La propriété industrielle et commerciale s'est formée en France comme en Angleterre, en vertu du droit féodal, sous la sanction des *Chartes* des seigneurs, par extension de la propriété de ces seigneurs, et d'après le même principe, puisque tout fut d'abord propriété féodale, hommes et choses. Or y a-t-il eu un jour où l'on ait constitué la propriété sur une autre base que le fait né au sein même de la féodalité? Qu'on me montre ce jour dans l'histoire de France! Ce jour n'existe pas. Il est vrai que, dans une heure d'enthousiasme, on a décrété l'abolition des droits féodaux. Mais on s'est tenu aux plus vieux, on a laissé les plus nouveaux; on n'a pas touché au corps de l'arbre. Donc la propriété n'a pas changé de base: elle est toujours féodale dans son essence, bien que les petits seigneurs, c'est-à-dire les vassaux, aient chassé leurs maîtres...., lesquels, au surplus, sont rentrés....Oui, il a raison, mille fois raison! Oh! la brute que j'étais de croire la féodalité abolie!... Par préjugé, par orgueil, ou par élévation d'âme, l'ancienne noblesse n'a pas su ou voulu rallier à sa cause la noblesse nouvelle qui devait sortir de l'industrie et du commerce; elle n'a pas voulu *déroger*. Les cadets de famille n'ont pas fait en France comme en Angleterre : ils se sont crus aussi nobles que leurs aînés, et n'ont voulu servir que dans l'Eglise ou dans l'armée. C'est ainsi que la Noblesse s'est trouvée sans lien avec le Tiers-Etat, et que le Tiers-Etat, aidé du peuple, l'a renversée. Mais en renversant ce qu'elle prenait pour toute la féodalité, la France s'est

trouvée avoir encore la féodalité dans son sein... L'Angleterre est féodale de la vieille roche, la tradition n'y ayant pas été aussi troublée qu'en France : cela empêche-t-il la France d'être restée féodale?.... Non, il n'y a pas moyen, quand on compare aujourd'hui les deux peuples, de dire féodalité d'un côté, liberté et justice de l'autre, comme Pascal dit d'un degré du méridien. Il n'y a pas de degré du méridien qui fasse en Europe une si grande démarcation. Allez à Londres, vous croirez n'avoir pas quitté Paris. C'est le cas de dire avec le proverbe italien : tout le monde ressemble à notre famille. Qui se doute, en vérité, aujourd'hui que la propriété soit plus féodale en Angleterre qu'en France? Il y a de grands propriétaires en Angleterre qui ont des noms nobles, voilà tout. Mais la propriété est partout la propriété.

Mais, me dis-je encore, m'abandonnant toujours au fil de mes idées, n'est-ce pas pour cela que la Révolution, représentée par la Montagne, détestait si cordialement les Anglais? Malgré tant de panégyristes qui avaient célébré la liberté anglaise au dix-huitième siècle, les hommes de France sentaient la féodalité sous son masque... Et Jeanne aussi, qui sauva la France quand les nobles se livraient à l'Angleterre, Jeanne sentait que l'Angleterre représenterait longtemps la féodalité dans le monde sous toutes les formes possibles...Et Napoléon! d'une main, il est vrai, il reconstruisait la féodalité en France pour avoir une forte discipline et une vigoureuse armée; mais, de l'autre, il frappait sur les Anglais, parcequ'il sentait en eux la féodalité. C'était un homme contradictoire, mais qui avait hérité de la haine instinctive de Jeanne, la fille du peuple, le peuple incarné, et de la Convention, cette autre incarnation du peuple.... Et aujourd'hui encore, quand tous les sentiments sont détruits

au cœur de la nation, s'il est une fibre sensible, c'est celle-là... Ah! me dis-je, on n'a pas encore compris pourquoi cette éternelle rivalité de la France et de l'Angleterre. C'est que la France aspirait à détruire ce qui règne au suprême degré en Angleterre... Mais nous avons été vaincus à Waterloo, et l'Angleterre nous a ramené la tête de la féodalité séparée de son tronc. Aussi a-t-on appelé la nouvelle constitution une *Charte*. Une *Charte!* ce mot en dit plus qu'il n'est gros. Une *Charte!* voyez donc comment cela s'arrange! la propriété étant encore féodale, une *Charte* était bien le nom qui convenait à la constitution. Les seigneurs avaient donné des chartes, qui avaient servi à créer le capitaliste; il convenait bien que le seigneur des seigneurs, le roi, donnât une charte aux capitalistes... Et ce bon M. Cousin qui faisait sous la Restauration l'apologie de *Waterloo* et de la *Charte*, il avait pourtant raison d'accoupler cela ensemble, le brave homme!..

Et je me perdais dans mille autres réflexions dont je n'ai pas gardé le souvenir.... Diable, diable! dis-je à la fin, voilà toute une chaîne de vérités historiques curieuses; il y aurait de quoi défrayer un gros livre.

Pardon, Lecteur, si je vous confesse ma vanité; à force de composer à l'imprimerie les livres des autres, j'avais eu le désir d'en faire un moi-même. Je ne savais pas qu'il me suffirait de répéter les pensées de mon ami.

Tout en méditant ainsi, il m'arriva de laisser échapper cette phrase, qui était comme le résumé de mes réflexions:

—La France vogue à pleines voiles dans le sillon tracé par Albion... Nous devenons Anglais, mon cher, nous devenons Anglais! Nous nous *anglaisons*.

—Anglais! s'écria le marin qui interrompit du coup sa

partie de domino. Anglais! nous Anglais! jamais, jamais. Ah! chiens d'Anglais!

Je ne savais pas s'il disait *chiens d'Anglais* au pluriel, ou *chien d'Anglais* en s'adressant à moi.

— Je ne suis pas plus Anglais que vous, lui répondis-je ; mais je vois que la fatalité entraîne la France dans une route qui va la faire bientôt ressembler à l'Angleterre. Nous allons être un peuple de *boutiquiers*, comme disait Napoléon.

— Oh! c'est impossible! nous nous ferons plutôt sauter comme *le Vengeur*..... Madame Noireau, apportez-nous un litre... Vous ne connaissez donc pas les marins du *Vengeur!* continua-t-il en me regardant de près avec de gros yeux... Mais non, vous ne connaissez pas cela, vous. Vous aimez trop le plancher des vaches pour nourrir de ces souvenirs-là!

C'était la seconde fois qu'il me lançait ce sarcasme à la tête. Il me prit une envie démesurée de rire; mais je fus retenu par l'air de sympathie avec lequel il me disait des méchancetés. J'étais même tenté de l'embrasser, tant sa grosse figure était bonne, bien que mâle et énergique.

— Qui est-ce qui ne connaît pas les marins du *Vengeur?* lui dis-je. Mais vous n'étiez pas sur ce plancher-là, vous qui accusez les autres d'aimer trop le plancher des vaches!

— Comment y aurais-je été? Je me suis fait marin de la République le jour même où la flotte rentra. C'était le 15 prairial an II. Toute la ville était en fête...

— Quelle ville? dis-je.

— Eh! parbleu! la ville de Brest. On dirait que c'est de l'histoire ancienne que je vous conte là. Vous ne savez donc pas que *le Vengeur* faisait partie de notre armée navale de

l'Océan, qui quitta la rade de Brest pour protéger un convoi de grains venant d'Amérique! Je l'ai vue partir, cette armée navale, et je l'ai vue rentrer. Oh! c'est le plus beau jour de ma vie! Nous ne dormions pas, en vérité, depuis qu'ils n'étaient plus en vue. Le jour où ils furent signalés, ce fut un branle-bas général dans toute la ville. On pleurait, on riait, on s'embrassait; et tous les jeunes gens couraient au bureau de la marine pour se faire enrôler. Imaginez-vous cette belle flotte de vingt-six vaisseaux, dont trois à trois ponts, *la Montagne*. *le Terrible*, et *le Républicain*.... Je me trompe, *le Terrible* ne rentra pas, il coula avec *le Vengeur*... Il y avait vingt-six vaisseaux quand l'escadre sortit; il n'en rentra que dix-neuf: les chiens d'Anglais en prirent cinq... Ils ne prirent pas *le Terrible* ni *le Vengeur*... Mais si nous avions perdu sept vaisseaux et huit mille hommes, nous leur avions bien coulé une douzaine de leurs coques avec les équipages; et la division du contre-amiral Van-Stabel avait pu passer et ravitailler la république; car c'était le temps de la disette. Vous n'avez pas connaissance de tout cela, vous autres enfants. Et puis qu'est-ce que cela vous ferait? Je vous ai déjà dit que vous êtes comme des rats...

—Oui, des rats qui craignent la souricière, quoiqu'ils aiment bien à manger le lard et le fromage, n'est-ce pas? Mais tout beau! vieux : nous nous sommes battus quelquefois comme on a pu faire sur *le Vengeur* et sur toute autre coque où vous auriez pu être. Il ne faisait pas froid à la révolution de juillet!

—Ah! votre révolution de juillet! c'est elle qui m'a fait venir à Paris. Je m'étais dit : puisqu'on ne saute plus sur mer, excepté par accident avec les chaudières des machines

à vapeur, voyons s'il n'y aurait pas moyen de sauter sur terre, j'entends comme les marins du *Terrible* et du *Vengeur*. Mais voilà trois ans que je lis les journaux, et que j'attends. Il paraît qu'il n'y a moyen de sauter d'aucune façon. Tenez! depuis que je suis à Paris, je n'ai pas encore été faire ma visite au Panthéon.

— Qu'appelez-vous votre visite au Panthéon?

— Vous ne savez donc pas que, par décret de la Convention, l'image en ivoire du vaisseau de ligne *le Vengeur* est suspendue aux voûtes du Panthéon? J'attends un jour, un certain jour, pour lui aller faire ma visite...

— Ah! lui dis-je, je doute que vous trouviez encore votre vaisseau en ivoire. Le Panthéon a subi trop de vicissitudes.

— Vraiment! s'écria-t-il, vous croyez qu'ils l'ont détruit? Ils en sont bien capables, les gredins!

—Sous l'Empire, le Panthéon fut affecté aux *grands hommes*.... du Sénat; sous la Restauration, on en fit une église. Aujourd'hui on n'en fait rien, parceque c'est encore trop tôt pour y dire la messe. Allez donc chercher votre *Vengeur* en ivoire! Le curé l'aura vendu pour acheter une autre relique. Allons, consolez-vous. Si le vaisseau d'ivoire a disparu, il reste de ce temps-là quelques beaux vers où sont dignement célébrés nos amis du *Vengeur*.

Et, pour lui montrer que je connaissais le *Vengeur*, je me mis à lui déclamer :

> Lève-toi, sors des mers profondes,
> Cadavre fumant du *Vengeur*,
> Toi qui vis le Français vainqueur
> Des Anglais, des feux, et des ondes.
> D'où partent ces cris déchirants?
> Quelles sont ces voix magnanimes?

Ce sont les braves expirants
Qui chantent du fond des abîmes :
Gloire au peuple français, etc.

— De qui sont ces vers? demanda mon ami.

— De Marie-Joseph Chénier, lui dis-je.

— Ils sont fort beaux. Les dandys littéraires d'aujourd'hui, avec leur fanatisme pour ce qu'ils appellent la forme, ont beau faire, ils n'étoufferont pas la gloire de Marie-Joseph en exaltant celle d'André. Les deux frères iront ensemble à la postérité. Le sort de celui qui mourut sur l'échafaud fut plus doux que celui de l'autre.

Il prononça ces dernières paroles avec une tristesse si profonde, que je craignis de le voir retomber dans son humeur noire. Pour le distraire, j'ajoutai :

— Il y a aussi de beaux vers de Lebrun sur ce sujet, une ode magnifique :

Voyez ce drapeau tricolore
Qu'élève en périssant leur courage indompté.
Sous le flot qui les couvre, entendez-vous encore
Ce cri : « Vive la liberté ! »
Ce cri, c'est en vain qu'il expire,
Étouffé par la mort et par les flots jaloux ;
Sans cesse il revivra, répété par ma lyre :
Siècles, il planera sur vous.

— Il fallait mettre *la lyre*, dit-il, et non pas *ma lyre*. Du moins on est fâché de voir le poète poser sa personnalité au milieu même de l'inspiration. Si l'inspiration était plus profonde, le poète sentirait l'infini dans son âme, au lieu de se distinguer, lui qui n'est qu'un écho de cette grande voix de l'infini.

— Tu as peut-être raison : la vanité a perdu Lebrun, et elle en perdra bien d'autres.

— Tout ce que vous me contez-là, dit le marin en interrompant nos réflexions littéraires, ne me plaît pas autant qu'une chanson toute simple que je sais, et que je vais vous chanter, si je puis encore chanter. Car voilà bien trois ans que je n'ai chanté, et j'ai toujours eu la voix un peu rude. Enfin, n'importe, c'est pour *le Vengeur*... Madame Noireau, apportez-nous donc ce litre !

Il nous força d'accepter un verre de vin, en but deux pour sa part, et se mit à chanter :

LE VENGEUR.

Chanson.

L'amiral Villaret-Joyeuse
Avait quitté le port de Brest;
L'escadre cinglait au sud-est,
La mer était un peu houleuse.
Pour chercher un convoi sauveur
Ramenant des blés d'Amérique,
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur*. (bis).

Le onze, un gabier de vigie
S'écria : *Voile sous le vent !*
L'escadre se trouva devant
La flotte anglaise réunie;
D'un brouillard la sombre épaisseur
Couvrait l'Océan atlantique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur*.

Deux jours après, sur ces parages,
Brillait un soleil radieux,
Et les matelots tout joyeux
Se groupaient dans les bastingages.
En avant! les nôtres en chœur
Ont répété ce mot magique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur.* (bis).

Séparé du corps de bataille,
Le Vengeur combat contre trois.
Sa voilure, son fer, son bois,
Tout est haché par la mitraille.
L'air brûlant sème la fureur,
Et donne une force athlétique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur.* (bis).

Sur les vagues cent boulets glissent,
Et les mâts retombent brisés;
Et de mourants et de blessés
La cale et l'entrepont s'emplissent.
Plus l'assaillant y met d'ardeur,
Plus la défense est énergique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur.* (bis).

Que notre main sous nos pieds ouvre
Une vaste tombe, morbleu!
Feu bas-bord, tribord! Partons, feu!
Avant que la mer nous recouvre,
Oui, saluons notre vainqueur.
Serrons-nous! c'est l'instant critique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur.* (bis).

Adieu, nos pères et nos mères!
Adieu, nos frères et nos sœurs!
Adieu, tous!... Pour vos défenseurs
Pas de pleurs, de larmes amères;
Pourtant tressez en notre honneur
La verte couronne civique.
Des marins de la république
Montaient le vaisseau *le Vengeur*. (bis).

Tous les ouvriers applaudirent à la chanson du marin. C'était à qui lui presserait la main, et le remercierait. Il y en avait qui pleuraient. Le grand charpentier le priait affectueusement de lui en *tirer copie*, et le chauffeur était attendri. Certes le chant de Chénier, l'ode dithyrambique de Pindare-Lebrun, ou des vers bien ronflants de Victor Hugo sur le même sujet, n'auraient produit sur ces âmes humaines qu'un médiocre effet : elles goûtaient délicieusement l'espèce de ballade rimée du vieux marin. Ce cri :

Adieu, nos pères et nos mères!
Adieu, nos frères et nos sœurs!
Adieu, tous!...

leur tirait des larmes. La fameuse métaphore de Lebrun sur le *naufrage victorieux* du *Vengeur* les aurait laissés froids comme glace. En voyant que nous étions les moins émus de tous, mon ami et moi, je fis une amère réflexion. Il n'y a plus de poésie pour nous, me dis-je, du moins dans le sens de la délectation que procure ce qu'on appelle l'art. Pour éprouver ce plaisir, il faut une certaine foi : or il y a aujourd'hui deux publics, et nous n'avons la foi ni de l'un ni de l'autre, si tant est qu'ils aient une foi et qu'on puisse

appeler de ce nom leurs préjugés respectifs. S'il s'agit de ce qui plaît aux riches, si c'est la poésie des littérateurs qui se présente, nous sommes là pour juger, non pour sentir, pour dire de la phrase ou de ce qu'on appelle la forme : « C'est beau, » c'est-à-dire « c'est bien fait, » ou « ce n'est pas beau, » et pour faire de la critique. Signe que cette poésie est passée pour nous, ou dépassée par nous. Poésie des faiseurs de vers, que me veux-tu ? tu es trop vieille, ou je suis trop vieux ; va-t-en, tu m'ennuyes, vieille vaniteuse. Et quand il s'agit d'un chant simple qui plaît au peuple, cette simplicité naïve nous paraît puérile ; nous sommes trop penseurs pour elle.

Je commençais ainsi à comprendre ce mot de mon ami : « Si vous pensiez comme moi, vous seriez tristes comme moi. » C'est que j'avais commencé à penser comme lui. Je savais ou je commençais à savoir en quel temps je vivais. Je laissai le marin, le grand charpentier et les autres s'entretenir de la Révolution et de l'Empire, qu'ils mêlaient assez volontiers ensemble, comme une seule et même chose ; et, rassemblant de nouveau mes idées sur le sujet qui venait de nous occuper, et qui m'avait intéressé si vivement, je me demandai de nouveau : Est-il vrai, oui ou non, que nous soyons encore, à beaucoup d'égards, sous la féodalité ? On le dirait, à voir quel train de poste nous éloigne des sentiments qui vivent dans ces cœurs naïfs, restés fidèles au culte de l'Empire et de la République. Je ne pouvais demeurer dans l'irrésolution, j'avais besoin de conclure.

Après avoir réfléchi de cette manière assez longtemps, je sortis du silence par cette exclamation qui m'était échappée déjà plusieurs fois : *Tu m'étonnes ! en vérité, tu m'étonnes !*

— Tu m'étonnes, m'écriai-je. Car, si la propriété ac-

tuelle ressemble tant à la féodalité, si elle en découle, et si elle en est la continuation, il faudrait donc dire, comme l'a dit, au reste, un publiciste de notre temps, que *la propriété est le vol.*

— Tu m'étonnes à ton tour, me répondit-il. Quoi! ne t'ai-je pas prouvé que la propriété dépend de la loi, et ne dépend que de la loi. Donc, puisque la loi autorise la propriété actuelle, la propriété n'est pas le vol. Le publiciste dont tu parles n'a pas été aussi heureux en cette occasion que M. Dupin. Il y a des loups-cerviers; mais la propriété actuelle n'est pas le vol. A plus forte raison est-il faux de dire que la propriété en général, c'est-à-dire le besoin et le droit de chacun et de tous, soit le vol. Je ne comprends donc pas cette formule, que la propriété est le vol. Mais je comprends celle-ci, que la propriété actuelle est la *continuation de la propriété féodale.* C'est au droit politique, comme nous l'avons déjà dit, à accorder le droit civil avec le droit naturel ou avec l'idéal (car c'est tout un). C'est donc au droit politique qu'il faut s'en prendre si la propriété actuelle est encore féodale. Mais parceque le droit politique ne remplit pas bien sa mission, le droit civil n'en est pas moins le droit. On ne saurait rendre les individus responsables, en tant qu'individus, du fait social. Ne serait-il pas absurde, par exemple, de dire que ce que gagne tout honnête industriel qui s'évertue pour être riche n'est pas legalement et par conséquent légitimement gagné. Rébecca aussi (puisque nous avons appelé de ce nom la catégorie des artistes et en général de tous ceux qui cultivent la beauté et la grâce), Rébecca gagne légalement et légitimement son argent. Je ne dis même en aucune façon que sir Isaac, le noble actuel, ne soit pas dans son droit, puisque la loi l'autorise. Les hom-

mes peuvent-ils vivre sans lois? Seulement il faut changer les lois, à mesure que les besoins et les progrès de l'esprit humain le demandent. Je ne dis donc rien qui puisse engager à violer la loi. Le vol est le vol, et la propriété est la propriété. Seulement la propriété est mal organisée; et j'ajoute qu'elle est féodale dans son principe et dans ses effets. Dans son principe, c'est évident. Car la propriété, telle qu'on la connaît aujourd'hui, sort de la féodalité. Les seigneurs d'autrefois ont tout possédé; donc, en quelques mains qu'elles se trouvent, et de quelque façon qu'elles y soient parvenues, les propriétés actuelles sont issues du privilége que s'étaient arrogé les conquérants. En outre, elles ont gardé, dans la transmission, leur vice d'origine, c'est-à-dire le droit du seigneur, devenu aujourd'hui le privilége du capitaliste. Qu'on défende donc la propriété actuelle par la loi, mais qu'on n'asservisse pas la loi à la propriété dans sa forme présente. Vous vous êtes fait donner des chartes, peut-on dire aux détenteurs actuels; vos seigneurs vous ont octroyé des chartes, ou vous avez par la force extorqué des chartes à vos seigneurs : mais que m'importent vos chartes, si vos seigneurs n'avaient pas droit? Et si vos chartes ont été faites d'après la loi qui régnait alors sur la terre, si le droit du plus fort y est devenu le droit du plus riche, c'est-à-dire encore du plus fort, je demande à mon tour une charte d'affranchissement, comme vous en avez obtenu de vos maîtres. Voilà ce qu'on peut dire, au nom du droit, aux propriétaires législateurs qui gouvernent aujourd'hui la France, afin que la loi, qu'il est en leur disposition de changer, soit changée. En attendant, et pour que cela s'accomplisse.... si le Destin le veut.... voilà ce qu'il faut répondre à ceux qui prétendent écraser l'idéal et la

justice sous le fait; et, puisqu'ils font reposer la propriété dans sa forme actuelle sur le droit du premier occupant, il faut leur rappeler que ce fait n'a pas d'autre base que le droit des conquérants et des nobles, droit qu'ils ont eux-mêmes nié, violé et renversé en 1789.

—Ecoute, lui dis-je, ce qui me vient dans l'esprit. Personne n'a jamais si bien défendu la propriété que tu viens de le faire; car jamais personne n'a aussi clairement établi que la propriété n'a d'autre fondement que la loi. Mais personne non plus n'a mieux montré la nécessité de changer la loi, et par conséquent personne n'a mieux attaqué la forme actuelle de la propriété. Or il y a des lois de septembre qui défendent d'attaquer la propriété. Je me demande si, dans le cas où j'écrirais dans un journal ce que tu viens de dire, je serais passible des lois de septembre.

—En tous cas, répondit-il, les lois de septembre n'empêcheraient pas la vérité d'être la vérité.

—La vérité, dis-je, c'est donc que la propriété est *indivise* dans son essence, et que c'est l'équité sociale, représentée par la loi, essentiellement modifiable, qui la divise ou la partage.

— Tu l'as dit. Voilà la vérité.

—Mais, en ce cas, explique-moi donc d'où provient l'illusion générale sur la propriété. Je t'ai déjà fait cette question, mais je n'ai pas trouvé que tu m'aies répondu. Tu conviendras que chacun entend par propriété un droit d'user et même d'abuser (comme disent les légistes) indépendant de cette équité sociale dont tu parles. Cette équité sociale, personne ne la connaît ou ne veut la connaître. Personne ne comprend ce droit abstrait de *Tous* sur les instruments et sur les produits. Il y a plus; il semble à chacun

que la reconnaissance de ce droit détruirait la propriété, tant le besoin de l'appropriation individuelle est certain, nécessaire, légitime...

—Oui, chacun prend le partage de la propriété pour la propriété...

—Mais se trompe-t-on en cela? Qui dit propriété dit partage. Qui dit propriété dit : *Ceci est à moi.*

—Et c'est pour cela que le travail, la force, l'intelligence, la vertu, tous les dons que Dieu fait à l'homme, toutes les sources véritables de la production, sont aujourd'hui écrasés dans la personne du peuple, par sir Isaac. Tu as raison, chacun aujourd'hui, poussé par le besoin de manifester le droit qui est en lui, se jette sur un objet, comme un chien sur un os, et prend cet objet pour son besoin et son droit; et c'est pour cela qu'aujourd'hui personne ne se doute que la propriété, dans sa forme actuelle, est encore féodale. Chacun, disant de son lopin : *Ceci est à moi*, trouve tout naturel que le millionnaire dise : *Ceci est à moi.* Oui, tu as bien raison : voilà l'illusion funeste qui empêche de voir ce qu'est réellement la propriété; et cette illusion est générale. Je n'ai pas encore trouvé un homme qui ait pu y échapper. Les plus forts tranchent le nœud gordien, comme Alexandre, en disant : *La propriété est le vol.* Mais ce n'est pas dénouer, c'est trancher. C'est raisonner de la même façon que celui qui donne un droit absolu à la propriété en disant : *Ceci est à moi.*

—Mais enfin, cette illusion, d'où provient-elle?

—Elle provient du droit légitime de tous et de chacun à la propriété.

—Explique-moi cela.

—Ecoute, et suis mon raisonnement. Un homme tra-

vaille, et produit quelque chose. D'abord cet homme a naturellement le besoin de consommer et celui de produire; par conséquent il a, comme nous l'avons dit, le besoin de propriété, dans le sens légitime et vrai de la propriété. L'acte de produire accroît encore le besoin de consommer de cet homme, et légitime davantage en ce sens son besoin de propriété. La peine que cet homme a prise, le sentiment qu'il a des efforts d'attention et d'intelligence qu'il a été obligé de faire ou des fatigues corporelles qu'il a endurées, fortifient en lui cette conviction qu'il a droit à la propriété de quelque chose, comme suite et récompense des actes qu'il a faits. Mais voici alors ce qui arrive, et l'erreur que cet homme commet, et que les autres hommes approuvent, parcequ'ils la font aussi bien que lui. Cet homme se dit: J'ai produit cela, donc j'ai droit sur cela. Oui, tu as droit, mais est-ce un droit absolu? as-tu produit seul, sans le concours de tes frères, sans l'aide de toute l'Humanité? Prends garde de te tromper, car tu serais puni. La peine, comme dit un poète, suit le crime d'*un pied qui n'est pas boiteux*. Prends garde, encore une fois; car si tu fais tort aux autres, tu te feras tort à toi-même. Il n'écoute rien, il se jette sur l'objet, comme le chien sur la proie. Et le voilà qui s'abdique! car il met tout son droit à la propriété dans une chose. Il prétend user et abuser de cette chose, comme disent les légistes; et il appelle cela propriété. Et si un de ses frères, épuisé de besoin, s'approche et lui dit: « J'ai faim, laisse-moi profiter de ce que tu as produit; » il répondra: « Ce que j'ai produit est à moi, et tu n'y as aucun droit; » et il repoussera son frère, qui mourra de besoin. Mais l'insensé qu'il est, il ne sait pas que dans cette estimation de son droit, il se fait tort à lui-

même ; car il a plus droit qu'il n'estime. Il avait droit *à tout*, sous l'égide de la société ; il n'a plus droit qu'à *une chose*. Il s'est fait sa part ; il a pris, comme je disais tout-à-l'heure, le partage de la propriété pour la propriété.

— Voilà, répondis-je, une explication ; mais elle est trop profonde pour moi ; je ne la comprends pas bien. C'est une explication morale, psychologique, métaphysique....

— Veux-tu que je te la traduise dans le langage des économistes? tu la comprendras peut-être mieux. Un homme travaille et produit quelque chose. Mais pour travailler et produire, il lui a fallu des matières premières et des instruments ; et, pour avoir ces matières premières et ces instruments, il lui a fallu payer la dîme aux détenteurs de toutes les matières premières et de tous les instruments. Qu'arrive-t-il donc lorsque cet homme qui a travaillé, et qui a un droit incontestable à une récompense, s'arroge le produit, et dit : *Ceci est à moi?* Il arrive qu'en justifiant son propre droit, fondé sur le travail, il légitime indirectement le droit de l'oisif. En effet, aussitôt qu'il a dit : *Ceci est à moi*, il commence à créer ce que les économistes appellent la *valeur* des choses. Il taxe son produit : c'est ce que les économistes appellent *l'offre* ; puis, d'autres se trouvant dans le même cas que lui, il fait avec eux une transaction que les économistes appellent l'*échange*. Et la dîme prélevée par les détenteurs des instruments de travail se retrouve dans tout cela ; elle est amalgamée avec le droit véritable du travailleur dans l'*offre*, dans l'*échange*, dans la *valeur* fictive ou réelle du produit. Or ce n'était pas la dîme de l'oisif qu'il fallait légitimer. Non, c'était un autre droit qu'il fallait reconnaître : c'était le droit collectif, le droit de chacun et de tous ; c'était le droit de l'Humanité. Voilà la vraie dîme

qu'il aurait fallu avoir payé, et non pas la dîme de l'oisif. N'importe, dans son besoin d'appropriation, cet homme qui a travaillé et qui se sent un droit, s'approprie, sans aucun souci du droit de tous; il s'approprie sous la même loi sous laquelle les matières premières lui ont été transmises, et il n'hésite pas à dire : *Ceci est à moi.* Mais que demain il veuille de nouveau travailler et produire, il dépendra demain de ces mêmes hommes à qui il a payé une dîme illicite (je parle au point de vue du droit naturel et de l'idéal). Demain il lui faudra de nouveau les instruments de travail, et les instruments de travail seront peut-être à un prix qu'il ne pourra donner. C'est ainsi que chacun, pour nier le droit de tous à la propriété, se trouve détruire son propre droit, ou le diminuer au profit de quelques-uns, à qui sont abandonnés tous les instruments de travail et la dîme de leurs produits. La vraie propriété, le vrai droit de propriété vient ainsi donner force à la fausse propriété, au faux droit de propriété. Et tout le monde de dire : Vous voyez bien que la propriété est légitime; car le besoin existe et le travail demande une récompense. Et il ne s'est pas encore, chose étrange! trouvé un seul philosophe pour distinguer ce qu'il est pourtant facile de distinguer, et pour expliquer cette confusion, source de toutes les iniquités et de tous les maux. Il s'en est bien trouvé d'assez courageux pour dire, voyant le mal que produit la fausse propriété : *La propriété est le mal absolu*, ou, comme tu disais tout-à-l'heure : *La propriété est le vol.* Mais le bon sens et la raison de tous, d'accord avec leur propre conscience, leur ont bientôt répondu : « Et pourtant la propriété est nécessaire à l'homme; la propriété résulte des facultés mêmes de l'homme; elle est la manifestation de la personnalité de chacun ; donc elle n'est pas

le mal; donc elle est le bien; donc, loin d'être le vol, elle est le contraire du vol. » Et la fausse propriété s'est enorgueillie dans son triomphe, parceque les amis de la vérité, en voulant la frapper, n'avaient pas su la distinguer de la vraie propriété, dont elle est le spectre et l'apparence. Satan a ri au nez des philosophes, et leur a dit secrètement à l'oreille : « Vous ne me ferez pas déguerpir, car vous n'avez pas trouvé ma formule. J'ai une amie qui me protège, et qui est douée d'une force divine : c'est la vraie propriété; et celle-là, je vous défie de la détruire..... » La saisis-tu maintenant l'illusion qui crée le faux droit de propriété?

— Oui, dis-je. Suivant toi, c'est le droit même, le droit de chacun, qui, en se manifestant, crée le faux droit de quelques-uns, lequel se trouve ainsi n'être que le mensonge du droit, bien qu'il en prenne la place.

— Tu m'as compris. Oui, dans toute œuvre humaine il y a un droit individuel de propriété, puisque pour produire cette œuvre il a fallu le besoin et le travail d'un ou de plusieurs individus à un moment donné. Mais il avait fallu aussi et il faut éternellement le travail collectif de l'espèce tout entière, de toute l'Humanité. Le droit individuel est donc, en essence, indivisiblement mêlé avec le besoin et le droit de tous à la propriété. Que chacun reconnaisse donc cette indivisibilité de son droit particulier et du droit de tous; que chacun paie la dîme à l'Humanité. Mais si l'ignorance et le vice, établissant la séparation de l'homme et de l'Humanité, nient le droit de l'Humanité, qu'arrive-t-il? Chacun est puni; et la fausse propriété, entrant par cette erreur dans le monde, envahit la terre. Et c'est juste. Car le droit de l'Humanité, le droit de tous, peut-il se prescrire? N'est-il pas aussi bien la vraie propriété, que le droit de chacun? Donc

si chacun, dans son égoïsme, viole la loi (entends-tu? la *loi divine*), cette loi ne sera pas anéantie pour cela, mais seulement donnera lieu au mal par le vice des hommes. Elle engendrera alors la fausse propriété. Quelques-uns s'empareront du droit de tous; et les mortels aveugles encenseront ces faux dieux, et se courberont devant eux. Ils devaient se courber devant la Justice, devant la Vérité, devant l'Humanité; ils se courberont devant l'injustice, devant le mensonge, devant l'égoïsme; et, à leur tour, ils imiteront les idoles qu'ils encensent; et l'idolâtrie prendra la place de la vraie religion. Car chacun légitimant l'usurpation au moment où il sent le besoin de s'approprier un produit, il en résultera que le droit de chacun donnera, par illusion, par faux jugement, par erreur, une apparence de droit à cette propriété des ravisseurs du droit de tous et du droit de chacun. En cela, comme en tout, c'est le bien qui donne au mal une certaine apparence qui permet au mal d'exister. Il est écrit dans la Bible que Caïn parcourera la terre avec cet écriteau : Laissez vivre Caïn par la permission de Dieu, c'est-à-dire du souverain Bien. Pourtant le temps approche où Caïn, c'est-à-dire le mal, ayant parcouru la terre tout entière, il sera bon de le détruire.

Il se tut; j'écoutais encore : *j'étais sorti de la caverne.*

Vous me demandez, Lecteur, de quelle caverne je parle. Je suis franc, je vais vous le dire. Je parle de la caverne où probablement vous êtes plongé vous-même, où la plupart des hommes ont vécu et vivent, mais où j'espère qu'ils ne vivront pas toujours. Je parle de la caverne si bien décrite par Socrate :

« Socrate : Représentez-vous l'état de la nature humaine

»d'après le tableau allégorique que j'en vais faire. Imaginez »une *caverne*, un antre souterrain, ayant dans toute sa »longueur une ouverture qui donne une libre entrée à la »lumière; et dans cet antre des hommes enchaînés depuis »l'enfance, de sorte qu'ils ne puissent changer de place, ni »tourner la tête, à cause des chaînes qui leur assujettissent »les jambes et le cou, mais seulement voir les objets qu'ils »ont en face. Derrière eux, à une certaine distance et une »certaine élévation, est un feu dont la lueur éclaire la ca»verne; et entre ce feu et ces captifs est un chemin escarpé. »En travers de ce chemin, imaginez un mur à hauteur »d'appui, semblable à ces cloisons que les charlatans met»tent entre eux et les spectateurs pour leur dérober le jeu et »les ressorts secrets des marionnettes qu'ils leur montrent.

» Glaucon : Je me représente tout cela.

» Socrate : Figurez-vous des hommes qui passent le long »de ce mur, portant des objets de toute espèce, des figures »d'hommes et d'animaux en bois ou en pierre, de manière »que tout cela se fasse voir par-dessus le mur. Parmi les »porteurs, les uns s'entretiendront ensemble, les autres »passeront sans rien dire.

» Glaucon : Voilà un tableau bien singulier et des pri»sonniers d'une étrange sorte.

» Socrate : Ils nous ressemblent de point en point. Et »d'abord croyez-vous qu'il verront autre chose d'eux»mêmes, et de ceux qui sont à leurs côtés, que les ombres »qui vont se peindre vis-à-vis d'eux dans le fond de la ca»verne?

» Glaucon : Que pourraient-ils voir de plus, puisque de»puis leur naissance ils sont contraints de tenir toujours »la tête immobile?

» SOCRATE : Voient-ils aussi autre chose que les ombres
» des objets qui passent derrière eux?

» GLAUCON : Non.

» SOCRATE : S'ils pouvaient converser ensemble, ne con-
» viendraient-ils pas entre eux de donner aux ombres qu'ils
» voient les noms des choses mêmes?

» GLAUCON : Sans contredit.

» SOCRATE : Et s'il y avait au fond de leur prison un écho
» qui répétât les paroles des porteurs de ces différents si-
» mulacres dont l'ombre se projette dans la caverne, ne
» s'imagineraient-ils pas que ces sons sont formés par les
» ombres qu'ils ont devant les yeux?

» GLAUCON : Oui.

» SOCRATE : Enfin, ils ne croiraient pas qu'il y eût autre
» chose de réel que ces ombres?

» GLAUCON : Sans doute.

» SOCRATE : Voyez maintenant ce qui doit naturellement
» leur arriver, lorsqu'on les délivrera de leurs fers, et qu'on
» les guérira de leur ignorance. Qu'on détache un de ces
» captifs; qu'on le force sur-le-champ de se lever, de tour-
» ner la tête, de marcher, et de regarder fixement la lueur
» du feu : il ne fera tout cela qu'avec des peines infinies;
» la lumière lui blessera les yeux, et l'éblouissement qu'elle
» lui causera l'empêchera de discerner les objets dont il
» voyait auparavant les ombres. Que croyez-vous qu'il répon-
» dît à celui qui lui dirait que jusque alors il n'a vu que des
» fantômes; qu'à présent il a devant les yeux des objets plus
» réels et plus approchants de la vérité? Si on lui montrait
» ensuite au doigt les choses, à mesure qu'elle se présente-
» raient, et qu'on l'obligeât, à force de questions, à dire
» ce que c'est, ne le jetterait-on pas dans l'embarras, et ne

»se persuaderait-il pas que ce qu'il voyait auparavant était »plus réel que ce qu'on lui montre?

» GLAUCON : Sans comparaison.

» SOCRATE : Et si on le contraignait de regarder le feu »dont j'ai parlé, n'aurait-il pas mal aux yeux? N'en détour»nerait-il pas ses regards, pour les porter sur ces ombres »qu'il fixe sans effort? Ne jugerait-il pas qu'elles ont quel»que chose de plus net et de plus distinct que tout ce qu'on »lui fait voir?

»GLAUCON : Assurément.

» SOCRATE : De là, si on le traînait de force, par un sen»tier rude et escarpé, sans le relâcher, jusqu'à ce qu'il pût »voir la lumière du soleil, quel supplice pour lui d'être »traîné de la sorte! dans quelle fureur il entrerait! Et lors»qu'il serait arrivé au grand jour, les yeux tout éblouis de »cet éclat, pourrait-il rien voir de cette foule d'objets que »le commun des hommes prend pour des êtres réels?

» GLAUCON : Il ne le pourrait pas d'abord.

» SOCRATE : Il lui faudrait du temps, sans doute, pour »s'y accoutumer. Ce qu'il discernerait plus aisément, ce »seraient en premier les ombres, ensuite les images des »hommes et des autres objets peints dans les eaux, enfin »les objets mêmes. De là, il porterait ses regards vers le »ciel, dont il soutiendrait plus facilement la vue de nuit, à »la lueur de la lune et des étoiles, qu'en plein jour à la lu»mière du soleil.

»GLAUCON : Sans doute.

» SOCRATE : A la fin, il serait en état non seulement de »voir l'image du soleil, soit dans les eaux, soit quelque autre »part hors de la place réelle de cet astre, mais de le fixer, »de le contempler lui même dans son véritable lieu.

»GLAUCON : Oui.

»SOCRATE : Raisonnant après cela sur la nature de cet »astre, il comprendrait que c'est lui qui règle les saisons et »le cours des années, qui gouverne tout dans le monde visible, »et qui est en quelque sorte la cause de tout ce que nous »voyons.

»GLAUCON : Il est évident qu'il en viendrait par degrés »jusqu'à faire ces réflexions.

»SOCRATE : S'il venait alors à se rappeler sa première »demeure, l'idée qu'on y a de la sagesse, et ses compa»gnons d'esclavage, ne se flatterait-il pas de son chan»gement, et n'aurait-il pas compassion de leur mal»heur?

»GLAUCON : Assurément.

»SOCRATE : Croyez-vous qu'il fût encore jaloux des hon»neurs, des louanges et des récompenses qu'on y donnait à »celui qui saisissait le plus promptement les ombres à leur »passage, qui se rappelait le plus sûrement celles qui allaient »devant, après ou ensemble, et qui, sur ce qu'il voyait, »était le plus habile à conjecturer ce qui devait suivre? ou »qu'il portât envie à la condition de ceux qui dans cette »prison étaient les plus puissants et les plus honorés? Ne »préférerait-il pas, comme Achille dans Homère, de passer »sa vie au service d'un pauvre laboureur et de tout souffrir, »plutôt que de reprendre son premier état et sa première »façon de penser?

»GLAUCON : Je ne doute pas qu'il ne fût disposé à souffrir »tout, plutôt que de vivre de la sorte.

»SOCRATE : Faites encore attention à ceci. S'il retournait »de nouveau dans sa prison pour y reprendre son ancienne »place, dans ce passage subit du grand jour à l'obscurité, ne

»se trouverait-il pas comme plongé dans les plus épaisses »ténèbres?

»GLAUCON : Oui vraiment.

»SOCRATE : Et si, tandis qu'il ne distingue encore rien, »que ses yeux ne sont pas bien remis, ce qui ne pourrait »arriver qu'après un assez long temps, il lui fallait entrer en »dispute avec les autres prisonniers sur la nature de ces »ombres, n'apprêterait-il point à rire aux autres, qui di»raient de lui qu'en passant à la région supérieure, il a »perdu la vue; ajoutant que ce serait une folie à eux de »songer à sortir du lieu ou il sont, et que si quelqu'un s'a»visait de vouloir les en tirer et les conduire en haut, il »faudrait s'en saisir et le faire mourir?

»GLAUCON : Ils ne manqueraient pas de le tuer.

»SOCRATE : Maintenant, mon cher Glaucon, appliquez »cette image tout entière à ce qui a été dit ci-dessus. La »caverne, l'antre souterrain, c'est ce monde visible; le feu »qui l'éclaire, c'est la lumière du soleil; le passage à une »région supérieure et à la contemplation des objets qui y »sont, c'est l'élévation de l'âme jusqu'à l'espace intelligible. »Voilà, du moins, quelle est ma pensée, puisque vous »voulez la savoir; Dieu sait si elle est vraie. Quant à moi, »la chose me paraît telle que je vais dire. Dans le lieu le »plus élevé du monde intellectuel, est l'idée du Bien, qu'on »n'aperçoit qu'avec beaucoup de peine et d'effort, mais »qu'on ne peut connaître sans conclure qu'elle est la cause »première de tout ce qu'il y a de beau et de bon dans l'uni»vers; que, dans ce monde visible, elle produit la lumière »et l'astre qui y préside; que, dans le monde idéal, elle »engendre la vérité et l'intelligence; qu'il faut par consé»quent la connaître, si on veut se conduire sagement dans

» ministration des affaires tant publiques que particu-
» lières. »

J'étais donc sorti de la caverne, de la caverne où les hommes se déchirent et s'entr'égorgent au nom du *tien* et du *mien*, parcequ'ils ne savent pas quel est le vrai *mien* et le vrai *tien!* Je commençais à voir sinon le Soleil et la véritable Lumière, du moins ce premier fanal qui ressemble à la Lumière, et que Platon appelle un feu dont la lueur éclaire la caverne. Mon ami avait tourné mes regards vers ce feu jeté sur la route du Soleil; il m'avait dégarrotté de ma prison, et emmené de vive force par le chemin escarpé qui conduit à la Lumière, à l'Etre, à la Vie.

D'un œil clignotant, et avec cette douleur et cet étonnement que décrit Platon, cet étonnement de l'aveugle-né qui n'a vu que ténèbres depuis qu'il existe et qui commence à voir le réel, je considérais l'image réfléchie du *Bien suprême*, de la vraie Lumière, du Soleil divin, de l'Etre, de la Vie, dans la notion véritable du *bien humain* ou de la *propriété;* et déjà je démêlais clairement comment la satisfaction aveugle du besoin a causé la chute de l'homme. J'avais un dégoût mêlé d'ironie pour les ombres dont se repaît le genre humain; j'avais surtout pitié, faut-il le dire! de mes anciens maîtres les savants, les économistes, qui me paraissaient les plus malheureux de tous ceux qui se nourrissent d'ombres dans la caverne obscure. Car, comme dit Platon, ces prisonniers-là sont seulement plus habiles à saisir des ombres; ce qui les conduit naturellement à être plus absurdes, plus insensés que tous les autres prisonniers.

— Oui, je te comprends, lui dis-je tout enthousiasmé. Je vois que mon économie politique de Smith et de Say s'é-

croule devant cette seule affirmation, que *la propriété, dans son essence, est indivise entre les hommes.*

Cet aveu sincère parut lui faire plaisir. Il me répondit, en fixant sur moi un regard amical, mais qui semblait pourtant m'interroger, pour savoir si j'avais une pleine conscience du principe que je venais d'admettre :

— Combien j'aime à t'entendre parler ainsi ! Tu feras bien, en effet, de brûler au plus vite tous ces savants livres qui t'ont coûté si cher. Il y a des hommes qui fondent la science sur l'observation du fait. Mais si le fait est *le mal*, ils ne s'en soucient guère; c'est toujours le fait, et pour eux toujours la science. Laisse-les chercher la loi de la vie dans la dissolution et la pourriture : ils ne trouveront jamais que la mort de leur propre intelligence dans une recherche pareille.

Est-ce que le mal, continua-t-il, peut engendrer le bien ? Non, mais le bien peut produire de bons effets *malgré le mal.* Le mal limite le bien; et, dans l'état d'ignorance et de péché où est tombée l'espèce humaine, le mal est comme une enveloppe obscure qui cache et déguise le bien, semblable à cette rouille qui se forme sur les métaux et en ternit l'éclat. Or ces prétendus savants voient le mal, et ils proclament que c'est le bien. Voilà toute leur erreur, ils ne se trompent que de cela, ils prennent l'enfer pour le ciel ! Ils voient la propriété divisée, et ils proclament que la division est l'essence de la propriété; ils ne s'aperçoivent pas que c'est l'imperfection et le mal. Ils voient les hommes en guerre, et ils proclament que l'égoïsme est le principe de la nature humaine; ils ne s'aperçoivent pas que c'est l'imperfection et le mal. Ils voient les hommes produire des richesses malgré cette imperfection et ce mal, et ils proclament que

la richesse se produit à cause de cette imperfection de la nature humaine et de ce mal qui la ronge. Ils ressemblent, trait pour trait, à un médecin qui n'aurait vécu que dans un de ces hospices où affluent les maladies produites par la débauche, et qui, n'ayant jamais vu la génération sans la maladie, proclamerait que la génération a pour accompagnement nécessaire et pour conditions normales toutes les affreuses maladies qu'il aurait étudiées. Ce médecin aurait besoin d'être guéri lui-même de sa folie; et tes économistes sont dans ce cas, eux qui ne s'occupent pas de guérir les hommes, mais d'accroître par leurs enseignements dogmatiques le mal qu'ils légitiment et qu'ils encensent. Laisse-les donc, laisse-les pour toujours, et regrette le temps que tu as employé à les suivre.

— Ce qui produit la richesse, demandai-je, est donc bien différent de ce qu'ils supposent?

— Si différent, que c'est le contraire. Ils sont précisément aux antipodes de la vérité. Sache que la loi qui crée, qui produit en ce monde, est une loi d'union, de synthèse, d'amour, d'unité; une loi violée, mais réelle et toujours subsistante, qui agit malgré le mal, et sous l'apparence que le mal lui donne en se superposant à elle. Or tes économistes proclament-ils cette loi? non; ils proclament, comme une loi, le contraire de cette loi. Ils sont donc à l'inverse du vrai, et les ennemis les plus prononcés que la vérité puisse avoir. Les médecins distinguent la santé de la maladie, les moralistes distinguent le véritable amour de tous les faux alliages que nos vices mêlent à l'amour : mais eux, ils confondent le vrai avec le faux, l'amour avec son contraire, la santé avec la maladie, la manifestation légitime de nos facultés avec l'abus effroyable que, par la permission de Dieu,

nous pouvons en faire... Mais qu'ai-je besoin d'insister là-dessus? Comprends la vraie loi économique, et tu comprendras surabondamment l'erreur des économistes. Or il me semblait tout-à-l'heure que tu la comprenais, cette loi divine et toujours subsistante malgré sa violation. Ne viens-tu pas de reconnaître que la propriété, dans son essence, est indivise entre les hommes! Les raisons mêmes, ou plutôt l'unique raison que l'on apporte en faveur de la propriété *divisée* en essence (comme si une essence quelconque pouvait être divisée du Tout éternel qui l'engendre), cette raison prouve que la propriété est *indivise* dans son essence. Car cette raison, comme nous l'avons vu, n'est autre que le besoin de propriété naturel à l'homme; et ce besoin, le besoin de chacun, prouve et suppose le besoin de tous. Mais si la cause dans l'homme de la propriété, à savoir le besoin de tous et de chacun, établit l'*indivision*, en principe, de la propriété, la manière dont se produit la richesse, ou en d'autres termes la cause hors de l'homme de la propriété, ne l'établit pas moins.

Je fus quelque temps à saisir cette formule. Mais enfin :

— Ah! je t'entends, lui dis-je. La cause hors de l'homme de la propriété, c'est la richesse produite; de même que la cause en nous de la propriété, c'est notre besoin. Or tu m'as déjà démontré que la production n'est jamais le résultat d'un travail individuel, mais que toute richesse est une résultante du travail social. Il n'y pas un seul fait de production qui ne résulte du concours de tous, du concours de la société tout entière, ou plutôt du concours de l'Humanité tout entière. C'est ce que tu appelles la COMMUNION...

— Ce n'est pas moi, ce sont tous les sages qui ont vu ce

grand principe de la production; et ils l'ont consacré comme un auguste mystère.

—Je vois, dis-je en riant que Notre Seigneur Jésus-Christ en savait plus long en économie politique que M. Jean-Baptiste Say et que son maître Adam Smith, l'*auguste fondateur de la science*, comme l'appelle *le Journal des économistes*.

—L'Evangile est semblable à la Révolution Française, il n'a pas encore été bien compris. La Révolution Française a servi à faire comprendre l'Evangile; mais ces deux grandes choses, l'Evangile et la Révolution, sont encore des prophéties. Il se fait, au reste, aujourd'hui dans l'esprit humain une métamorphose: la religion devient la science. Tu l'as dit, sans bien soupçonner toute la vérité de ce que tu disais, Jésus est le plus grand des économistes, et il n'y a pas de science économique véritable en dehors de sa Doctrine.

Et, pour me le prouver, il commença par me rappeler le passage de la *République* que j'ai cité tout-à-l'heure.

—Te souviens-tu, me dit-il, dans quelle admiration nous tombâmes quand, composant chez M. Didot l'édition publiée par M. Cousin de la traduction de Platon, par Grou, il nous arriva de lire ensemble le commencement du septième livre de la *République*, que j'avais à mon *visorium?* Platon suppose l'existence d'une caverne où depuis leur enfance, une multitude d'hommes vivent renfermés; et ces hommes sont chargés de chaînes, en sorte qu'ils ne peuvent ni se lever, ni marcher, ni tourner la tête. Derrière eux brille la lumière....

—Je me rappelle parfaitement cette caverne, interrompis-je, et il m'est avis qu'en t'écoutant je commence moi-même à en sortir. Seulement j'éprouve, à t'entendre, cette espèce d'éblouissement dont Socrate suppose qu'on est

frappé, quand on sort de là, et qu'on voit clair pour la première fois.

— Puisque tu as cette allégorie si présente à la mémoire, tu dois te souvenir aussi de la conclusion de Socrate : que nul ne sera digne de commander aux hommes, s'il n'est sorti de la caverne, et s'il n'a pénétré dans le monde des essences et de la vérité ; que nul ne conduira bien les affaires humaines, s'il n'a joui de la contemplation de l'idéal et du divin. Celui-là seul connaît la justice et la loi, dit Socrate, qui est parvenu à s'échapper de l'antre ténébreux. Or Jésus est venu après Socrate pour arracher les hommes à cette caverne, les délivrer de cet enfer où il se tourmentent pour des ombres, et les conduire à la lumière. Donc, si Platon a raison (et il a raison), Jésus est le plus grand des économistes, et quiconque nie fondamentalement sa Doctrine nie la science même de l'économie sociale.

L'entendant parler ainsi, il me prit un fou rire, et je ne pus m'empêcher de crier : — O ! l'étrange paradoxe, et qui ferait pâmer tout le nombreux troupeau d'Adam Smith ! Sais-tu que tu m'étonnes !

— Enfant ! me répondit-il, je vois bien que tu es dans cet état de demi-clairvoyance que nous disions tout-à-l'heure. Tu commences à voir, mais tu ne distingues pas encore. Attends donc que ton œil soit plus fait à la lumière. Tu es dans l'ignorance, ne te montre pas impie.

Et il continua ainsi :

— Quiconque est magistrat et dirige les affaires publiques sans l'idéal vu par Jésus n'est qu'un tyran absurde et grossier. Mais quiconque aussi écrit un livre d'économie politique en dehors de cet idéal n'est qu'un coureur d'ombres dans les ténèbres de l'enfer. Car si Jésus est sorti de la ca-

verne, s'il a gravi le chemin escarpé dont parle Platon, s'il s'est élevé jusqu'à voir le divin Soleil et la lumière qui en émane, il a donc vu la cause, l'essence de ce qui se passe sur la terre, dans l'obscurité où nous gémissons. Il l'a vue cette essence de la propriété et de la production qui fait l'objet de la science qu'on appelle économie politique. Il a vu comment se produit réellement la richesse au sein de l'Humanité, au sein des nations. Il n'a pas vu cela dans les ténèbres, comme une taupe, ainsi que le voient les savants de la caverne; il l'a vu dans la lumière.

—J'avoue que ton raisonnement m'embarrasse, repris-je; car il faut que j'admette ta conclusion, ou que je dénie du même coup la vérité à Socrate et à Jésus. Si Socrate dit vrai, il y a un certain Bien suprême, qui est l'essence du bien même et par conséquent la cause de tout ce qui se fait et se dit de bien ici-bas. Or Jésus est censé avoir vécu en communication avec ce Bien suprême. S'il en est donc ainsi, je suis forcé de convenir que Jésus est le plus grand des économistes. Mais pourtant je serais fort embarassé si on me demandait de le prouver. Montre-moi un peu cela, toi qui, à ce qu'il paraît, as gravi aussi sur la montagne.

—L'Evangile, reprit-il, est un livre inspiré, qui ne se traîne pas dans la poussière. Tout y est en figures et en paraboles. L'action est sublime, au point de dépasser toutes les conceptions des poètes; et le style, tout simple qu'il soit, ou à cause de sa simplicité, est la poésie même. Mais crois-tu qu'il soit pour cela impossible de traduire l'Evangile en formules logiques, et de le présenter sous la forme que vous aimez aujourd'hui, hommes sans poésie que vous êtes, et que vous décorez du nom de rationnelle et de scientifique? Cela est si peu impossible, que cette traduction,

je te l'ai faite depuis que nous causons ; je n'ai pas fait autre chose. Que t'ai-je démontré, en effet, et de quoi es-tu convenu ? Je t'ai prouvé que la propriété est indivise dans son essence entre tous les hommes, parce que la production se fait indivisiblement, et parce que le besoin, source de la production, est un apanage de l'espèce tout entière, qui donne droit à l'espèce tout entière. Ce n'est aucun homme en particulier, c'est l'espèce tout entière qui produit la richesse, et c'est aussi l'espèce tout entière qui a besoin. Nous sommes une *unité*. Le genre humain est solidaire. Hippocrate ne définit-il pas l'unité corporelle en ces termes : *Tout conspire, tout concourt, et tout consent.* C'est la plus belle définition que les médecins aient donnée de la vie. Déduis-en la conséquence relativement à la santé et à la maladie, c'est-à-dire au *bien* et au *mal*. Quand cette conspiration mutuelle vers un même but, ce concours amical, ce consentement fraternel des parties du corps humain n'a pas lieu, comment appelle-t-on cet état ? on l'appelle *maladie*, et la maladie tend à la *mort*. Quand l'harmonie existe, c'est la *santé*, et la santé tend à la *vie*. Or qui a mieux vu que Jésus en quoi consiste la *santé* et la *maladie ?* Qui a mieux vu que lui dans le corps social cette *unité* qu'Hippocrate nous montre dans le corps humain ? lui qui a voulu mourir, qui est mort pour procurer cette *unité !* Rappelle-toi donc sa prière au moment suprême : « *Je prie afin que tous ne* » *soient qu'*UN. *Comme toi, Père, tu es en moi et moi en* » *toi, qu'eux aussi soient en nous. Je suis en eux et tu es* » *en moi, afin qu'ils soient perfectionnés dans l'*UNITÉ. »

Mon ami s'arrêta, après m'avoir fait pour ainsi dire toucher du doigt le sens profond de l'Evangile. Je ne sais ce qui se passa dans mon esprit, mais en ce moment je vis clair.

—Ah! lui dis-je, tu as raison. Le grand propriétaire, parce qu'il est le grand producteur, c'est Tous indivisiblement, c'est l'Humanité. Or personne n'a mieux vu cela que Jésus, personne n'a mieux compris la loi de l'*indivisibilité* humaine à travers le temps comme à travers l'espace. Oui, je le confesse, Jésus est le plus grand des économistes. Qu'ils ne s'appellent pas des savants, mes anciens maîtres de la caverne, eux les plus ignorants des hommes, les plus myopes, les plus attachés à leurs fers; qu'ils ne s'appellent pas des savants, eux qui blasphèment dans toutes leurs paroles la sainte doctrine de Jésus!

—Rien ne se fait de bien sur la terre, continua mon ami, sans la Cause. Or Jésus a vu la Cause. Il a vu, il a aimé, il a senti, il a reçu en lui et incarné cette Cause de tout bien, qui est le Bien suprême, comme l'appelle Platon. En Dieu, il a vu l'Humanité; dans l'essence de l'Humanité, il a vu l'essence de la production et de la richesse. En prononçant la loi de Dieu, il a donc implicitement prononcé la loi souveraine de la véritable économie politique. Que les savants de la caverne ne la voyent pas dans l'Evangile, je le conçois parfaitement; mais cela empêche-t-il qu'elle y soit? Ils sont aveugles, voilà tout.

Je suis heureux, ajouta-t-il, si je suis parvenu à te la faire voir, cette loi de la production qui s'exprime dans un seul mot: *Aime*. Sans l'amour, en effet, en prenant ce terme dans sa généralité, point de production, puisque point de génération. C'est l'amour qui engendre, c'est l'amour qui produit. Le contraire de l'amour ne sert qu'à détruire. Donc le contraire de l'amour ne saurait produire la richesse. Mais ici vient se placer ce que tu n'as peut-être pas suffisamment compris. Le bien, quoique existant seul par lui-

même, ne se manifeste, dans notre monde déchu, qu'avec une croûte de mal, si je puis m'exprimer ainsi. Or les économistes du jour prennent cette croûte et cette souillure pour la cause génératrice, la cause efficiente de la production. Et voilà pourquoi ils proclament l'intérêt, l'égoïsme, l'avidité, l'avarice, tous les péchés, tous les vices, tous les crimes, comme la vraie source de la richesse. Ils se trompent grossièrement. Ce qui produit, c'est le bien mêlé à ce mal; c'est l'amour, c'est la charité, c'est l'association; c'est l'unité virtuelle qui existe dans l'Humanité; c'est le lien divin qui réunit les morts aux vivants, qui associe les peuples les plus étrangers en apparence les uns aux autres, qui rend les maîtres et les esclaves solidaires les uns des autres, qui change les larmes et les souffrances en salut profitable à tous, et qui a fait de la mort de Socrate et de Jésus une rédemption pour le genre humain.

J'écoutais mon ami. Pourquoi ne puis-je pas rendre, avec la force et la clarté que je voudrais, ce que je compris alors! Mais ce que nous sentons si vivement quand notre âme est échauffée et comme ravie, nous ne pouvons le retrouver après le refroidissement. Une sorte d'éclair illuminait à la fois pour moi le présent, le passé, l'avenir.

Je voyais en esprit la caverne, les prisonniers chargés de fers, et les ombres passant devant eux. Je me disais : C'est là l'enfer, l'enfer véritable, il n'y a pas d'autre enfer. Les plus saints docteurs du Christanisme n'ont-ils pas défini l'enfer *l'éloignement de la vue de Dieu?* Or, dans la caverne, tout occupés que nous sommes des ombres, nous tournons en effet le dos à la lumière, nous ne voyons pas Dieu. C'est donc là l'enfer; et c'est un enfer véritable, et qui se continue apparemment à travers les générations,

jusqu'à ce qu'arrive le royaume de Dieu prédit par Jésus.

Il me prit une grande douleur d'être dans cet enfer, et un grand désir d'y échapper. Mais je ne voyais, pour cela, que le chemin indiqué par Socrate, l'intuition de la Vérité; à quoi j'ajoutais avec Jésus la propagation de cette Vérité, le soin de la répandre et de la faire fructifier chez tous les hommes. Car la solitude sur la montagne est encore un égoïsme, et le contraire de la loi d'unité et d'amour donnée par Dieu à notre espèce.

Oui, me disais-je, cet enfer a beau être froid par places, et par places plein de feux dévorants, comme l'enfer de l'Evangile et comme les cercles du Dante; il a beau être obscur, ténébreux, et rempli de déceptions, comme la caverne de Platon, il faut y rester. Mais il faut, tout en y restant, tourner ses yeux vers la Lumière.

En ce moment, je me rappelai le sermon sur *la montagne*, ce divin discours qui commence ainsi: *Bienheureux les pauvres.*

— Voilà une idée singulière qui traverse mon esprit, dis-je à mon ami. Me trompé-je? Il me semble que Platon me fait comprendre l'Evangile, et que Socrate m'explique Jésus. La montagne d'où Jésus proclame sa loi, cette montagne qui n'a pas de nom dans les évangélistes, tandis que tous les autres lieux où l'action se passe sont indiqués par leurs noms propres, cette montagne qui est seulement désignée en ces termes: «Jésus, considérant le peuple qui »l'entourait, monta sur la montagne, et parla ainsi; » ne serait-ce pas précisément la même montagne allégorique dont parle Socrate, la montagne située auprès de la caverne où le genre humain se repaît de fantômes?... Oui (continuai-je me parlant à moi-même et me confirmant dans ma

pensée, pendant que mon ami paraissait réfléchir profondément sur ce que je venais de dire) ; oui, il n'y a pas à en douter, Jésus répond à Socrate, et Socrate annonça Jésus ; l'Evangile de Jésus est la suite plus divine encore de l'évangile du maître de Platon. O sages tous deux crucifiés par les hommes, quand vous veniez racheter les hommes, je vous salue ensemble. Comment est-il possible qu'on vous ait séparés, vous qui êtes unis au sein de la Lumière !

—Il est bien certain, me répondit-il après un long silence, que Jésus n'a jamais pu prononcer, devant une multitude qui n'aurait pu entendre sa voix, le discours où S. Matthieu lui fait exposer sa doctrine. C'est donc une allégorie ; et je ne vois rien qui contredise ton idée, que cette allégorie se rapporte à celle de Platon. Jésus monte sur la montagne qui, de l'antre ténébreux, conduit à la lumière ; et que voit-il sur la montagne ? Il voit l'essence des choses ; il voit l'indivisibilité du genre humain dans la production de la richesse. Et il en conclut l'iniquité de la répartition actuelle. Et il s'écrie : *Bienheureux les pauvres !* Et il a raison. Car dans l'essence des choses, aux yeux de l'éternelle Intelligence, qui sait comment la richesse se produit, ce sont les pauvres qui produisent la richesse ; de même qu'aux yeux de l'éternelle Justice, ce sont eux qui la méritent et qui l'obtiendront un jour, transformée, purifiée, divinisée par le principe qui, de l'Etre éternel tout-puissant, tout-aimant, tout-intelligent, s'est communiqué à l'homme et incarné dans l'Humanité. C'est l'homme uni à l'homme qui produit ; c'est l'association humaine, la COMMUNION humaine qui produit la richesse, et non l'égoïsme. Donc *bienheureux les pauvres*, puisque c'est en eux, dans leur association, dans leur travail en commun sous la loi d'un maître, que subsiste, affaiblie et

dégradée, la loi créatrice, la loi qui produit. O association humaine, société véritable, qui n'existes pas encore, mais qui seras un jour; si tu es déjà en germe dans le monde, si tu agis, et produis, et crées avant de t'être manifestée dans ta splendeur et dans ta gloire réservée pour l'avenir, c'est dans le peuple déshérité de la répartition et condamné tantôt à l'esclavage, tantôt au salaire, que tu agis, que tu produis, que tu crées. Là du moins tu es, tu es en germe. Là aussi est avec toi la puissance divine, dont tu n'es qu'un reflet et une image. Mais il fallait un homme prédestiné entre les hommes, un prophète après tant de prophètes, un successeur de Moïse, un successeur de Socrate, pour te découvrir, et, te faisant sortir de la souillure, te proclamer dans la gloire.

—O Jésus! m'écriai-je; et des larmes coulèrent de mes yeux. Je me sentais purifié par ces larmes de ma longue incrédulité, de mon scepticisme, et de ma fausse science.

En ce moment, une lourde main pesa sur mon épaule. Je me retournai brusquement, et me trouvai nez à nez avec la grosse figure du marin. Il avait encore cet air de courroux et de reproche que je lui avais déjà vu; mais il me faisait toujours l'effet du meilleur homme de la terre, malgré ses mines furibondes et ses yeux qui roulaient dans leurs orbites.

—Vous êtes des fous! me dit-il, oui des fous! et il me fit la grimace. Celui-là, continua-t-il en montrant mon ami, est le plus fou de vous deux; mais, si vous le laissez faire, il vous rendra aussi fou que lui. Quelles sornettes nous contez-vous là, avec votre Jésus! Est-ce que vous êtes des femmes, ou de misérables *calotins?* Jésus! est-ce qu'il s'agit de Jésus? Que fait votre Jésus aux choses de ce

monde? J'aimerais mieux invoquer la Vierge, comme j'ai vu faire, dans la Méditerranée, à ces imbéciles d'Italiens; car, dans l'Océan, il n'y a plus que quelques stupides sauvages de Saint-Pol-de-Léon qui invoquent quelque chose quand la mer est houleuse. Mais enfin, quant à être bête, j'aimerais mieux l'être tout-à-fait, et prier la Madone, comme il l'appellent, que votre Jésus : au moins, c'est une femme qu'on pric, et ça ragaillardit toujours le cœur de penser aux femmes. Mais tout cela, ce sont des bêtises. Du fer, des balles, voilà ce qu'il faut et ce qui suffit à des hommes. Mais...

Il fut quelque temps sans achever sa phrase. Je m'attendais à son éternelle redite. Il n'y manqua pas, en effet; et, ôtant sa pipe de sa bouche, il me lâcha un nuage de fumée en me criant de sa plus grosse voix :

— Vous êtes comme des rats !

J'éclatai de rire.

— Eh ! vieux, lui dis-je, vous ne savez pas de quel Jésus nous parlons, moi et mon ami. Vous croyez bonnement que c'est de celui des prêtres ! Il y en a un autre, vieux, que vous aimeriez comme nous, si vous le connaissiez.

— Bah ! dit-il naïvement, il y en a donc eu plusieurs? je n'en savais rien. J'ai embarqué le 16 prairial an II, et je ne connais pas toutes vos histoires. Vous pensez bien que je n'ai pas lu comme vous ! J'ai lu la vie de Jean-Bart et quelques autres livres encore, mais je ne me suis pas occupé de la vie de Jésus; ce n'était pas un marin. Enfin il y a donc eu un autre Jésus que celui des prêtres? c'est possible qu'il y ait eu quelque honnête homme de ce nom..... Mais c'est égal. Il ne s'agit pas de tant raisonner, ou de tant déraisonner. Du fer et des balles, je ne connais que ça.

— Savez-vous, vieux, ce que répondit Camille Desmou-

lins, quand on lui demanda son âge au tribunal révolutionnaire?

— Non.

— Eh bien! il répondit : *Trente-trois ans, l'âge du sans-culotte Jésus-Christ.*

— Vous voyez bien que vous vous moquez de moi. Camille Desmoulins parlait de Jésus-Christ, et non pas d'un autre Jésus.

— En ce cas, cela devrait vous donner à penser. Car pour que ce grand révolutionnaire Camille ait donné à Jésus un tel certificat de civisme, il fallait bien qu'il le méritât.

— C'est possible. Camille était un bon diable, quoique l'*autre* ait été forcé de lui couper la tête. S'il a dit cela de Jésus-Christ, il avait ses raisons, et peut-être avez-vous raison aussi. Mais c'est égal, tout cela ne me va pas. C'est trop loin de nous. Allez donc faire revenir le monde après je ne sais combien de siècles. Les prêtres ont fait de Jésus le *petit bon Dieu*, comme on dit dans mon village. Avec leur petit bon Dieu, ils nous ont crevé les yeux, et nous ont fait mettre à genoux. Je ne veux pas me mettre à genoux, moi! je ne m'y suis jamais mis que pour tirer le canon.

Et là-dessus le voilà de plus en plus furieux, qui finit par m'appeler *jésuite.*

Je riais, je riais aux éclats; je ne pouvais plus me contenir.

Plus je riais, plus il enrageait. Il jurait tous ses jurons, il maudissait le pape et les cardinaux, les évêques et les curés, et finissait toutes ses kyrielles d'injures par : « *Du fer, des balles!* je vous dis qu'il faut du fer et des balles, et pas autre chose. »

L'homme aux lèvres pincées cherchait vainement à le

modérer. Ce personnage mystérieux, qui depuis longtemps n'avait pas proféré une parole, se bornant à nous écouter, paraissait souffrir impatiemment les incartades du marin.

— Silence, silence, lui cria-t-il à la fin. Vous êtes trop bavard !

Et s'adressant à moi :

— Citoyen, il faut que nous nous revoyions. Nous avons quelque chose à nous dire. Avec des hommes comme vous, que ne ferait-on point ?

— Je ne vous comprends pas, repris-je. Que signifie ce langage, et qu'avons-nous à nous dire ?

— Plus que vous ne croyez peut-être.

Je n'eus pas le temps de lui répondre. Notre attention fut détournée par un incident assez étrange. Le chauffeur causait, à quelques pas de nous, avec le grand charpentier et d'autres ouvriers. Ils rompirent tout-à-coup le cercle qu'ils faisaient autour du poële, et se portèrent tous ensemble à la table où nous étions. Puis le chauffeur, s'adressant à mon ami :

J'aime qu'on me mette les points sur les *i*, vous le savez. Dame ! je suis comme cela, moi. Je ne dis jamais *je comprends* que quand je comprends. Je veux voir clair, et crains de me tromper ; il ne faut pas se tromper quand on conduit une machine à vapeur ! Voici donc ce que je veux vous demander. Je conviens maintenant que c'est nous, les ouvriers, qui payons les équipages des riches ; et ces messieurs avec qui je causais en conviennent comme moi. Nous saisissons maintenant la malice de la chose. Il faudrait que la nation déterminât le revenu de tous ceux qui nous font travailler, comme elle fait pour les officiers. Au moins, à l'armée, les officiers ne peuvent pas gruger le soldat. Si la paye du sol-

dat est de six sous, elle est de six sous ; l'officier n'a pas à en rogner un liard. Et puis l'officier n'employe pas le soldat hors du service. Le capitaine d'une compagnie ne fait pas battre sa compagnie contre celle d'un autre capitaine. A la bonne heure, parlez-moi d'une machine ainsi organisée. Mais l'industrie ! quel *tohubohu*, quel massacre, quelle guerre !...... Tenez ! J'étais à Lyon dans les *Inexplosibles* de la Saône (*inexplosibles*, si l'on veut ; c'est une enseigne comme une autre, une attrape pour les benets, qui n'osent pas monter sur un bateau, crainte de la chaudière, mais qui se rassurent quand ils voyent en grosses lettres sur un écriteau *Inexplosibles* ; ils se croyent garantis contre l'incendie). J'étais donc à Lyon dans les prétendus *inexplosibles*, bien attentif pourtant à ma chaudière et à graduer mon feu, lorsqu'un camarade vint me dire : « Veux-tu gagner dix sous de plus par jour ? Il y a monsieur un tel qui vient de faire une concurrence à vos bateaux. Il prétend qu'il vous devancera d'une demi-heure dans le trajet de Châlons à Lyon. Il a besoin d'un chauffeur ; il te donnera dix sous de plus. » « Grand merci ! répondis-je, il me donnerait dix sous de plus aujourd'hui, qu'il me les retrancherait demain. D'ailleurs, je suis bien où je suis ; je suis habitué à ma machine, elle à moi, nous nous connaissons. » Je refuse, un autre accepte ; il y a tant de *meurt-de-faim*. Savez-vous ce qui est arrivé ? Au premier voyage, l'entrepreneur de la concurrence était sur son bateau, qu'il avait appelé l'*Eclair*. Nous partons de Châlons au petit jour ; je chauffais l'*Inexplosible* ; celui qui avait accepté à ma place, et qui se nommait Jacques, chauffait l'*Eclair*. L'*Eclair* part le premier, et bientôt je le devance ; je ne poussais pourtant pas mon feu plus qu'à l'ordinaire. J'ar-

rive à Mâcon le premier ; nous débarquons nos passagers pour Mâcon ; et nous voilà en route pour Lyon. L'*Eclair* était toujours derrière. L'entrepreneur (je l'ai su depuis) se désolait. Il appelle Jacques : « Je suis perdu, dit-il, si nous n'arrivons pas les premiers. J'ai engagé cent mille francs dans cette affaire. Si l'*Inexplosible* nous devance, notre annonce fera rire de nous, et nous n'aurons pas de voyageurs. Il faut arriver les premiers ; il le faut, il le faut à tout prix. Chauffez, chauffez fort, ne craignez pas d'élever la pression. — Mais, dit Jacques, il y a du danger, monsieur ; êtes-vous bien sûr de la chaudière ? — Sûr ou non, il faut arriver. Vous n'avez que des ordres à recevoir de moi. Etes-vous donc un poltron ? Je m'expose bien, moi capitaliste, à sauter, si tant est que nous devions sauter. Qui m'a donné un lâche de votre espèce ? » Jacques ne répond rien ; il rentre dans sa cabine, boit un verre d'eau-de-vie, et chauffe. Il chauffa tant, le malheureux, qu'il arriva à Lyon ayant sur moi une avance de deux portées de fusil ; mais cric ! crac ! pataplan ! voilà que le bateau saute avec lui Jacques que je regrette de tout mon cœur, avec ce maudit capitaliste que le diable avait fait si hardi ce jour-là pour son malheur, et avec cinquante passagers, des hommes, des femmes, des enfants : c'était horrible à voir ; imaginez les membres de ces pauvres créatures rejetés jusque sur le quai de Lyon, ou flottant au milieu des eaux. Hé bien ! voilà l'industrie ; des faillites, des baisses de salaire, une guerre de tous contre tous, enfin un *tohubohu*. Mais qui gagne à tout cela ? vous nous l'avez bien fait voir : les capitalistes, ceux qui ayant déjà beaucoup d'argent, sont les maîtres des petits entrepreneurs comme des ouvriers, des machines comme du travail. Ceux-là, étant toujours les maîtres, mettent de

leur côté tout ce qu'ils veulent mettre. C'est ainsi que nous les payons, nous qui travaillons ; nous les payons par notre travail même, tandis qu'ils se carrent, prétendant que ce sont eux qui nous payent, qui nous font manger le morceau de pain que nous mangeons. Vous nous avez fort bien expliqué tout cela ; et quoique je n'aie pas compris la centième partie de vos paroles, j'en ai compris assez, pour ne l'oublier de ma vie. Mais nous avons, moi et ces messieurs, une question à vous faire, une simple question. Peut-être cependant, toute simple qu'elle soit, ne pourrez-vous pas nous satisfaire. Voici de quoi il s'agit. Vous nous avez dit que le budget public, le budget national, le budget proprement dit, celui que votent les Chambres, est d'un milliard je ne sais combien de millions. Supposons un milliard et demi, en comprenant une foule d'impôts perçus en dehors de ce budget, tels que les droits d'octroi des villes et les taxes de tous genres. Or, à combien croyez-vous que s'élève le budget non public, le budget occulte levé arbitrairement par les capitalistes, par les seigneurs de l'industrie, sur le travail de la nation, et par conséquent sur nous prolétaires, qui composons la presque totalité de cette nation ?

Le lecteur se rappelle cette comédie où le *joueur*, occupé de ses pertes de la veille, est interrompu par son valet qui lui demande :

> Ce Sénèque, monsieur, était un honnête homme ;
> Était-il de Paris ?

Le *joueur* répond, sans se détourner de ses pensées : *Non, il était de Rome.*

Mon ami, sans sortir de sa rêverie (car il paraissait à

peine avoir écouté la longue allocution du chauffeur), répondit vivement et sans autre commentaire :

— Quatre milliards.

— Corbleu ! nous avons bon dos, s'écria le grand charpentier, s'il est vrai que nous payons tout cela. Quatre milliards et un milliard et demi, ça fait cinq milliards et demi. Mais combien donc gagne la France pour payer cinq milliards et demi ?

— La France, dit mon ami, produit par an neuf milliards.

— La France, interrompis-je, ne produit que neuf milliards, et tu dis que nous en payons cinq et demi aux gouvernants et aux capitalistes ! il ne nous en resterait donc que trois et demi !

— C'est tout ce qui nous reste, répondit mon ami.

— Combien sommes-nous, dis-je, pour vivre avec ces trois milliards et demi?

— Nous sommes trente-trois millions.

— Et eux, les gouvernants et les capitalistes, combien sont-ils?

— Ils sont un million, c'est-à-dire deux cent mille propriétaires et leurs familles.

— Voilà qui est affreux, dis-je. Comment ! trente-trois millions d'hommes, d'un côté, vivant avec trois milliards et demi de salaire, et un million de l'autre partageant cinq milliards et demi ! quelle effrayante inégalité !

Oui, dit mon ami, nous sommes trente-trois millions qui n'avons pas, en moyenne, cent francs par tête; et ils sont un million qui ont par tête, en moyenne, cinq mille cinq cents francs de revenu ! Voilà les chiffres !

— Parbleu, madame, s'écria un jeune homme qui n'avait encore rien dit, mais qui en revanche avait écouté attentive-

ment, versez un litre, et que chacun de nous boive à la santé de monsieur.

— C'est ça, Ferdinand, c'est avoir des sentiments, dit le vieux marin; tu es reconnaissant, ça me plaît.

Je fis venir un litre à mon tour, le marin fit de même, et tous ceux qui étaient dans la boutique trinquèrent de nouveau avec nous. Mais cette fois ce ne fut pas au cri de : *Vive la liberté.* Je ne sais ce qui s'était passé dans les autres; mais, quant à moi, ces chiffres étonnants, prodigieux, qui me montraient à quel point, au nom de la liberté même, nos fers étaient rivés, m'avaient fait une impression indéfinissable.

— Es-tu bien sûr de ce que tu nous dis là? continuai-je.

— Oui, reprit-il; mais le plus grand mal, ce n'est pas que l'inégalité existe déjà à ce point. Le plus grand mal, c'est qu'elle continuera de faire des progrès, et qu'elle emportera la France. Chaque jour, chaque heure, chaque minute nous conduit de l'inégalité affreuse où nous sommes à une inégalité plus affreuse encore. Nous ne faisons rien qui n'augmente cette inégalité. Tout travail, toute production, toute invention nouvelle l'augmente. Et comment n'en serait-il pas ainsi, puisque sans cesse le *revenu net* augmente, tandis que le *salaire* n'augmente pas.

— Mais le remède? lui dis-je.

— Ah! le remède! s'écria-t-il.

Il se passa en lui je ne sais quoi, comme la première fois qu'il s'était subitement interrompu dans ses raisonnements. Sa figure prit l'expression d'une profonde tristesse. Il leva les yeux au ciel, et, comme hors de lui, il me répéta ce qu'il m'avait déjà dit :

— Des tigres, des loups, des renards, des... que veux-tu faire avec cela?

Puis il ajouta :

—Nous sommes dans la période de la féodalité industrielle. M. Aguado ou M. de Rothschild, voilà les Montmorency de la France.

Et il se mit à rire d'un rire qui me fit mal.

Les ouvriers le regardaient avec un certain étonnement, mêlé d'admiration.

Le marin me dit à voix basse :

— Je vous ai déjà dit qu'il est un peu fou, votre ami...... Mais c'est égal, ajouta-t-il, il dit de bonnes choses.

— Non non, m'écriai-je tout haut ; il n'est pas fou. C'est la propriété telle que nos vices la font qui est la cause de tous nos maux. C'est vous, vieux, c'est moi, c'est nous tous qui sommes fous. Nous sommes ces tigres, ces loups, ces renards dont il parle.

Et laissant le marin, oubliant où nous étions et qui nous entourait, tout entier à l'idée, je pris mon ami par le collet, et m'écriai :

— Achève de me satisfaire. Je ne sortirai pas d'ici que tu ne m'aies défini clairement la propriété. J'ai besoin de savoir si tu es fou, en effet, ou raisonnable.

— Est-ce la propriété en général que tu veux que je te définisse? Hé bien, c'est *le droit de tous et de chacun à la propriété*.

— Ce n'est pas la propriété en général, c'est la propriété à l'usage de l'individu que je veux que tu me définisses.

— Cette seconde définition n'est qu'un corollaire de l'autre. Si la propriété en général est *le droit de tous et de chacun à la propriété*, il s'ensuit que la propriété individuelle est *le droit pour chacun d'user d'une chose déterminée, de la façon que la Loi détermine*. En d'autres termes, et pour

employer ce qui est bon dans la définition que les légistes donnent ordinairement de la propriété, c'est *le droit d'user, tel que le détermine la Loi.*

— Je t'entends; tu rejettes de la définition des légistes le *droit d'abuser....*

— N'est-ce pas une des hontes de l'esprit humain que d'avoir proclamé le droit d'abuser. Ces termes mêmes *droit* et *abus* hurlent de se trouver ensemble.

— Et tu fais intervenir la Loi dans l'usage.

— Assurément. La Loi seule fonde la propriété, c'est donc elle qui en détermine l'usage.

Je ne sais comment vous êtes, Lecteur, quand vous recevez de quelqu'un la vérité; mais moi je n'ai jamais pu entendre une idée juste sortir de la bouche d'un homme sans me sentir son obligé et sans être reconnaissant envers lui.

— Merci, dis-je à mon ami; je n'oublierai pas ce que tu m'as appris. La conversation a suivi je ne sais quel détour; mais c'est assurément un détour heureux pour moi, que celui qui, d'une voiture passant sur le quai, nous a conduits à des vérités si certaines. Notre point de départ fut très simple; Sont-ce les riches qui payent les pauvres, ou les pauvres qui payent les riches? Mais nous n'avons pu le savoir, ou du moins moi je n'ai pu le savoir qu'après avoir pénétré dans la sphère où réside, comme dit Platon, la Cause, et avec elle la vraie Justice. Pour me conduire jusque là, tu t'es accommodé à ma faiblesse, et tu as consenti à te servir de mon langage. J'étais enivré de ce qu'on appelle l'économie politique : tu as discuté avec moi en employant l'espèce d'*argot* dont se compose cette prétendue science. Je faisais consister toute vérité dans la connaissance du fait. Tu m'as expli-

que la vraie nature du fait ; tu m'as montré le salaire payant le capital qui semble le payer, et tu m'as révélé ainsi la *malice de la chose*, comme on disait tout-à-l'heure, malice qui fait les travailleurs pauvres et les oisifs riches. Je n'oublierai jamais tes deux budgets, le budget des capitalistes, et le budget de l'Etat, qui est encore à bien des égards le budget des capitalistes, ni ta formule de la propriété actuelle suite de la féodalité. Ce sont des pensées qui se gravent et ne s'effacent plus. En t'écoutant, je croyais toujours marcher sur mon terrain ordinaire, quand déjà j'avançais dans une région tout-à-fait inconnue de moi. Je me suis trouvé tout-à-coup dans la science, dans la science véritable, dans ce qu'on pourrait appeler la philosophie de l'économie politique. Tu m'as montré comment la richesse se produit indivisiblement par tous, et comment le partage, ou ce qu'on appelle la distribution, constitue plutôt aujourd'hui un pillage qu'un partage véritable. Tu m'as expliqué l'illusion qui fait que tous les hommes prennent le partage de la propriété pour la propriété ; et de cette illusion funeste, de ce partage insensé, de ce pillage, j'ai vu sortir le mal. J'ai donc vu comment l'ignorance humaine engendre la fausse propriété et tout le cortège des innombrables fléaux qu'elle entraîne avec elle. Alors tu as fait apparaître à mes yeux, au moment convenable, Socrate et Jésus, et tu me les as fait comprendre l'un par l'autre.

— Je t'assure que tout cela s'est fait naturellement et sans nul apprêt. C'est toi d'ailleurs qui as conduit la conversation, je n'ai fait que te répondre.

— Oui, je jure qu'avec toi, guidé par tes paroles qui étaient pour moi comme des ailes, j'ai pu m'élever aujourd'hui jusqu'à voir ce que je n'avais jamais soupçonné, le

Bien suprême, cause du bien humain ou de la propriété; et je sais maintenant ce que devrait être la propriété sur la terre et ce qu'elle est. Merci, encore une fois; me voilà riche, tu m'as enrichi. La vérité est une richesse, quoi qu'en dise le vieux ici présent, qui ne connaît que le fer et les balles.

— Le vieux dit que vous êtes des fous, interrompit le marin, et de plus de pauvres diables!

— Non, poursuivis-je, nous ne sommes ni fous ni pauvres, quoique nous n'ayons peut-être pas à nous deux vingt sous dans notre poche; nous ne sommes ni fous ni pauvres, puisque nous savons en quoi consiste la vraie propriété et la vraie richesse. Rousseau n'a-t-il pas dit: «La vérité générale et abstraite est le plus précieux de tous les biens; »sans elle, l'homme est aveugle; elle est l'œil de la raison; »c'est par elle que l'homme apprend à se conduire, à être »ce qu'il doit être, à faire ce qu'il doit faire, à tendre à sa »véritable fin.»

— Rousseau était un autre fou, grommela le marin.

— Nous sommes si peu fous, mon cher, qu'en nous s'est vérifié ce que dit Socrate, qu'il faut avoir pénétré dans le monde des essences (tant pis pour vous, vieux, si vous ne comprenez pas), qu'il faut, dis-je, avoir vu l'idéal, pour posséder quelque notion politique véritablement pratique. Vois, en effet (continuai-je en m'adressant à mon ami), ce qui est arrivé, lorsque je t'ai ramené brusquement sur la terre, en te demandant *subitò* une définition de la propriété, une définition pratique, que tout le monde pût comprendre et accepter. Tu n'as pas hésité, tu m'as servi à la minute. Tu me l'as donnée à l'instant même, cette définition, nette, précise et si pleine d'évidence, qu'il faudrait être insensé,

ce me semble, pour lui refuser son assentiment. C'était le fruit de notre voyage *en haut*, si je puis m'exprimer ainsi. Car cette définition de la propriété était en quelque sorte le résumé de tout ce que tu avais dit sur l'essence de la propriété.

— Elle en était au moins la suite et la conclusion.

—Une théorie qui conduit à une vérité claire ne saurait être une erreur. Or est-il rien de plus conforme au bon sens que cette définition, qui exclut l'*abus* de la propriété, et fait intervenir la *loi* dans l'*usage* ou la *jouissance*. L'idéal qui te l'a fournie est donc réellement l'idéal. Comment se fait-il qu'une pareille définition ne soit pas en tête de toutes les constitutions? Cette vérité n'a-t-elle donc jamais été vue par les législateurs, formulée, décrétée, sanctionnée?

—Elle l'a été! me dit-il, elle l'a été! elle l'a été!

Il répéta trois fois ces mots *elle l'a été* avec un enthousiasme que je ne saurais rendre. C'était comme s'il m'eût appris la plus heureuse nouvelle du monde; et je doute qu'Archimède, lorsqu'il s'écria *J'ai trouvé*, ait eu un accent plus sublime.

Mais il s'arrêta tout-à-coup, et se mit à réfléchir. Avait-il rencontré un obstacle qui l'empêchât de s'expliquer? Enfin il se dit à lui-même, assez haut pour que je l'entendisse :

—Il faut bien *qu'il le voie* tôt ou tard!

Qu'avait-il donc à me faire voir! Il me regardait, il me considérait; il semblait se tâter, pour savoir si j'étais digne qu'il me montrât ce que je devais voir tôt ou tard.

Tout-à-coup il ouvre son gilet avec tant de vivacité qu'il arrache presque les boutons, et le voilà qui détache

de son cou une forte chaîne d'acier à laquelle pendait... comment appeler ce qui était attaché à cette chaîne? faut-il l'appeler une boîte, une plaque, ou un médaillon?

Pour la grandeur, cet objet ressemblait bien, en effet, à ces larges *plaques* que portent dans les cours les chambellans, les ministres, les ambassadeurs, et *tutti quanti*. On appelle vulgairement ces plaques des *crachats*. Est-ce pour signifier que l'auguste monarque a daigné *cracher* sur ceux qu'il honore? Les rois ressemblent-ils au Dalaï-Lama, dont les ordures sauvent! A ce propos, je viens de lire dans un journal que le nouveau roi de Suède a craché, à son avénement au trône, sur........ je ne dirai pas sur qui. Voyez la liste dans les *Débats*. Est-ce que la reine Pomaré n'a pas aussi institué quelque ordre à crachats pour en gratifier les poètes sonores de Paris et les philosophes éclectiques?

Ce que je puis affirmer, c'est que mon ami n'avait jamais reçu aucun crachat d'aucun roi. Il n'était chevalier d'aucun ordre, ni de la jarretière, ni de l'éperon, ni de la toison d'or, ni du lion, ni de l'aigle blanc ou noir ou rouge, ni de l'écrevisse, ni de la tortue, ni de l'éléphant. Seulement il avait un insigne qu'il ne portait pas ostensiblement, puisqu'il le mettait entre sa chemise et son gilet.

Les plaques des grands seigneurs sont plates et sans profondeur; elles ne consistent qu'en une simple étendue brillante, une pure (ou impure) surface. Mais le médaillon de mon ami avait une profondeur mystérieuse; il s'ouvrait par un ressort.

Il commença par le tirer hors d'une sorte d'étui ou de gaîne, qui me parut faite ou recouverte d'un épais velours. Nous vîmes alors une boîte, convexe par-dessus, concave

par la face destinée à reposer sur la poitrine, et dont l'épaisseur était à peu près celle d'une montre ordinaire. Cette boîte avait la forme ronde, comme le soleil et la lune. Elle était d'argent, mais recouverte d'un côté par une glace; sous cette glace était un portrait. Le cadre était d'or tout uni; seulement quatre chatons avaient dû renfermer des pierres précieuses, qui avaient été enlevées, à l'exception d'une seule, qui me parut un rubis, un beau rubis entre le rose et le pourpre.

Surpris de cet étrange talisman, que j'ignorais faire partie de l'habillement de mon ami, je le reçus de sa main, et me mis à le considérer d'un air... je ne saurais dire l'air que j'avais; ce devait être une sorte de stupéfaction mêlée d'inquiétude sur la santé morale de mon ami. Quel rapport, en effet, pouvait-il y avoir entre cet objet de toilette et notre conversation? Le chauffeur, qui regardait par-dessus ma tête, vit tout de suite qu'il y avait un secret, et me dit: — «Ouvrez donc, que nous voyions ce qu'il y a dedans. Quel drôle de bijou! C'est-il malheureux que ces pierreries soient ôtées! Le beau rubis balais qui reste! Ça vaut de l'argent.» Je n'écoutais pas le chauffeur; je regardais tristement le portrait recouvert de sa glace, laquelle était largement fêlée en deux endroits, malgré l'étui de velours. Ce n'était pas une miniature délicate, une peinture au pastel ou à l'huile, que ce portrait, mais un simple trait, un crayon sur du papier gris, qui paraissait avoir été bien des fois mouillé de larmes; car on voyait comme les marques qu'auraient laissées des pleurs. Non, ce portrait ne pouvait pas être l'œuvre d'un peintre, ni même de quelqu'un qui sût dessiner. C'était une esquisse péniblement faite par une main bien inhabile sans doute, et qui avait effacé souvent et repassé

sur les traits. Pourtant il y avait dans cette ébauche une expression remarquable, et tant de naturel qu'on pouvait dire avoir vu l'homme qu'elle représentait. Une main novice, guidée par l'amour, peut arriver à l'expression et à la ressemblance mieux que la main du peintre le plus habile; un simple crayon vaut quelquefois sous ce rapport un portrait. C'était une belle tête de jeune homme, et qui me parut avoir quelque ressemblance avec mon ami.

— Ouvrez donc, me disait l'impatient chauffeur.

Je pressai un ressort, et le médaillon s'ouvrit.

— Rien dedans! dit le chauffeur.

— Si fait, lui dis-je.

J'apercevais un papier, mais qui était tout rouge.

Je dépliai ce papier. Je vis une tache de sang, si grande qu'elle couvrait presque la feuille tout entière.

Ce n'était pas du sang comme celui qui sort des veines; c'était du sang comme celui qui sort des artères, comme celui qui sort du cœur.

Je ne sais ce que la vue de ce sang répandu sur ce papier et conservé dans sa substance, où il avait séché, produisit sur moi; mais ma main tremblait, et j'étais tout troublé.

— Lis ce qui est écrit sous ce sang, me dit mon ami. Lis donc, et comprends.

Je lus sans rien comprendre. Mes yeux seuls parcouraient les caractères. Mon âme était absente de mes yeux; mon esprit ne lisait pas.

Mon ami s'en aperçut.

— Eh quoi! me dit-il. Tu me demandais tout-à-l'heure si la plus importante des lois qui concernent l'Humanité avait été aperçue par les législateurs; je t'ai répondu qu'elle l'avait été. Je t'en donne maintenant la preuve; et tu ne

comprends pas le rapport qui existe entre cette page imprimée, cette page immortelle que tu as sous les yeux, et notre conversation. Laisse ton émotion, oublie ce sang. Je le porte bien, moi, ce sang, sur mon cœur! Toi, à qui il est étranger, tu peux bien lire la loi à travers ce sang.

Je relus, et je compris.

—Ah! m'écriai-je, tu as raison à ce point! Est-ce possible ce que je vois? Ce que tu me disais n'est pas un rêve, une utopie, une suite de raisonnements abstraits! Cela a été légiféré par les représentants du peuple! Cela a été la loi, cela est la loi! Vraiment! je ne rêve pas!

—Oui, dit-il c'est la loi, la vraie loi, la loi fondée sur la vérité. Ou plutôt, c'est la base des lois, la base éternelle es seules lois véritables, si on veut fonder les lois, non sur le fait, mais sur la justice et la raison.

Et, se levant, il lut à haute voix, devant tous les ouvriers étonnés, ce qui était écrit, imprimé, sur la page toute tachée de sang.

—Citoyens, leur dit-il, voici la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* que viennent de rédiger vos législateurs :

«Les représentants du Peuple Français, réunis en »Convention nationale, reconnaissant que les lois hu»maines qui ne découlent point des lois éternelles de la »Justice et de la Raison ne sont que des attentats de l'igno»rence et du despotisme contre l'Humanité ; convaincus que »l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme sont les »seules causes des crimes et des malheurs du monde ; ont »résolu d'exposer dans une Déclaration solennelle ces droits »sacrés et inaliénables, afin que tous les citoyens, pouvant

»comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le »but de toute institution sociale, ne se laissent jamais op»primer et avilir par la tyrannie; afin que le peuple ait tou»jours devant les yeux les bases de sa liberté et de son bon»heur, le magistrat la règle de son devoir, le législateur »l'objet de sa mission.

»En conséquence, la CONVENTION NATIONALE proclame, »à la face de l'univers, et sous les yeux du LÉGISLATEUR »IMMORTEL, la déclaration suivante des DROITS DE L'HOMME »ET DU CITOYEN :

»ARTICLE I. Le but de toute association politique est »le maintien des droits naturels et imprescriptibles de »l'homme et le développement de toutes ses facultés.

»ART. II. Les principaux droits de l'homme sont celui de »pourvoir à la conservation de son existence et la liberté.

»ART. III. Ces droits appartiennent également à tous les »hommes, quelle que soit la différence de leurs forces phy»siques et morales. L'égalité des droits est établie par la »nature. La société, loin d'y porter atteinte, ne fait que la »garantir contre l'abus de la force, qui la rend illusoire.

»ART IV. La liberté est le pouvoir qui appartient à »l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés. Elle a la »justice pour règle, les droits d'autrui pour bornes, la nature »pour principe, et la loi pour sauve-garde.

»ART. V. *La propriété est le droit qu'a chaque citoyen »de jouir et de disposer de la portion de biens qui lui est »garantie par la loi.*

»ART. VI. *Le droit de propriété est borné, comme tous »les autres, par l'obligation de respecter les droits d'au»trui.*

»ART. VII. *Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à*

»*la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos sem-*
»*blables.*

»Art. VIII. *Toute possession, tout trafic qui viole ce*
»*principe est essentiellement illicite et immoral.*

»Art. IX. La société est obligée de pourvoir à la subsis-
»tance de tous ses membres, soit en leur procurant du
»travail, soit en...»

Tout-à-coup un grand bruit qui s'éleva dans la boutique, des cris, des vociférations, forcèrent mon ami d'interrompre sa lecture.

FIN DU FRAGMENT.





ned



